

LES ZOOM'S

BÉATRICE ET FRANCIS GRANDGUILLOT

L'ANALYSE FINANCIÈRE

Analyse de l'activité et du risque d'exploitation
Analyse fonctionnelle – Analyse patrimoniale
Ratios – Tableau de financement
Éléments prévisionnels

**18^e ÉDITION
2014-2015**

À JOUR DU PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL 2014

 *Gualino*

lextenso éditions

BÉATRICE ET FRANCIS GRANDGUILLOT

sont professeurs de comptabilité et de gestion dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur. Ils sont également auteurs de nombreux ouvrages dans ces matières.

Des mêmes auteurs

Collection Les Zoom's

- Fiscalité française 2014
- Exercices de fiscalité française avec corrigés 2014
- Comptabilité générale – 2014/2015
- Exercices de comptabilité générale avec corrigés – 2014/2015
- Analyse financière – 2014/2015
- Exercices d'analyse financière avec corrigés détaillés – 2014/2015
- Comptabilité de gestion – 2014/2015
- Comptabilité des sociétés – 2014/2015

Collection Expertise Comptable

- Droit fiscal, DCG 4, 5^e éd. 2014-2015 (avec P. Recroix), coll. Carrés DCG
- Exercices corrigés de Droit fiscal, DCG 4, 2^e éd. 2014-2015 (avec P. Recroix), coll. Carrés DCG
- Introduction à la comptabilité, DCG 9, 5^e éd. 2014-2015, coll. Carrés DCG
- Exercices corrigés d'Introduction à la comptabilité, DCG 9, 4^e éd. 2014-2015, coll. Carrés DCG

Collection En Poche

- Fiscal 2014, 8^e éd.
- Droit des sociétés, 6^e éd. 2014-2015
- Comptable, 6^e éd. 2014-2015
- Analyse financière, 5^e éd. 2014-2015

LESZOOM'S

BÉATRICE ET FRANCIS GRANDGUILLOT

L'ANALYSE FINANCIÈRE

Analyse de l'activité et du risque d'exploitation
Analyse fonctionnelle – Analyse patrimoniale
Ratios – Tableau de financement
Éléments prévisionnels

18^e ÉDITION
2014-2015

 *Gualino*

lextenso éditions

LESZOOM'S

LA COLLECTION TRAITE DE :

- **La comptabilité** : Comptabilité générale – Comptabilité de gestion – Comptabilité des sociétés
- **L'analyse financière**
- **Le contrôle de gestion**
- **La fiscalité**
- **Le droit** : Introduction au droit – Droit des sociétés – Droit commercial et des affaires – Droit social – Institutions de la France – Institutions de l'Union européenne
- **L'économie**
- **Le marketing**
- **Les relations humaines**



© Gualino éditeur, Lextenso éditions 2014
70, rue du Gouverneur Général Éboué
92131 Issy-les-Moulineaux cedex
ISBN 978 - 2 - 297 - 04044 - 0
ISSN 1288-8184

P présentation

L'objectif de cet ouvrage est d'offrir *une vision claire, structurée et synthétique de l'Analyse financière* (également appelée **Diagnostic financier** ou **Finance d'entreprise**) avec notamment le recours à des schémas et des tableaux. En outre, de nombreux exemples et plusieurs synthèses présentées avec leurs corrigés permettent d'acquérir les connaissances fondamentales de cette matière. Il développe successivement :

- la présentation des comptes annuels ;
- l'analyse de l'activité et du risque d'exploitation ;
- l'analyse fonctionnelle de la structure financière ;
- l'analyse patrimoniale de la structure financière ;
- les ratios ;
- le tableau de financement ;
- les éléments prévisionnels.

Cette 18^e édition 2014/2015, entièrement à jour à sa publication, s'adresse aux étudiants des cursus universitaires en gestion (DUT, Licences, Licences Professionnelles, Masters...), aux étudiants des BTS Tertiaires et aux étudiants en Écoles de Management.

Les mêmes auteurs ont publié chez le même éditeur :

- **L'essentiel de l'Analyse financière** – Coll. **Carrés Rouge**, 12^e édition, 2014/2015
Présentation des comptes annuels – Analyse de l'activité et de la performance – Analyse de la structure financière et de l'équilibre financier – Tableaux de flux
- **Analyse financière** – Coll. **En poche**, 5^e édition, 2014/2015
Analyse de l'activité – Analyse de la structure financière – Analyse des flux financiers – Éléments prévisionnels

AVERTISSEMENT

Dans cet ouvrage, les numéros des articles du Plan comptable général relatifs aux comptes annuels sont conformes au nouveau **Plan comptable général 2014** issu du règlement 2014-03 adopté par l'Autorité des normes comptables en juin 2014. Ce dernier remplace le règlement CRC 99-03 et les autres règlements publiés depuis 1999.

Sommaire

Présentation	5
Chapitre 1 • L'organisation de l'analyse financière	15
1 – Définition et objectifs de l'analyse financière	15
2 – Les sources d'information de l'analyse financière	16
A. L'information comptable	16
B. Les autres sources d'information	17
3 – Les méthodes de l'analyse financière	18
A. L'analyse de l'activité	18
B. L'analyse statique de la structure financière	19
C. L'analyse dynamique de la situation financière et de la trésorerie	20

1

Les comptes annuels

Chapitre 2 • Le compte de résultat	23
1 – Généralités	23
2 – La structure globale du compte de résultat	24
3 – Le tableau de correspondance des comptes	25
A. Les charges	25
B. Les produits	27

Chapitre 3 • Le bilan	29
1 – Généralités	29
2 – La structure globale du bilan	30
3 – Le tableau de correspondance des comptes	32
A. L'actif	32
B. Le passif	34
Chapitre 4 • L'annexe	37
1 – Généralités	37
2 – Les informations de l'annexe	38
3 – Les tableaux de l'annexe comptable	38
4 – La présentation des tableaux en système de base	40
Chapitre 5 • Synthèse corrigée sur les comptes annuels	47
1 – Énoncé	47
2 – Corrigé	49

2

L'analyse de l'activité et du risque d'exploitation

Chapitre 6 • Les soldes intermédiaires de gestion	61
1 – Généralités	61
2 – Définition des soldes intermédiaires de gestion et de leurs ratios	61
A. La marge commerciale	61
B. La production de l'exercice	62
C. La valeur ajoutée	62
D. L'excédent brut d'exploitation (EBE)	62
E. Le résultat d'exploitation	63
F. Le résultat courant avant impôt	63
G. Le résultat exceptionnel	64
H. Le résultat net de l'exercice	64
I. Le résultat sur cessions d'éléments d'actif immobilisés	64
3 – La hiérarchie des soldes	64

4 – Le tableau des soldes intermédiaires de gestion	66
5 – La valeur ajoutée d'après la méthode additive	71
6 – Les retraitements	71
A. Les retraitements relatifs aux charges de sous-traitance de fabrication	71
B. Les retraitements relatifs aux charges de personnel	71
C. Les retraitements relatifs au crédit-bail	71
D. Les retraitements relatifs aux subventions d'exploitation	71
E. Les retraitements relatifs aux impôts et taxes	72
F. Le tableau récapitulatif des retraitements	72
7 – L'impact du CICE sur les soldes intermédiaires de gestion	74
Chapitre 7 • La capacité d'autofinancement	75
<hr/>	
1 – Généralités	75
2 – Le calcul de la capacité d'autofinancement	76
A. La méthode soustractive	77
B. La méthode additive	77
C. Le retraitement de la capacité d'autofinancement	78
D. La représentation graphique	78
3 – L'autofinancement	78
4 – Les ratios	80
Chapitre 8 • Le compte de résultat différentiel	83
<hr/>	
1 – La variabilité des charges	83
2 – Le coût variable	84
3 – La marge sur coût variable	84
4 – Le compte de résultat différentiel	85
A. Le compte de résultat différentiel d'une entreprise de production	85
B. Le compte de résultat différentiel d'une entreprise commerciale	86
Chapitre 9 • Le seuil de rentabilité	89
<hr/>	
1 – Définition	89
2 – Le calcul du seuil de rentabilité et des autres indicateurs	90
A. Le calcul du seuil de rentabilité	90
B. Le calcul du point mort	90
C. Le calcul de la marge de sécurité	91
3 – Les représentations graphiques	92

4 – <i>L'évolution des conditions d'exploitation</i>	93
A. La modification de structure	94
B. La modification du taux de marge sur coût variable	94
C. Le choix de structure	95
5 – <i>Le levier d'exploitation ou opérationnel</i>	97

3

L'analyse fonctionnelle de la structure financière

Chapitre 10 • Le bilan fonctionnel **101**

1 – <i>Généralités</i>	101
2 – <i>La structure du bilan fonctionnel</i>	102
A. Les masses	102
B. Les retraitements	103
C. La présentation du bilan fonctionnel après retraitements	104
3 – <i>Les ratios</i>	107

Chapitre 11 • Le fonds de roulement net global Le besoin en fonds de roulement La trésorerie **111**

1 – <i>Le fonds de roulement net global (FRNG)</i>	111
A. Définition	111
B. Le calcul du fonds de roulement net global	111
C. L'évolution du fonds de roulement net global	112
2 – <i>Le besoin en fonds de roulement (BFR)</i>	113
A. Le cycle d'exploitation	113
B. Le calcul du besoin en fonds de roulement	114
C. Les ratios de rotation	115
3 – <i>La trésorerie</i>	117

Chapitre 12 • Synthèse corrigée sur l'analyse fonctionnelle du bilan **123**

1 – <i>Énoncé</i>	123
2 – <i>Corrigé</i>	124

4**L'analyse patrimoniale de la structure financière**

Chapitre 13 • Le bilan financier	129
1 – Généralités	129
2 – La structure du bilan financier	130
A. Les masses	130
B. Les retraitements	131
C. La présentation du bilan financier après retraitements	132
Chapitre 14 • Le fonds de roulement financier et les ratios	137
1 – Le fonds de roulement financier (FRF)	137
A. Définition	137
B. Le calcul du fonds de roulement financier	137
2 – Les ratios	138
A. La liquidité	138
B. La solvabilité	139
3 – Le fonds de roulement net global et le fonds de roulement financier	141
Chapitre 15 • Synthèse corrigée sur l'analyse financière du bilan	143
1 – Énoncé	143
2 – Corrigé	145

5**Les ratios**

Chapitre 16 • Les ratios	149
1 – Définition	149
2 – Les ratios	150
A. Les ratios de structure	150
B. Les ratios d'activité	151
C. Les ratios de rentabilité	154

Chapitre 17 • Synthèse corrigée sur les ratios 155

1 – Énoncé	155
2 – Corrigé	156

6**Le tableau de financement****Chapitre 18 • Le tableau de financement (première partie) 163**

1 – Généralités	163
2 – Le tableau des emplois – ressources	164
A. Les emplois stables	164
B. Les ressources durables	165
C. Le modèle du tableau I	167
3 – L'utilité du tableau des emplois et des ressources	167

Chapitre 19 • Le tableau de financement (deuxième partie) 171

1 – Généralités	171
2 – Le tableau des variations du fonds de roulement net global	171
A. Le schéma explicatif du tableau de financement (deuxième partie)	172
B. Le modèle du tableau II	173
3 – L'utilité du tableau de financement (deuxième partie)	175

Chapitre 20 • Synthèse corrigée sur le tableau de financement 177

1 – Énoncé	177
2 – Corrigé	179

7**Les éléments prévisionnels****Chapitre 21 • Le besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif 185**

1 – Généralités	185
2 – Les principes de calcul	185

A. Le calcul des temps d'écoulement	186
B. Le calcul des coefficients de structure	187
C. La présentation des calculs	189
Chapitre 22 • L'analyse dynamique de la trésorerie	193
1 – Généralités	193
2 – L'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE)	194
A. Définition	194
B. Les modalités de calcul	195
3 – Le tableau des flux de trésorerie	198
A. Généralités	198
B. Définition de la trésorerie	198
C. La structure du tableau des flux de trésorerie	199
D. Les modèles du tableau des flux de trésorerie	200
E. L'interprétation des flux nets de trésorerie	203
Chapitre 23 • Le budget de trésorerie	209
1 – Généralités	209
2 – La structure du budget de trésorerie	210
3 – La présentation des tableaux du budget de trésorerie	211
4 – L'analyse du budget de trésorerie	213
A. Les soldes négatifs	213
B. Les soldes positifs	214
C. Le plan de trésorerie	214
Chapitre 24 • Les documents de synthèse prévisionnels	217
1 – Généralités	217
2 – Le compte de résultat prévisionnel	217
A. Le modèle par nature	218
B. Le modèle par fonctions	219
3 – Le bilan prévisionnel	219
4 – Le plan de financement	223
A. Définition	223
B. La structure du plan de financement	224
C. L'équilibre du plan de financement	225
D. Le contrôle du plan de financement	226

Chapitre 25 • Le levier financier	231
1 – <i>L'endettement</i>	231
2 – <i>La rentabilité</i>	231
3 – <i>L'effet de levier</i>	232
A. L'effet de levier positif	232
B. L'effet de levier négatif	232
C. L'effet de levier nul	233
Bibliographie	235
Index	237

L'organisation de l'analyse financière

Chapitre 1

1 Définition et objectifs de l'analyse financière

La finalité de l'analyse financière est d'établir un *diagnostic financier* qui consiste à recenser les forces et les faiblesses de l'entreprise afin de porter un jugement sur sa performance et sa situation financière, en se plaçant dans la perspective d'une continuité de l'exploitation.

L'analyse financière est l'étude de l'*activité*, de la *rentabilité* et de la *structure financière* de l'entreprise :



L'analyse financière constitue un ensemble d'outils d'analyse qui permet :

- de **dégager** des résultats, des indicateurs caractéristiques, des ratios et de les apprécier ;
- de **donner des informations** sur l'évolution de l'activité, sur l'évolution de la structure financière, sur les performances réalisées ;
- d'**interpréter** ces informations à l'aide du diagnostic financier ;
- d'**effectuer des comparaisons** : entre le passé, le présent et l'avenir de l'entreprise, ainsi qu'avec d'autres entreprises du même secteur d'activité.

L'analyse financière est une *aide à la prise de décision* ; elle permet *d'améliorer la gestion* de l'entreprise et de répondre aux questions :

- quelle est la *valeur* de l'entreprise ?
- quelle est la *capacité* de l'entreprise à créer de la *richesse* ?

- l'entreprise est-elle **rentable** ?
- sa structure financière est-elle **équilibrée** ?
- sa stratégie est-elle **adaptée** à ses besoins et à ses ressources ?
- l'entreprise est-elle **compétitive** ?
- quels sont les **points forts**, les **points faibles** et les **potentialités** de l'entreprise ?
- quels sont les **risques** encourus ?

L'analyse financière intéresse particulièrement les dirigeants, les associés, les salariés, les prêteurs, les investisseurs ainsi que les concurrents.

2 Les sources d'information de l'analyse financière

A – L'information comptable

L'analyse financière est menée, essentiellement, à partir de l'**information comptable** et particulièrement à l'aide des comptes annuels : **compte de résultat, bilan, annexe**. Leur présentation est plus ou moins détaillée selon la taille des entreprises. Précisons que désormais davantage d'entreprises peuvent bénéficier d'une présentation simplifiée de leurs comptes annuels, voire d'une dispense de l'annexe. Ainsi :

- **les micro-entreprises** au sens comptable, c'est-à-dire celles qui ne dépassent pas pendant deux exercices successifs, deux des trois seuils suivants : 350 K€ de total de bilan, 700 K€ de CA net, 10 salariés peuvent présenter un bilan et un compte de résultat simplifiés et sont dispensées de l'annexe ;
- **les petites entreprises** au sens comptable, c'est-à-dire celles qui ne dépassent pas pendant deux exercices successifs, deux des trois seuils suivants : 4 M€ de total de bilan, 8 M€ de CA net, 50 salariés peuvent présenter des comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) simplifiés.

Notons que ces mesures de simplification sont en phase avec les dispositions de la nouvelle directive comptable unique du 26 juin 2013 qui sera transposée en droit national au plus tard en juillet 2015.

Par ailleurs, l'Autorité des normes comptables (ANC) a adopté en juin 2014 le règlement 2014-03 relatif au nouveau Plan comptable général, dit **PCG 2014**. Il est restructuré à partir d'un **nouveau plan thématique** et d'une **nouvelle numérotation des articles** pour le rendre plus accessible aux utilisateurs. En revanche, aucune modification aux dispositions comptables n'est apportée.

L'ANC a également publié le **Recueil des normes comptables** françaises qui rassemble en un seul document l'ensemble des textes comptables réglementaires et non réglementaires portant sur l'élaboration des comptes annuels et rédigés par les institutions chargées de la normalisation comptable. Dorénavant, tout nouveau règlement de l'ANC s'intégrera dans le PCG 2014 ainsi que dans le recueil des normes comptables.

Dans le cadre de l'analyse financière, les comptes annuels font l'objet de retraitements et de reclassements, selon la finalité de l'analyse à effectuer, pour permettre de dégager des informations pertinentes sur la réalité économique et financière de l'entreprise.

B – Les autres sources d'information

D'autres sources d'information financière sont exploitées, telles que :

- le **rapport de gestion**, document de synthèse établi par les dirigeants qui fournit des informations sur la vie économique (activité, résultats, situation financière), juridique, sociale et environnementale de la société. Le champ des informations est plus ou moins étendu selon la nature juridique de la société et sa taille. Les entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) et les sociétés par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) dont l'associé unique, personne physique, assume la gérance ou la présidence en sont désormais dispensées, si elles ne dépassent pas à la clôture de l'exercice deux des trois seuils suivants : 1 M€ de total de bilan ; 2 M€ de chiffre d'affaires hors taxes ; 20 salariés.

Le rapport de gestion est complété, dans les sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, par le **rapport sur le contrôle interne** dont l'un des objectifs est de prévenir et de maîtriser les **risques** résultant de l'activité de l'entreprise ;

- le **rapport** du commissaire aux comptes sur les comptes annuels communiqué à l'assemblée générale des associés.

Il comporte deux parties :

- l'opinion sur les comptes annuels,
- la vérification du rapport de gestion et la communication des inexactitudes, des irrégularités et des infractions relevées ;

Par ailleurs, afin de renforcer les contrôles et les sanctions en matière de délais de paiement clients et fournisseurs, le commissaire aux comptes doit établir désormais une attestation sur la sincérité et la fiabilité des informations fournies dans le rapport de gestion sur ces délais ;

- la **procédure d'alerte** déclenchée par le commissaire aux comptes dans l'objectif de prévenir les difficultés des entreprises, d'attirer l'attention des dirigeants sur les faits compromettant la continuité de l'exploitation donc l'avenir de la société et d'inciter les décideurs à prendre les dispositions nécessaires. Si les décisions prises par les dirigeants ne permettent pas d'améliorer la situation, le commissaire aux comptes doit en informer le président du Tribunal de commerce ou du Tribunal de grande instance selon le cas ;
 - l'**analyse des informations économiques, comptables et financières** de l'entreprise dans le cadre de son adhésion à un groupement de prévention agréé. Lorsque le groupement relève des indices de difficultés, il en informe le chef d'entreprise et peut lui proposer l'intervention d'un expert ;
 - les **quatre documents d'information financière et prévisionnelle** établis par les sociétés qui emploient, à la clôture de l'exercice, au moins 300 salariés ou ont réalisé un chiffre d'affaires d'au moins 18 millions d'euros.
- Ces quatre documents sont :

La situation de l'actif réalisable et disponible ainsi que celle du passif exigible établie semestriellement

Le tableau de financement prévisionnel annuel

Le plan de financement prévisionnel annuel

Le compte de résultat prévisionnel établi annuellement

L'analyse financière doit prendre également en compte des éléments d'information **extra-financiers et qualitatifs** pour évaluer la valeur de l'entreprise et dresser un diagnostic général tels que :

- le cycle de vie de l'entreprise ;
- sa forme juridique ;
- son secteur d'activité ;
- son organisation interne ;
- son image, sa notoriété, sa réputation ;
- son potentiel technologique et humain ;
- sa démarche environnementale ;
- l'évolution de son ou des ses marché(s) ;
- la valeur de sa clientèle existante et potentielle ;
- la qualité des relations avec ses partenaires ;
- son appartenance à un groupe ;
- ...

Les méthodes de l'analyse financière

Les travaux d'analyse financière sont réalisés à partir de deux méthodes :

L'analyse statique



Elle est basée
sur les *comptes annuels à une date donnée*.

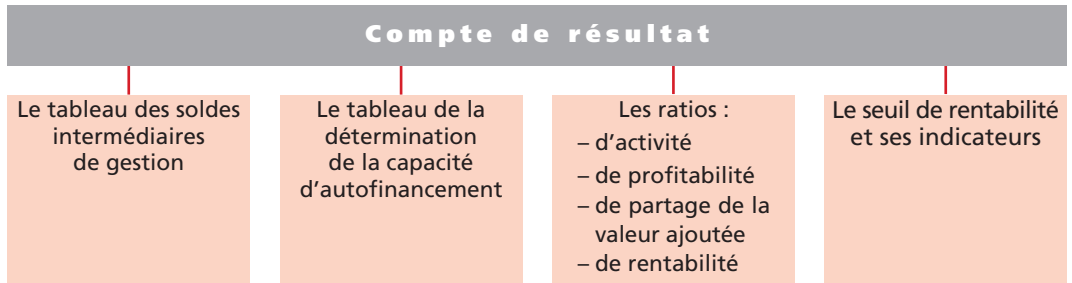
L'analyse dynamique



Elle est fondée sur l'étude
des *flux financiers* pour une période donnée.

A – L'analyse de l'activité

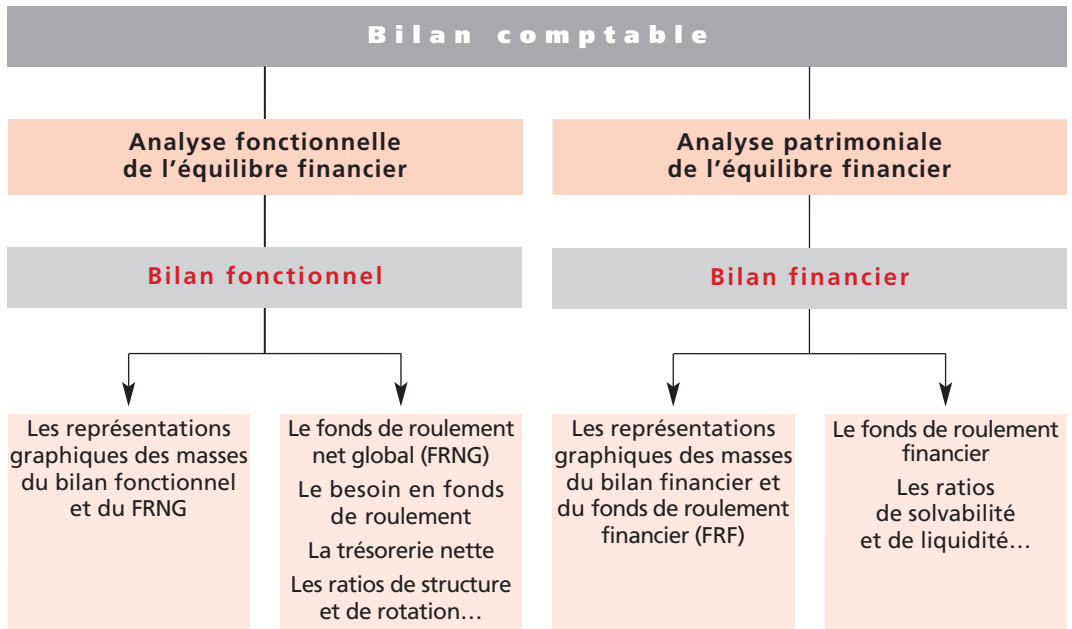
Le compte de résultat fournit des informations sur l'activité et la formation du résultat. Il permet de déterminer des indicateurs de gestion, d'établir entre eux des comparaisons, des rapports, dans le temps et dans l'espace.



B – L'analyse statique de la structure financière

Le bilan donne des informations sur la *situation financière* et sur la *valeur de l'entreprise*.

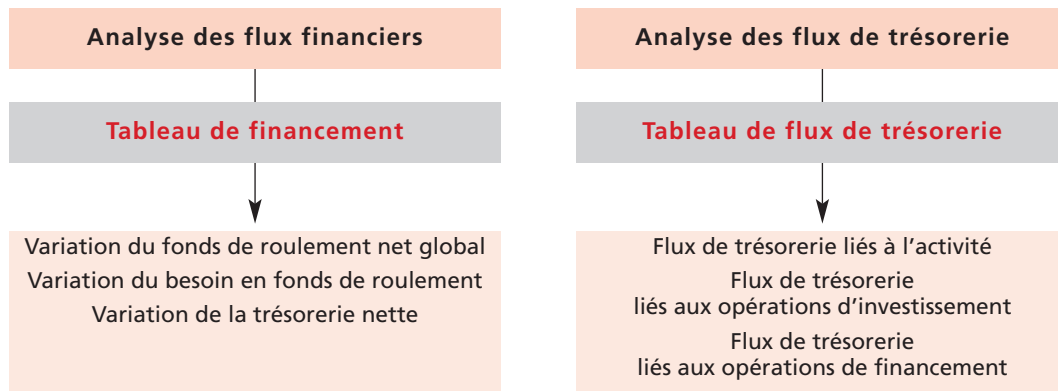
L'analyse de la structure financière s'effectue à partir d'indicateurs de gestion différents selon les critères retenus pour apprécier l'équilibre financier (approche fonctionnelle ou approche patrimoniale).



C – L'analyse dynamique de la situation financière et de la trésorerie

L'analyse fonctionnelle dynamique de la situation financière de l'entreprise et de la trésorerie complète l'analyse statique. Elle est fondée sur l'étude des *flux financiers* pour une période donnée.

Elle est menée à partir de deux tableaux de flux :



Face à un contexte économique difficile

Dans la situation d'une reprise économique fragile, il est fondamental pour l'entreprise de maîtriser et d'optimiser l'utilisation des indicateurs de gestion afin de repérer les premiers signes de fragilité, d'évaluer les risques et de réagir le plus rapidement possible pour résister aux difficultés économiques.

Dans ce contexte, il est primordial pour l'entreprise :

- **d'analyser** en détail son chiffre d'affaires ;
- **d'optimiser** son cycle d'exploitation pour faire face à ses besoins de trésorerie ;
- **de fidéliser** ses clients ;
- **de maîtriser** ses charges ;
- **de maintenir** les équilibres financiers ;
- **de développer** une stratégie d'innovation (nouveaux produits, nouveaux marchés) ;
- **de rechercher** les aides publiques accordées aux entreprises et adaptées à la situation ou au projet : préfinancements du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), du crédit d'impôt recherche, subventions, garantie des crédits de trésorerie par la Banque publique d'investissement (BPI)...

Tout cela lui permettra de préserver ses marges ainsi que sa rentabilité et lui donnera les bases nécessaires pour redémarrer sa croissance.

PARTIE 1

Les comptes annuels

Le compte de résultat

Chapitre 2

1 Généralités

Le compte de résultat est établi à partir des *comptes généraux de gestion*. Il fait partie des comptes annuels. Il constitue le document de base de l'analyse de l'activité et de la performance de l'entreprise.

Les comptes de gestion distinguent pour une période donnée, en principe un exercice :

Les mouvements constatant les charges

↓
Ils représentent les **coûts** engagés par l'entreprise pour exercer son activité :
classe 6 ⇒ Comptes de charges

Les mouvements constatant les produits

↓
Ils représentent les **revenus** générés par l'activité de l'entreprise :
classe 7 ⇒ Comptes de produits

Le compte de résultat dégage **le solde** provenant de l'enregistrement de ces mouvements, par différence, afin de faire apparaître **le bénéfice ou la perte de l'exercice** :

→ **le résultat bénéfice** ⇒ est placé du côté des charges
→ **le résultat perte** ⇒ est placé du côté des produits

Le compte de résultat s'établit à partir des écritures de détermination du résultat ou des soldes de la balance après inventaire. Il peut se présenter selon trois systèmes :

Système de base

↓
Système de **droit commun** comportant les dispositions minimales que doivent tenir les entreprises de moyenne ou de grande taille.

Système abrégé

↓
Système conforme aux **dispositions minimales** que doivent respecter les entreprises dont la taille ne justifie pas une présentation selon le système de base.

Système développé

↓
Système **facultatif**, réservé aux grandes entreprises, proposant un compte de résultat plus détaillé.

Une comparaison est effectuée avec l'exercice précédent grâce à la création des colonnes Exercice N et Exercice N – 1.

Rappelons que les *micro-entreprises et les petites entreprises* au sens comptable peuvent désormais présenter un compte de résultat simplifié sous condition de seuils.

2 La structure globale du compte de résultat

Actuellement, les charges et les produits sont classés, par nature, en trois catégories symétriques de charges et de produits, afin de faire apparaître trois activités distinctes :

Activité d'exploitation	Charges d'exploitation → Coûts occasionnés par l'activité normale de l'entreprise	Produits d'exploitation Ressources produites par l'activité normale de l'entreprise
Activité financière	Charges financières → Coût de financement externe de l'entreprise : escomptes accordés, pertes de change...	Produits financiers Revenus financiers procurés par des placements, des escomptes obtenus, des gains de change...
Activité exceptionnelle	Charges exceptionnelles → Coûts non liés à l'activité normale (amendes, perte de patrimoine...)	Produits exceptionnels Produits occasionnés en dehors de l'activité normale de l'entreprise (produits de cessions d'actifs...)

La structure du compte de résultat, en tableau par rubriques, est la suivante :

Charges	Exercice		Produits	Exercice	
	N	N – 1		N	N – 1
Charges d'exploitation Comptes 60 – 609 Comptes 603 (+ ou –) Comptes 61 – 619 62 – 629 Comptes 63 + 64 + 65 + 681 Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun Compte 655 Charges financières Comptes 66 + 686 Charges exceptionnelles Comptes 67 + 687 Participation des salariés Impôts sur les bénéfices Compte 69 Solde créditeur = Bénéfice			Produits d'exploitation Comptes 707 – 7097 Comptes 701 à 706 – 7091 à 7096 708 – 7098 Comptes 713 (+ ou –) Comptes 72 + 74 + 75 + 781 et 791 Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun Compte 755 Produits financiers Comptes 76 + 786 et 796 Produits exceptionnels Comptes 77 + 787 et 797		
Total général			Solde débiteur = Perte		
			Total général		

Le compte de résultat peut également s'établir en *liste*, ce qui permet de faire apparaître des *résultats intermédiaires* tels que : résultat d'exploitation, résultat financier, résultat courant, résultat exceptionnel.

Dans le cadre de la transposition en droit interne de la directive comptable unique prévue au plus

tard le 20 juillet 2015, une évolution de la structure du compte de résultat est attendue comme :

- le classement des charges et des produits par nature ou par fonction ;
- la suppression de la catégorie des charges et des produits exceptionnels.

3 Le tableau de correspondance des comptes

Les *regroupements* suivants s'opèrent afin de dresser les différents postes du compte de résultat en système développé.

A – Les charges

Art. 823-2 Modèle de compte de résultat (en tableau) (système développé)

CHARGES (hors taxes)	Exercice N		Exercice N – 1
		Totaux partiels	Totaux partiels
Charges d'exploitation (1) :			
Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice			
Achats de marchandises (a)	607. (– 6097).		
Variation des stocks de marchandises (b)	6037.		
Consommations de l'exercice en provenance de tiers			
Achats stockés d'approvisionnements (a) :			
Matières premières.....	601. (– 6091).		
Autres approvisionnements.....	602. (– 6092).		
Variation des stocks d'approvisionnements (b)	6031. 6032.		
Achats de sous-traitance.....	604. 605. (– 6094. – 6095).		
Achats non stockés de matières et fournitures	606. (– 6096).		
Services extérieurs :			
Personnel extérieur	621.		
Loyers en crédit-bail (c)	612.		
Autres.....	61. 62. (– 619. – 629). sauf 621. 612.		
Impôts, taxes et versements assimilés			
Sur rémunérations	631. 633.		
Autres	635. 637.		
Charges de personnel			
Salaires et traitements	641. 644. 648.		
Charges sociales.....	645. 646. 647.		
Dotations aux amortissements et dépréciations			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (d).....	6811. 6812.		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	6816.		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	6817.		
Dotations aux provisions	6815.		
Autres charges	651. 653. 654. 658.		
TOTAL		X	X

Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.....	655.		
Charges financières :			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	686.		
Intérêts et charges assimilées (2).....	661. 664. 665. 668.		
Différences négatives de change	666.		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	667.		
Charges exceptionnelles :			
Sur opérations de gestion.....	671. 672.		
Sur opérations en capital :			
Valeurs comptables des éléments immobilisés et financiers cédés (e).....	675.		
Autres	678.		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
Dotations aux provisions réglementées	6872. 6873. 6874.		
Dotations aux amortissements.....	6871.		
Dotations aux dépréciations.....	6876.		
Dotations aux autres provisions.....	6875.		
Participation des salariés aux résultats.....	691.		
Impôts sur les bénéfices.....	695.		
Solde créditeur = bénéfice		X	X
TOTAL GÉNÉRAL.....		X	X
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d'erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.			
(2) Dont intérêts concernant les entités liées.			

- (a) Y compris frais accessoires.
- (b) Stock initial moins stock final : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).
- (c) À ventiler en « mobilier » et « immobilier ».
- (d) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir.
- (e) À l'exception des valeurs mobilières de placement.

À NOTER • Indiquez le signe + ou – des variations de stocks • Ce sont les achats de biens et services nets et les ventes nettes qui figurent dans le compte de résultat.

B – Les produits**Art. 823-2 (suite) Modèle de compte de résultat (en tableau) (système développé)**

PRODUITS (hors taxes)	Exercice N		Exercice N – 1
		Totaux partiels	Totaux partiels
Produits d'exploitation (1) :			
Ventes de marchandises	707.(– 7097).		
Production vendue			
Ventes	701. 702. 703. (– 7091. – 7092).		
Travaux.....	704. 705. (–7094. – 7095).		
Prestations de services	706. 708. (– 7096. – 7098).		
Montant net du chiffre d'affaires		X	
<i>dont à l'exportation</i>			
Production stockée (a)			
En-cours de production de biens (a)	7133.		
En-cours de production de services (a)	7134.		
Produits (a)	7135.		
Production immobilisée	72.		
Subventions d'exploitation	74.		
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements)	781.		
Transferts de charges	791.		
Autres produits	751. 752. 753. 758.		
TOTAL		X	X
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	755.		
Produits financiers :			
De participation (2)	761.		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)	762.		
Autres intérêts et produits assimilés (2).....	763. 764. 765. 768.		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges financières	786. 796.		
Différences positives de change	766.		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	767.		

Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	771. 772.	
Sur opérations en capital :		
– produits des cessions d’éléments d’actif (b)	775.	
– subventions d’investissement virées au résultat de l’exercice	777.	
– autres	778.	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges exceptionnelles	787. 797.	
Solde débiteur = perte		X
TOTAL GÉNÉRAL		X
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d’erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s’il s’agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.		
(2) Dont produits concernant les entités liées.		

(a) Stock final moins stock initial : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (–) dans le cas de déstockage de production.
(b) À l’exception des valeurs mobilières de placement.

À NOTER • Les comptes de charges ont généralement un solde débiteur • Les comptes de produits ont généralement un solde créditeur • Le résultat déterminé doit être identique à celui du bilan.

Le bilan

Chapitre 3

1 Généralités

Le bilan est, pour une entreprise, l'état à une date donnée de ses éléments actifs, de ses éléments passifs et de ses capitaux propres. Il fait partie des comptes annuels.

Le bilan s'établit à partir des **soldes** des comptes de bilan de la balance d'inventaire :

- classe 1 : comptes de capitaux ;
- classe 2 : comptes d'immobilisations ;
- classe 3 : comptes de stocks et en-cours ;
- classe 4 : comptes de tiers ;
- classe 5 : comptes financiers.

Les comptes à solde débiteur

Ils constituent l'**actif du bilan**, sauf les comptes **129, 119 et 108** qui se placent au passif en déduction des capitaux propres.

Les comptes à solde créditeur

Ils constituent le **passif du bilan**, sauf les comptes d'amortissements (**28**) et de dépréciation (**29, 39, 49, 59**) qui se placent à l'actif **en déduction** des comptes concernés.

Le bilan peut se présenter selon trois systèmes :

Système de base

Système de **droit commun** comportant les dispositions minimales que doivent tenir les entreprises de moyenne ou de grande taille.

Système abrégé

Système conforme aux **dispositions minimales** que doivent respecter les entreprises dont la taille ne justifie pas une présentation selon le système de base.

Système développé

Système **facultatif**, réservé aux grandes entreprises, proposant un bilan plus détaillé.

Une comparaison est effectuée avec l'exercice précédent grâce à la création des colonnes Exercice N et Exercice N – 1.

Rappelons que les *micro-entreprises et les petites entreprises* au sens comptable peuvent désormais présenter un bilan simplifié sous condition de seuils.

2 La structure globale du bilan

Le bilan est structuré en rubriques et en postes. Les éléments qui y figurent sont classés à l'actif et au passif selon leur destination et leur provenance.

Du point de vue *financier*, le bilan décrit à une date donnée la *situation financière* de l'entreprise ; il est composé :

- des ressources ou des *moyens de financement* de l'entreprise ; ils constituent l'*origine des fonds* ;
- des emplois ou des *besoins de financement* de l'entreprise ; ils représentent l'*utilisation des fonds*.

À tout besoin de financement correspond un moyen de financement.

On distingue essentiellement à l'*actif*, les *emplois* dont dispose l'entreprise à un moment donné :

L'actif immobilisé



Il regroupe les biens et les créances destinés à être utilisés ou *à rester de façon durable* dans l'entreprise. Il est composé d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières.

L'actif circulant



Il regroupe les biens et les créances liés au *cycle d'exploitation* et qui n'ont pas vocation à être maintenus durablement dans l'entreprise. Il comprend essentiellement : les stocks, les créances, les valeurs mobilières de placement, les liquidités.

Le *passif* comprend les *ressources de financement* de l'entreprise. Il se compose principalement des rubriques suivantes :

Les capitaux propres



Ils regroupent les moyens de financement mis à la disposition de l'entreprise *de façon permanente* comprenant : le capital, les réserves, le résultat de l'exercice, les subventions d'investissement, les provisions réglementées.

Les provisions



Elles comprennent les provisions pour risques et charges qui constituent un passif dont l'échéance et le montant *ne sont pas fixés de façon précise*.

Les dettes



Elles représentent le financement externe de l'entreprise ou encore les *ressources remboursables*. On distingue : les dettes financières, les dettes d'exploitation et les dettes diverses.

La structure simplifiée du bilan par rubriques, présentée en tableau, est la suivante :

Actif	Exercice N			Exercice N – 1	Passif	Exercice N	Exercice N – 1
	Brut	Amortissements et Dépréciations (à déduire)	Net				
Capital souscrit-non appelé Actif immobilisé Classe 2 : Immobilisations					Capitaux propres Comptes 10 et 14		
Total I					Provisions Compte 15		
Actif circulant Classe 3 : Stocks Classe 4 : Créances Classe 5 : Comptes financiers					Total II		
Total II					Dettes Compte 16 Classes 4 et 5		
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) Primes de remboursement des emprunts (IV)					Total III		
Écarts de conversion Actif (V)					Écarts de conversion Passif (IV)		
Total général (I + II + III + IV + V)					Total général (I + II + III + IV)		

Le bilan peut également s'établir en liste.

À NOTER • Si vous ne disposez pas de l'imprimé du bilan, respectez les règles suivantes :

– *pour l'actif immobilisé* :

Valeur d'origine – Amortissements cumulés – Dépréciations éventuelles = Valeur nette comptable

– *pour l'actif circulant* :

Valeur comptable – Dépréciation = Valeur actuelle

3 Le tableau de correspondance des comptes

Les regroupements suivants s’opèrent afin de dresser les différents postes du bilan en système développé.

A – L’actif

Les postes de l’actif sont classés d’après leur *fonction* et par ordre de *liquidité croissante*.

Art. 823-1 Modèle de bilan (en tableau) (avant répartition) (système développé)

ACTIF	Exercice N			Exercice N – 1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Capital souscrit - non appelé.....	109.			
ACTIF IMMOBILISÉ (a) :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d’établissement.....	201.			
Frais de recherche et de développement	203.			
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires.....	205.			
Fonds commercial (1).....	206. 207.			
Autres	208.			
Immobilisations incorporelles en cours	232.			
Avances et acomptes.....	237.			
Immobilisations corporelles :				
Terrains.....	211. 212.			
Constructions	213 .214.			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	215.			
Autres	218.			
Immobilisations corporelles en cours	231.			
Avances et acomptes.....	238.			
Immobilisations financières (2) :				
Participations (b)	261. 266.			
Créances rattachées à des participations	267. 268.			
Titres immobilisés de l’activité de portefeuille.....	273.			
Autres titres immobilisés	271. 272. 27682.			
Prêts	274. 27684.			
Autres	275. 2761. 27685. 27688.			
TOTAL I	x	x	x	x

ACTIF CIRCULANT :				
Stocks et en-cours (a) :				
Matières premières et autres approvisionnements ..	31.	32.		
En-cours de production [biens et services] (c)	33.	34.		
Produits intermédiaires et finis	35.			
Marchandises	37.			
Avances et acomptes versés sur commandes	4091.			
Créances (3) :				
Créances Clients (a) et Comptes rattachés (d)	411.	413.	416.	417. 418.
Autres	4096.	4097.	4098.	425 .4287. 4387.4417. 4456. 4458D. 4487
Créances diverses	4411.	4418.	443D.	444D. 4487. 4456. 451D. 456D. (sauf 4562). 458D. 462. 465. 467D. 4687.
Capital souscrit - appelé, non versé	4562.			
Valeurs mobilières de placement (e) :				
Actions propres	502.			
Autres titres	50	(sauf 502. 509.).		
Instruments de trésorerie	52.			
Disponibilités	51D	(sauf 5186. 519). 53. 54.		
Charges constatées d'avance (3)	486.			
TOTAL II	x	x	x	x
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	481.			
Primes de remboursement des emprunts (IV)	169.			
Écarts de conversion Actif (V)	476.			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	x	x	x	x
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

(a) Les actifs avec clause de réserve de propriété sont regroupés sur une ligne distincte portant la mention « dont ... € avec clause de réserve de propriété ». En cas d'impossibilité d'identifier les biens, un renvoi au pied du bilan indique le montant restant à payer sur ces biens. Le montant à payer comprend celui des effets non échus.

(b) Si des titres sont évalués par équivalence, ce poste est subdivisé en deux sous-postes « Participations évaluées par équivalence » et « Autres participations ». Pour les titres évalués par équivalence, la colonne « Brut » présente la valeur globale d'équivalence si elle est supérieure au coût d'acquisition. Dans le cas contraire, le prix d'acquisition est retenu. La dépréciation globale du portefeuille figure dans la 2^e colonne. La colonne « Net » présente la valeur globale d'équivalence positive ou une valeur nulle.

(c) À ventiler, le cas échéant, entre biens, d'une part, et services d'autre part.

(d) Créances résultant de ventes ou de prestations de services.

(e) Poste à servir directement s'il n'existe pas de rachat par l'entité de ses propres actions.

B – Le passif

Les postes du passif sont classés selon leur *provenance* et par ordre d'*exigibilité croissante*.

Art. 823-1 (suite) Modèle de bilan (en tableau) (avant répartition)

PASSIF	Exercice N	Exercice N – 1
CAPITAUX PROPRES*		
Capital [dont versé...] (a)	101. 108. (dont versé = 1013).	
Primes d'émission, de fusion, d'apport	104.	
Écarts de réévaluation (b)	105.	
Écart d'équivalence (c)	107.	
Réserves :		
Réserve légale	1061.	
Réserves statutaires ou contractuelles	1063.	
Réserves réglementées	1062. 1064.	
Autres	1068.	
Report à nouveau (d)	110. ou 119.	
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte] (e)	120. ou 129.	
Subventions d'investissement	13.	
Provisions réglementées	14.	
TOTAL I	x	x
PROVISIONS		
Provisions pour risques	151.	
Provisions pour charges	15 (sauf 151).	
TOTAL II	x	x
DETTES (1) (g)		
Dettes financières :		
Emprunts obligataires convertibles	161. 16881.	
Autres emprunts obligataires	163. 16883.	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) ...	164. 16884. 512C. 514C. 517C .5186 .519.	
Emprunts et dettes financières diverses (3)	165. 166. 1675. 168 (sauf 16881). 16883. 16884. 17426. 45C (sauf 457).	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4191.	

Dettes d'exploitation :		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés (f).....	401. 403. 4081.	
Dettes fiscales et sociales	421. 422. 427. 4282. 4286. 431. 437. 4386. 4455. 4458C 446. 447. 4486.	
Autres.....	4196. 4197. 4198. 4419 (pour partiel).	
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés.....	269. 279. 404. 405 .4084.	
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices).....	444C	
Autres.....	424. 426. 4284. 4419 (pour partie). 442. 443C. 4486. 451C. 456C 457. 458C. 464. 467. 4686. 509.	
Instruments de trésorerie	52C.	
Produits constatés d'avance (1).....	487.	
TOTAL III	x	x
Écarts de conversion Passif (IV).....	477.	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	x	x
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

* Le cas échéant, une rubrique « Autres fonds propres » est intercalée entre la rubrique « Capitaux propres » et la rubrique « Provisions » avec ouverture des postes constitutifs de cette rubrique sur des lignes séparées (montant des émissions de titres participatifs, avances conditionnées...). Un total I bis fait apparaître le montant des autres fonds propres entre le total I et le total II du passif du bilan. Le total général est complété en conséquence.

(a) Y compris capital souscrit non appelé.

(b) À détailler conformément à la législation en vigueur.

(c) Poste à présenter lorsque des titres sont évalués par équivalence.

(d) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (–) lorsqu'il s'agit de pertes reportées.

(e) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (–) lorsqu'il s'agit d'une perte.

(f) Dettes sur achats ou prestations de services.

(g) À l'exception, pour l'application du (1), des avances et acomptes reçus sur commandes en cours.

À NOTER • Les comptes d'actif ont généralement un solde débiteur, sauf les comptes soustractifs • Les comptes de passif ont généralement un solde créditeur sauf les comptes « 108 Compte de l'exploitant », « 119 Report à nouveau (solde débiteur) » et « 129 Résultat de l'exercice (perte) » qui ont un solde débiteur • Le Plan comptable général prévoit l'établissement d'un bilan après répartition du résultat • Le cas échéant, une rubrique « Autres fonds propres » (Total I bis) est intercalée entre les rubriques « Capitaux propres » et « Provisions » ; elle est constituée du montant des émissions de titres participatifs et des avances conditionnées • Le résultat déterminé doit être identique à celui du compte de résultat.

L'annexe

Chapitre 4

1 Généralités

L'annexe est une suite d'états comportant des **explications** et des **informations** chiffrées ou non nécessaires à la compréhension du bilan et du compte de résultat, pour que ceux-ci donnent une **image fidèle du patrimoine**, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces informations doivent être **compréhensibles** par le plus grand nombre, **pertinentes**, **significatives** et présentées clairement.

Face à un contexte économique difficile

Dans la situation d'une reprise économique fragile, le caractère significatif des informations portées dans l'annexe revêt toute son importance pour comprendre la situation financière réelle de l'entreprise. Ainsi, lorsqu'une entreprise rencontre des difficultés qui menacent la pérennité de son exploitation, il est crucial de mentionner dans l'annexe les informations pertinentes sur l'appréciation de la continuité de l'exploitation, le risque de liquidité et l'évaluation des dépréciations.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe forment un tout indissociable :

Bilan
+ Compte de résultat
+ Annexe
= Tableaux de synthèse

Par dérogation, toutes **les micro-entreprises** au sens comptable (personnes physiques ou morales) sont désormais dispensées d'établir l'annexe. Il s'agit d'entreprises qui ne dépassent pas, pendant deux exercices successifs, deux des trois seuils suivants : 350 K€ de total de bilan, 700 K€ de chiffre d'affaires net, 10 salariés.

2 Les informations de l'annexe

Actuellement, l'annexe fournit des informations d'ordre :

Économique et financier



Modes et méthodes d'évaluation
Évolution de certains postes
Modes de calcul des amortissements, des dépréciations et des provisions
Inventaire du portefeuille de titres de placement
Utilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)
...

Juridique



Montants des engagements financiers
Structure du capital
Dettes garanties par des sûretés réelles
...

Fiscal



Répartition de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel
...

Social



Effectif des salariés
Montant de la masse salariale
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux
...

Les informations de l'annexe sont généralement structurées en *cinq parties* :

- faits caractéristiques de l'exercice ;
- principes comptables, règles et méthodes d'évaluation, comparabilité des comptes ;
- notes relatives aux postes de bilan ;
- notes relatives au compte de résultat ;
- autres informations : événements postérieurs à la clôture, engagements financiers et autres opérations non inscrites au bilan, aspects environnementaux...

Aucune présentation normalisée n'est imposée.

Toutefois, dans le cadre de la transposition en droit interne des dispositions de la directive comptable unique, au plus tard le 20 juillet 2015, des modifications importantes relatives au contenu de l'annexe sont attendues pour tenir compte notamment, selon la nouvelle directive :

- de la présentation imposée des informations ;
- des obligations d'informations selon les catégories comptables des entreprises (petites entreprises, moyennes entreprises, grandes entreprises) avec un socle d'informations minimales pour toute entreprise.

3 Les tableaux de l'annexe comptable

Le Plan comptable général préconise pour certaines informations l'utilisation de *tableaux* sachant qu'ils ne dispensent pas de commentaires significatifs.

Les tableaux de l'*annexe en système de base*, présentés dans ce chapitre, sont au nombre de *sept* et comportent les renseignements suivants :

T A B L E A U X D E L' A N N E E X E

- > **Tableau des immobilisations (art. 832-1)**
Suivi des mouvements de l'ensemble des immobilisations
- > **Tableau des amortissements (art. 832-2)**
Analyse des mouvements des amortissements de l'exercice
Modalités de calcul
- > **Tableau des dépréciations (art. 832-3)**
Analyse des mouvements des dépréciations de l'exercice
- > **Tableau des provisions (art. 832-4)**
Analyse des mouvements des provisions de l'exercice
- > **État des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice (art. 832-5)**
Ventilation des créances par degré de liquidité (délai d'encaissement)
Ventilation des dettes par degré d'exigibilité (délai de paiement)
- > **Tableau des filiales et participations (art. 832-6)**
Liste des filiales (+ 50 % du capital détenu par la société)
Liste des participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)
Renseignements concernant les capitaux propres, le résultat, le chiffre d'affaires, les titres, les prêts, avances, cautions et avals
- > **Tableaux du portefeuille des TIAP (art. 832-7)**
Valeur estimative du portefeuille de TIAP
Variation de la valeur du portefeuille de TIAP

Les tableaux relatifs au *système développé* sont respectivement étudiés dans les chapitres 6, 7 et 18. Il s'agit des tableaux suivants :

- article 832-8 Tableau des soldes intermédiaires de gestion
- article 832-9 Détermination de la capacité d'autofinancement
- article 832-10 Modèle de tableau des emplois et des ressources

Rappelons qu'une présentation *simplifiée* de l'annexe peut être adoptée par les *petites entreprises* sous conditions de seuils (voir page 16).

4 La présentation des tableaux en système de base

Les modèles de tableaux, en *système de base*, prévus par le Plan comptable général sont les suivants :

Art. 832-1 Tableau des immobilisations

I. Cadre général

Situations et mouvements (b) Rubriques (a)	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles.....				
Immobilisations financières.....				
Total				

- (a) À développer si nécessaire selon la nomenclature des postes du bilan. Lorsqu'il existe des frais d'établissement, ils doivent faire l'objet d'une ligne séparée.
- (b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin [cf. ci-dessous développement des colonnes B (augmentations) et C (diminutions)].
- (c) La valeur brute à la clôture de l'exercice est la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B - C = D$).

II. Aménagement du cadre général

1. Développement de la colonne B (augmentations) →	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
2. Développement de la colonne C (diminutions) →	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service

Art. 832-2 Tableau des amortissements

I. Cadre général

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Total				

(a) À développer si nécessaire selon la même nomenclature que celle du tableau des immobilisations.

(b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin [cf. ci-dessous développement des colonnes B (augmentations) et C (diminutions)].

(c) Les amortissements cumulés à la fin de l'exercice sont égaux à la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B - C = D$).

II. Aménagement du cadre général

1. Développement
de la colonne **B**
(augmentations) →

Dotations de l'exercice	Ventilation des augmentations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles

2. Développement
de la colonne **C**
(diminutions) →

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service

Art. 832-3 Tableau des dépréciations

I. Cadre général

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances				
Valeurs mobilières de placement.....				
Total				

- (a) À développer si nécessaire.
- (b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin.
- (c) Le montant des dépréciations à la fin de l'exercice est égal à la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B - C = D$).

Outre les tableaux présentés ci-dessus, l'annexe doit comporter des informations détaillées sur les amortissements et les dépréciations des actifs et de leurs composants.

Citons notamment :

- les modalités de calcul (mode d'amortissement, durée de l'amortissement, taux d'amortissement...);
- les valeurs retenues (valeur résiduelle, valeur actuelle...);
- les postes du compte de résultat dans lesquels sont incluses les dotations ;
- ...

Art. 832-4 Tableau des provisions

I. Cadre général

Situations et mouvements (b)	A	B	C		D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice (c)
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	
Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
Total					

(a) À développer si nécessaire (le cas échéant, il convient de mettre en évidence entre autres les provisions pour pensions et obligations similaires, les provisions pour impôts, les provisions pour renouvellement des immobilisations concédées...).

(b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin [cf. ci-dessous développement des colonnes B (augmentations) et C (diminutions)].

(c) Le montant des provisions à la fin de l'exercice est égal à la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B - C = D$).

II. Aménagement du cadre général

1. Développement de la colonne **B** (augmentations)



Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel

2. Développement de la colonne **C** (diminutions)



Reprises de l'exercice	Ventilation des reprises		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel

Art. 832-5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres			
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance			
Total			
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours.

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont:				
– à 2 ans au maximum à l'origine				
– à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés				
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes (3)				
Produits constatés d'avance				
Total				
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(3) Dont..... envers les associés (indication du poste concerné.....				

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours.

Art. 832-6 Tableau des filiales et participations

<div>Informations financières (5)</div> <div>Filiales et participations (1)</div>	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (9)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (8)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (9)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (9)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous (2) (3). 1. Filiales (à détailler) (+ de 50 % du capital détenu par la société). 2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société).											
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations 1. Filiales non reprises au § A. a. Filiales françaises (ensemble) b. Filiales étrangères (ensemble) (4) 2. Participations non reprises au § A a. Dans les sociétés françaises (ensemble) b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)											

(1) Pour chacune des filiales et des entités avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre l'euro et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(8) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(9) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

Art. 832-7 Tableaux du portefeuille de TIAP**Valeur estimative du portefeuille de TIAP**

Exercice Décomposition	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées :						
– au coût de revient						
– au cours de bourse						
– d'après la situation nette						
– d'après la situation nette réestimée						
– d'après une valeur de rendement ou de rentabilité						
– d'après d'autres méthodes à préciser)						
Valeur estimative du portefeuille						

Variation de la valeur du portefeuille de TIAP

Mouvements de l'exercice	Valeur du portefeuille	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Montant à l'ouverture de l'exercice			
Acquisition de l'exercice			
Cession de l'exercice (en prix de vente)			
Reprises de dépréciations sur titres cédés			
Plus-values sur cessions de titres :			
– détenus au début de l'exercice			
– acquis dans l'exercice			
Variation de la dépréciation du portefeuille			
Autres variations de plus-values latentes :			
– sur titres acquis dans l'exercice			
– sur titres acquis antérieurement			
Autres mouvements comptables (à préciser)			
Montant à la clôture de l'exercice			

Synthèse corrigée sur les comptes annuels

Chapitre 5

1 Énoncé

La société Monceau, vous remet l'extrait de la balance après inventaire reproduit ci-dessous :

N°	Intitulé des comptes	Soldes	
		Débiteurs	Créditeurs
101	Capital		2 000 000
106	Réserves		3 200 000
110	Report à nouveau créditeur		2 000
140	Provisions réglementées		60 000
151	Provisions pour risques		40 000
157	Provisions pour charges		85 000
164	Emprunt auprès des établissements de crédit		3 900 000
1688	Intérêt courus		130 000
201	Frais d'établissement	50 000	
207	Fonds commercial	900 000	
211	Terrains	1 300 000	
213	Constructions	3 000 000	
215	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 700 000	
2182	Matériel de transport	120 000	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	75 000	
2184	Mobilier	60 000	
261	Titres de participation	2 200 000	
275	Dépôts et cautionnements versés	800	
2801	Amortissements des frais d'établissement		30 000
2813	Amortissements des constructions		500 000
2815	Amortissements des installations techniques, matériel et outillage industriels		600 000
28182	Amortissements du matériel de transport		40 000
28183	Amortissements du matériel de bureau et matériel informatique		25 000
28184	Amortissements du mobilier		30 000
2961	Dépréciations des titres de participation		120 000
310	Matières premières	700 000	
320	Autres approvisionnements	400 000	
350	Stocks de produits	300 000	
370	Stocks de marchandises	250 000	
391	Dépréciations des matières premières		40 000
401	Fournisseurs		900 000
403	Fournisseurs – Effets à payer		650 000
408	Fournisseurs – Factures non parvenues		60 000
4096	Fournisseurs – Créances pour emballages et matériel à rendre	6 200	
4098	Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs à établir	500	

N°	Intitulé des comptes	Soldes	
		Débiteurs	Créditeurs
411	Clients	1 700 000	
413	Clients – Effets à recevoir	200 000	
416	Clients douteux	400 000	
4181	Clients – Factures à établir	190 000	
4196	Clients – Dettes sur emballages et matériels consignés		8 400
421	Personnel – Rémunérations dues		30 000
428	Personnel – Charges à payer		115 000
431	Sécurité sociale		130 000
438	Organismes sociaux – Charges à payer		94 000
444	État – Impôts sur les bénéfices	760 000	
44551	TVA à décaisser		120 000
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	80 000	
486	Charges constatées d'avance	2 000	
487	Produits constatés d'avance		400
491	Dépreciations des comptes de clients		41 000
500	Valeurs mobilières de placement	70 000	
512	Banques	92 800	
514	Chèques postaux	9 000	
530	Caisse	3 000	
590	Dépreciations des valeurs mobilières de placement		6 000
601	Matières premières	4 500 000	
602	Autres approvisionnements	300 000	
6031	Variation des stocks de matières premières	550 000	
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		105 000
6037	Variation des stocks de marchandises		30 000
606	Achats non stockés de matières et fournitures	300 000	
607	Achats de marchandises	3 920 000	
6091	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats de matières premières		40 000
6097	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats de marchandises		30 000
613	Locations	380 000	
615	Entretien et réparations	700 000	
616	Primes d'assurance	325 000	
623	Publicité, publications, relations publiques	600 000	
626	Frais postaux et de télécommunications	300 000	
627	Services bancaires et assimilés	60 400	
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	600 000	
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	300 000	
641	Rémunérations du personnel	3 200 000	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	1 600 000	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	3 600	
661	Charges d'intérêts	710 000	
665	Escomptes accordés	11 000	
667	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 900	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	9 600	
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	240 000	
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	20 000	
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	30 000	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	41 000	
6866	Dotations aux dépréciations des éléments financiers	3 000	
6872	Dotations aux provisions réglementées (immobilisations)	21 000	
701	Ventes de produits finis		15 000 000
706	Prestations de services		400 000
707	Ventes de marchandises		4 000 000
708	Produits des activités annexes		470 000

N°	Intitulé des comptes	Soldes	
		Débiteurs	Créditeurs
7091	Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise sur produits finis	60 000	
7097	Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise sur ventes de marchandises	12 000	
7135	Variation des stocks de produits		60 000
720	Production immobilisée		30 000
740	Subventions d'exploitation		10 000
761	Produits de participations		180 000
764	Revenus des valeurs mobilières de placement		7 800
765	Escomptes obtenus		600
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		800
775	Produits des cessions d'éléments d'actif		2 500
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants		9 000
7866	Reprises sur dépréciations des éléments financiers		300
791	Transferts de charges d'exploitation		35 000
Total		33 367 800	33 367 800

Le chef comptable vous informe que l'impôt sur les sociétés de l'exercice N s'élève à 840 000 €. Il a été comptabilisé postérieurement à l'établissement de la balance.

- 1) *Établir le compte de résultat, pour l'exercice N, en système développé.*
- 2) *Présenter le bilan après impôt pour l'exercice N, en système développé.*
- 3) *Présenter le tableau des amortissements sachant :*
 - *d'une part, qu'un matériel industriel d'une valeur d'acquisition de 4 000 € hors taxes et totalement amorti a été cédé au cours de l'exercice N ;*
 - *d'autre part, que le compte « 6811 Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles » comprend 10 000 € de dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles.*

2 Corrigé

1) Le compte de résultat en système développé

Calculs préparatoires

Achats nets de matières premières (comptes **601 – 6091**) :

$$4\,500\,000 - 40\,000 = 4\,460\,000$$

Achats nets de marchandises (comptes **607 – 6097**) :

$$3\,920\,000 - 30\,000 = 3\,890\,000$$

Variation des stocks de matières premières et autres approvisionnements (comptes **6031 – 6032**) :

$$550\,000 - 105\,000 = +\,445\,000$$

Autres services extérieurs (comptes **61 et 62 – 619 et 629**) :

$$380\,000 + 700\,000 + 325\,000 + 600\,000 + 300\,000 + 60\,400 = 2\,365\,400$$

Ventes nettes de marchandises (comptes **707 – 7097**) :

$$4\,000\,000 - 12\,000 = 3\,988\,000$$

Ventes de produits finis (comptes **70, 702 et 703 – 7091 et 7092**) :

$$15\,000\,000 - 60\,000 = 14\,940\,000$$

Prestations de services (comptes **706 et 708 – 7096 et 7098**) :

$$400\,000 + 470\,000 - 0 = 870\,000$$

Compte de résultat

CHARGES (hors taxes)	Exercice N		Exercice N – 1
		Totaux partiels	Totaux partiels
Charges d'exploitation (1) :			
Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice		3 860 000	
Achats de marchandises (a).....	3 890 000		
Variation des stocks de marchandises (b).....	– 30 000		
Consommations de l'exercice en provenance de tiers		7 870 400	
Achats stockés d'approvisionnements (a) :			
Matières premières	4 460 000		
Autres approvisionnements	300 000		
Variation des stocks d'approvisionnements (b).....	+ 445 000		
Achats de sous-traitance			
Achats non stockés de matières et fournitures	300 000		
Services extérieurs :			
Personnel extérieur			
Loyers en crédit-bail (c).....			
Autres	2 365 400		
Impôts, taxes et versements assimilés		900 000	
Sur rémunérations	600 000		
Autres.....	300 000		
Charges de personnel		4 800 000	
Salaires et traitements	3 200 000		
Charges sociales	1 600 000		
Dotations aux amortissements et dépréciations		331 000	
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (d)	260 000		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations.....			
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations.....	41 000		
Dotations aux provisions.....	30 000		
Autres charges		3 600	
TOTAL.....		17 765 000	

Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Charges financières :		725 900	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 000		
Intérêts et charges assimilées (2)	721 000		
Différences négatives de change.....			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 900		
Charges exceptionnelles :		30 600	
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital :			
Valeurs comptables des éléments immobilisés et financiers cédés (e)	9 600		
Autres.....			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
Dotations aux provisions réglementées.....	21 000		
Dotations aux amortissements			
Dotations aux dépréciations			
Dotations aux autres provisions			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		840 000	
Solde créditeur = bénéfice		772 500	
TOTAL GÉNÉRAL		20 134 000	
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d'erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.			
(2) Dont intérêts concernant les entités liées.			

(a) Y compris frais accessoires.

(b) Stock initial moins stock final : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).

(c) À ventiler en « mobilier » et « immobilier ».

(d) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir.

(e) À l'exception des valeurs mobilières de placement.

PRODUITS (hors taxes)	Exercice N		Exercice N – 1
		Totaux partiels	Totaux partiels
Produits d'exploitation (1) :			
Ventes de marchandises		3 988 000	
Production vendue		15 810 000	
Ventes	14 940 000		
Travaux			
Prestations de services	870 000		
Montant net du chiffre d'affaires		19 798 000	
<i>dont à l'exportation</i>		60 000	
Production stockée (a)			
En-cours de production de biens (a)			
En-cours de production de services (a)			
Produits (a)	60 000		
Production immobilisée		30 000	
Subventions d'exploitation		10 000	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements)		9 000	
Transferts de charges		35 000	
Autres produits			
TOTAL		19 942 000	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Produits financiers :			
De participation (2)		180 000	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)		8 400	
Autres intérêts et produits assimilés (2)		300	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges financières			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		800	

Produits exceptionnels :			
Sur opérations de gestion.....			
Sur opérations en capital :			
– produits des cessions d'éléments d'actif (b).....		2 500	
– subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice			
– autres			
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges exceptionnelles			
Solde débiteur = perte			
TOTAL GÉNÉRAL		20 134 000	
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d'erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.			
(2) Dont produits concernant les entités liées.			

(a) Stock final moins stock initial : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (–) dans le cas de déstockage de production.

(b) À l'exception des valeurs mobilières de placement.

2) Le bilan en système développé

Calculs préparatoires

Immobilisations corporelles :

Autres (comptes **218**) :

$$120\,000 + 75\,000 + 60\,000 = 255\,000$$

Créances :

Créances clients et comptes rattachés (comptes **411 + 413 + 416 + 418**) :

$$1\,700\,000 + 200\,000 + 400\,000 + 190\,000 = 2\,490\,000$$

Autres comptes (comptes **4096 + 4098**) :

$$6\,200 + 500 = 6\,700$$

Disponibilités (comptes **512 + 514 + 530**) :

$$92\,800 + 9\,000 + 3\,000 = 104\,800$$

Dettes fournisseurs et comptes rattachés (comptes **401 + 403 + 408**) :

$$900\,000 + 650\,000 + 60\,000 = 1\,610\,000$$

Dettes fiscales et sociales (comptes **421 + 428 + 431 + 438 + 44551**) :

$$30\,000 + 115\,000 + 130\,000 + 94\,000 + 120\,000 = 489\,000$$

Dettes fiscales et sociales (impôts sur les bénéfices) :

Le compte **444** après enregistrement de l'impôt sur les sociétés présente un solde de :

Impôt sur les sociétés N	–	Sommes des quatre acomptes	
840 000	–	760 000	= 80 000

Bilan

ACTIF	Exercice N			Exercice N – 1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Capital souscrit - non appelé.....				
ACTIF IMMOBILISÉ (a) :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement.....	50 000	30 000	20 000	
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires.....				
Fonds commercial (1).....	900 000		900 000	
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes.....				
Immobilisations corporelles :				
Terrains.....	1 300 000		1 300 000	
Constructions	3 000 000	500 000	2 500 000	
Installations techniques, matériel et outillage industriels.....	1 700 000	600 000	1 100 000	
Autres	255 000	95 000	160 000	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes.....				
Immobilisations financières (2) :				
Participations (b)	2 200 000	120 000	2 080 000	
Créances rattachées à des participations.....				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille.....				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	800		800	
TOTAL I	9 405 800	1 345 000	8 060 800	

ACTIF CIRCULANT :				
Stocks et en-cours (a) :				
Matières premières et autres approvisionnements ..	1 100 000	40 000	1 060 000	
En-cours de production [biens et services] (c)				
Produits intermédiaires et finis	300 000		300 000	
Marchandises	250 000		250 000	
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) :				
Créances Clients (a) et Comptes rattachés (d)	2 490 000	41 000	2 449 000	
Autres	6 700		6 700	
Créances diverses				
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement (e) :				
Actions propres				
Autres titres	70 000	6 000	64 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	104 800		104 800	
Charges constatées d'avance (3)	2 000		2 000	
TOTAL II	4 323 500	87 000	4 236 500	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	80 000		80 000	
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	13 809 300	1 432 000	12 377 300	
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

(a) Les actifs avec clause de réserve de propriété sont regroupés sur une ligne distincte portant la mention « dont ... € avec clause de réserve de propriété ». En cas d'impossibilité d'identifier les biens, un renvoi au pied du bilan indique le montant restant à payer sur ces biens. Le montant à payer comprend celui des effets non échus.

(b) Si des titres sont évalués par équivalence, ce poste est subdivisé en deux sous-postes « Participations évaluées par équivalence » et « Autres participations ». Pour les titres évalués par équivalence, la colonne « Brut » présente la valeur globale d'équivalence si elle est supérieure au coût d'acquisition. Dans le cas contraire, le prix d'acquisition est retenu. La dépréciation globale du portefeuille figure dans la 2^e colonne. La colonne « Net » présente la valeur globale d'équivalence positive ou une valeur nulle.

(c) À ventiler, le cas échéant, entre biens, d'une part, et services d'autre part.

(d) Créances résultant de ventes ou de prestations de services.

(e) Poste à servir directement s'il n'existe pas de rachat par l'entité de ses propres actions.

PASSIF	Exercice N	Exercice N – 1
CAPITAUX PROPRES*		
Capital [dont versé...] (a)	2 000 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation (b)		
Écart d'équivalence (c)		
Réserves :		
Réserve légale	200 000	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres	3 000 000	
Report à nouveau (d)	2 000	
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte] (e)	772 500	
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	60 000	
TOTAL I	6 034 500	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	40 000	
Provisions pour charges	85 000	
TOTAL II	125 000	
DETTES (1) (g)		
Dettes financières :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) ...	3 900 000	
Emprunts et dettes financières diverses (3)	130 000	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Dettes d'exploitation :		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés (f)	1 610 000	
Dettes fiscales et sociales	489 000	
Autres	8 400	
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	80 000	
Autres		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	400	
TOTAL III	6 217 800	
Écarts de conversion Passif (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	12 377 300	
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

* Le cas échéant, une rubrique « Autres fonds propres » est intercalée entre la rubrique « Capitaux propres » et la rubrique « Provisions » avec ouverture des postes constitutifs de cette rubrique sur des lignes séparées (montant des émissions de titres participatifs, avances conditionnées...). Un total I bis fait apparaître le montant des autres fonds propres entre le total I et le total II du passif du bilan. Le total général est complété en conséquence.

(a) Y compris capital souscrit non appelé.

(b) À détailler conformément à la législation en vigueur.

(c) Poste à présenter lorsque des titres sont évalués par équivalence.

(d) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit de pertes reportées.

(e) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit d'une perte.

(f) Dettes sur achats ou prestations de services.

(g) À l'exception, pour l'application du (1), des avances et acomptes reçus sur commandes en cours.

3) Le tableau des amortissements

Pour chaque ligne du tableau, l'égalité suivante doit être respectée :

$$A + B - C = D$$

Immobilisations incorporelles :

D = 30 000 €, d'après le solde créditeur du compte porté à l'actif du bilan

C = 0

B = 10 000 €, d'après l'énoncé

A = D + C - B

20 000 = 30 000 - 10 000

Immobilisations corporelles :

D = 1 195 000 €, d'après le solde créditeur des comptes , 2813, 2815, 28183, 28184 portés à l'actif du bilan

C = 4 000 € d'après l'énoncé

B = 230 000 € d'après le solde débiteur du compte 6811 porté au compte de résultat en charges d'exploitation, diminué de 10 000 €

A = **D** + **C** - **B**

989 000 = 1 225 000 + 4 000 - 240 000

Tableau des amortissements :

Situations et mouvements (b) Rubriques (a)	A	B	C	D
	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	20 000	10 000	—	30 000
Immobilisations corporelles	969 000	230 000	4 000	1 195 000
Immobilisations financières	—	—	—	—
Total	989 000	240 000	4 000	1 225 000

(a) À développer si nécessaire selon la même nomenclature que celle du tableau des immobilisations.

(b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin [cf. ci-dessous développement des colonnes B (augmentations) et C (diminutions)].

(c) Les amortissements cumulés à la fin de l'exercice sont égaux à la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B - C = D$).

PARTIE 2

L'analyse de l'activité et du risque d'exploitation

Les soldes intermédiaires de gestion

Chapitre 6

1 Généralités

Les soldes intermédiaires de gestion (*SIG*), calculés à partir du compte de résultat, constituent un outil d'analyse de l'*activité* et de la *rentabilité* de l'entreprise. Le calcul des SIG permet :

D'apprécier → la *performance* de l'entreprise et la création de richesses générée par son activité.

De décrire

→ la *répartition de la richesse* créée par l'entreprise entre :
– les salariés et les organismes sociaux ;
– l'État ;
– les apporteurs de capitaux ;
– l'entreprise elle-même.

De comprendre → la *formation du résultat* net en le décomposant.

Une analyse pluriannuelle de chaque indicateur est indispensable pour comprendre sa contribution à la formation des résultats dans le temps et agir sur les postes qui le constituent.

2 Définition des soldes intermédiaires de gestion et de leurs ratios

A – La marge commerciale

Elle s'obtient par différence entre les ventes de marchandises et le coût d'achat des marchandises vendues. La marge commerciale, appelée encore marge brute, concerne uniquement les entreprises commerciales ou celles ayant une activité commerciale. Elle mesure les ressources d'exploitation de l'entreprise. C'est un indicateur permettant de suivre l'*évolution d'une politique commerciale*. La marge commerciale s'exprime souvent en pourcentage du chiffre d'affaires :

$$\text{Taux de marge} = \frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Chiffre d'affaires HT}} \times 100$$

Le taux de marge est à comparer au taux du secteur d'activité. L'analyse de son évolution dans le temps permet de juger de l'*efficacité* de la politique commerciale.

La marge commerciale doit permettre de couvrir l'intégralité des charges mis à part les achats de marchandises.

B – La production de l'exercice

La production de l'exercice ne concerne que les entreprises de production. Elle évalue le **niveau d'activité de production** de l'entreprise.

La production de l'exercice représente l'ensemble de l'activité de production de la période. Elle est constituée :

- de la production vendue ;
- de la production stockée ;
- de la production immobilisée (celle que l'entreprise a fabriquée pour elle-même).

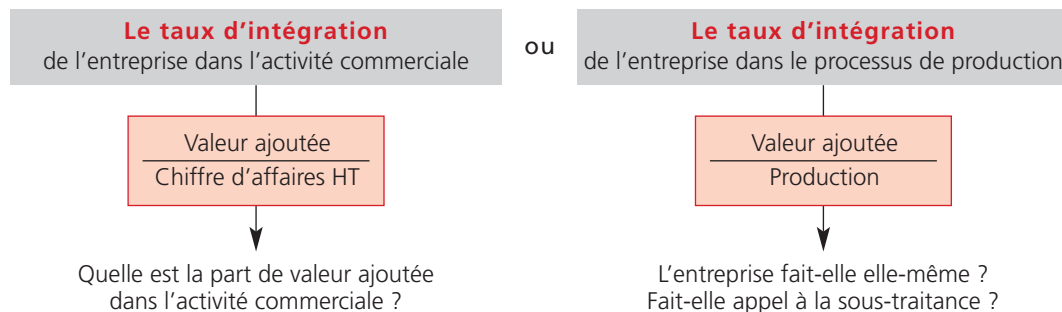
C – La valeur ajoutée

La valeur ajoutée est égale à la différence entre la production globale de l'entreprise (marge commerciale plus production de l'exercice) et les consommations de biens et services en provenance des tiers. Il existe une deuxième méthode de calcul de la valeur ajoutée intitulée **méthode additive**, non reprise dans le tableau des soldes intermédiaires de gestion (voir page 69).

La valeur ajoutée évalue la **dimension économique** de l'entreprise. Elle détermine la **richesse créée** et constituée par le travail du personnel et par l'entreprise elle-même. Elle mesure le **poids économique** de l'entreprise.

L'analyse dans le temps permet de mesurer la **croissance** ou la **régression** de l'entreprise.

La valeur ajoutée permet d'apprécier **les structures de l'entreprise** et **leur rendement** en la comparant aux charges de personnel, aux effectifs, aux investissements, aux résultats. Elle permet de calculer notamment :



D – L'excédent brut d'exploitation (EBE)

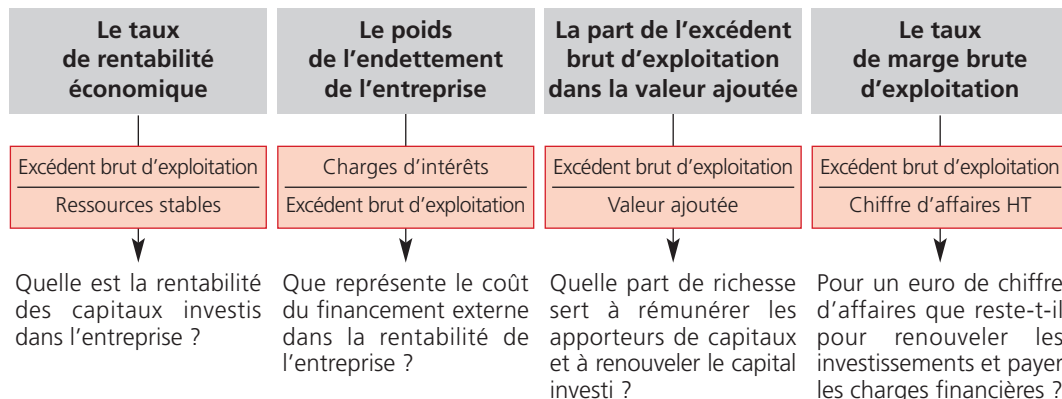
L'excédent brut d'exploitation se calcule par différence entre la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation et les impôts (sauf l'impôt sur les sociétés), les taxes et les charges de personnel supportés par l'entreprise.

L'excédent brut d'exploitation représente la **part de la valeur ajoutée qui revient à l'entreprise** et **aux apporteurs de capitaux** (associés et prêteurs). Il indique la ressource générée par l'exploitation de l'entreprise indépendamment :

- de la politique d'amortissements (dotations) ;
- du mode de financement (charges financières).

L'excédent brut d'exploitation peut être négatif ; il s'agit alors d'une **insuffisance brute d'exploitation** (IBE).

L'excédent brut d'exploitation est un indicateur de la **performance industrielle et commerciale** ou de la rentabilité économique de l'entreprise. Il permet de calculer :



En outre, il représente un **flux monétaire potentiel** dégagé par l'activité principale de l'entreprise.

E – Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir de l'excédent brut d'exploitation augmenté des autres produits d'exploitation et en soustrayant les autres charges d'exploitation. Il représente le **résultat généré par l'activité qui conditionne l'existence de l'entreprise**. Il mesure la performance industrielle et commerciale de l'entreprise indépendamment de sa politique financière et des opérations exceptionnelles mais en tenant compte de la politique d'investissement.

Le résultat d'exploitation constitue un résultat économique net.

F – Le résultat courant avant impôt

Le résultat courant avant impôt est égal au résultat d'exploitation majoré des produits financiers et minoré des charges financières.

Le résultat courant avant impôt mesure la **performance de l'activité économique et financière** de l'entreprise. Il est intéressant de le comparer au résultat d'exploitation pour analyser l'incidence de la politique financière sur la formation du résultat.

G – Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est calculé par différence entre les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles.

Le résultat exceptionnel n'est pas calculé à partir d'un solde précédent. C'est le **résultat des opérations non courantes** de l'entreprise. Il peut refléter la politique d'investissement de l'entreprise si les cessions d'immobilisations sont significatives.

Rappelons que la nouvelle directive comptable prévoit la suppression de ce solde.

H – Le résultat net de l'exercice

Le résultat net de l'exercice est déterminé par la somme du résultat courant et du résultat exceptionnel déduction faite de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et de l'impôt sur les sociétés.

Le résultat net de l'exercice indique **ce qui reste à la disposition de l'entreprise** après versement de la participation des salariés et paiement de l'impôt sur les sociétés, ou encore **le revenu des associés après impôt**. Il permet de calculer la **rentabilité financière** de l'entreprise :

$$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}} \longrightarrow \text{Combien rapporte un euro de capital ?}$$

L'étude de la rentabilité financière peut être complétée par celle de l'effet de levier (voir p. 232).

I – Le résultat sur cessions d'éléments d'actif immobilisés

Le résultat sur cessions d'éléments d'actif immobilisés est égal à la différence entre les produits de cessions d'éléments d'actif et la valeur comptable des éléments cédés. Ce solde est déjà compris dans le résultat exceptionnel. Il permet de calculer **les plus ou moins-values sur cessions d'éléments d'actif** et de mesurer le **désinvestissement** dans l'entreprise.

3 La hiérarchie des soldes

Actuellement, le tableau des soldes intermédiaires de gestion comprend **neuf soldes**. Il représente un calcul **progressif** du « Résultat net de l'exercice » par **cascade** de soldes successifs sauf pour le « résultat exceptionnel ».

Les trois premiers sont des **indicateurs d'activité**, les six autres sont des **indicateurs de résultat**. Le solde **(9)** fournit une information complémentaire, les deux comptes le composant figurant déjà dans le « Résultat exceptionnel ».

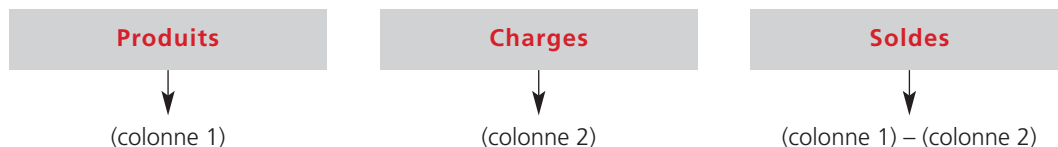
Notons que l'évolution attendue de la structure du compte de résultat dans le cadre de la transposition de la directive comptable unique aura une incidence sur la hiérarchie des soldes intermédiaires de gestion.

707 – 7097	Ventes nettes	Production vendue	70 (sf 707) – 709
607 – 6097 ± 6037	– Coût d'achat des marchandises vendues	± Production stockée	71
(1)	= Marge commerciale	+ Production immobilisée	72 ; 73
		(2)	= Production de l'exercice
	Marge commerciale		
	+ Production de l'exercice		
	– Consommations de l'exercice en provenance des tiers		601 à 606 – 6091 à 6096 ± 6031 ; 6032 ; 61 et 62
(3)	= Valeur ajoutée		
	Valeur ajoutée		74
	+ Subventions d'exploitation		63
	– Impôts, taxes et versements assimilés		64
	– Charges de personnel		
(4)	= Excédent brut d'exploitation		
	Excédent brut d'exploitation		
	+ Reprises sur charges d'exploitation		781
	+ Transferts de charges		791
	+ Autres produits de gestion		75 (sf 755)
	– Dotations sur charges d'exploitation		681
	– Autres charges de gestion		65 (sf 655)
(5)	= Résultat d'exploitation		
	Résultat d'exploitation		
	± Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		755 – 655
	+ Produits financiers		76 ; 786 ; 796
	– Charges financières		66 ; 686
(6)	= Résultat courant avant impôt		
77 ; 787 ; 797	Produits exceptionnels		
67 et 687	– Charges exceptionnelles		
(7)	= Résultat exceptionnel		
	Résultat courant avant impôt		
	± Résultat exceptionnel		
	– Participation des salariés		691
	– Impôts sur les bénéfices		695
(8)	= Résultat net de l'exercice		
	Produits des cessions d'éléments d'actif		775
	– Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		675
(9)	= Résultat sur cessions d'éléments d'actif immobilisés		

4 Le tableau des soldes intermédiaires de gestion

Le Plan comptable général 2014 prévoit une *présentation normalisée* des soldes intermédiaires de gestion en tableau dans son article 832-8, présenté page ci-contre.

Le tableau comporte trois parties :



Lorsqu'un solde est négatif, il s'inscrit du côté des charges et s'additionne à celles-ci.

À NOTER • Le tableau n'est pas toujours fourni ; il est donc nécessaire de connaître le calcul des neuf soldes et leur signification • Si le compte de résultat est fourni, vérifier les résultats intermédiaires et le résultat net avec le tableau des soldes intermédiaires de gestion.

L'analyse *quantitative* doit être enrichie par des informations qualitatives relatives au secteur d'activité qui contribuent à influencer le niveau de résultat de l'entreprise, par exemple :

- l'évolution du marché ;
- l'application de nouveaux textes législatifs ;
- l'intégration de nouvelles normes environnementales ;
- l'étude de la concurrence ;
- les modes de distribution ;
- l'évolution des produits ;
- l'évolution de la technologie ;
- ...

Art. 832-8 Tableau des soldes intermédiaires de gestion

Produits (Colonne 1)		Charges (Colonne 2)		Soldes intermédiaires (Colonne 1 – Colonne 2)	N	N – 1
Ventes de marchandises.....		Coût d'achat des marchandises vendues.....		Marge commerciale.....		
Production vendue.....						
Production stockée.....		ou Déstockage de production (a)...				
Production immobilisée.....						
Total		Total		Production de l'exercice.....		
Production de l'exercice.....						
Marge commerciale.....		Consommation de l'exercice en provenance de tiers.....		Valeur ajoutée.....		
Total						
Valeur ajoutée.....		Impôts, taxes et versements assimilés (b).....				
Subventions d'exploitation.....		Charges de personnel.....				
Total		Total		Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation.....		
Excédent brut d'exploitation.....		ou Insuffisance brute d'exploitation.....				
Reprises sur charges et transferts de charges.....		Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....				
Autres produits.....		Autres charges.....				
Total		Total		Résultat d'exploitation (bénéfice ou perte).....		
Résultat d'exploitation.....		ou Résultat d'exploitation.....				
Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun.....		Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun.....				
Produits financiers.....		Charges financières.....				
Total		Total		Résultat courant avant impôts (bénéfice ou perte).....		
				Résultat exceptionnel (bénéfice ou perte).....		
Produits exceptionnels.....		Charges exceptionnelles.....				
Résultat courant avant impôts.....		ou Résultat courant avant impôts				
Résultat exceptionnel.....		ou Résultat exceptionnel.....				
		Participation des salariés.....				
		Impôts sur les bénéfices.....				
Total		Total		Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte).....		
Produits des cessions d'éléments d'actif.....		Valeur comptable des éléments cédés.....		Plus-values et moins-values sur cessions d'éléments d'actif.....		

(a) En déduction des produits dans le compte de résultat.

(b) Pour le calcul de la valeur ajoutée, sont assimilés à des consommations externes les impôts indirects à caractère spécifique inscrits au compte 635 « Impôts, taxes et versements assimilés » et acquittés lors de la mise à la consommation des biens taxables.

(c) Soit total général des produits – total général des charges.

Exemple

La société Heliot, entreprise de l'industrie du cuir, vous communique la liste de ses charges et produits pour l'exercice N :

Charges	Montant
Achats de marchandises	184 700
Achats de matières premières et autres approvisionnements	261 499
Autres achats et charges externes	335 450
Charges de personnel	295 650
Charges d'intérêts	21 750
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 510
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges d'exploitation	53 755
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges exceptionnelles	1 250
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges financières	1 020
Impôts, taxes et versements assimilés	37 500
Impôts sur les bénéfices	36 557
Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats de marchandises	2 840
Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats de matières premières	2 394
Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	1 545
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	4 740
Variation des stocks de marchandises (solde créditeur)	19 160
Variation des stocks de matières premières et autres approvisionnements (solde débiteur)	18 775
Produits	Montant
Droits d'auteur et de reproduction	9 770
Intérêts perçus	1 755
Production immobilisée	7 840
Production stockée (solde créditeur)	13 260
Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	8 375
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 585
Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise sur ventes de marchandises	1 260
Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise sur ventes de produits finis	12 786
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions – Produits d'exploitation	5 540
Reprises sur dépréciations et provisions – Produits exceptionnels	2 740
Subventions d'exploitation reçues	55 000
Ventes de marchandises	197 035
Ventes de produits finis	990 371

Présenter le tableau des soldes intermédiaires de gestion (SIG) pour l'exercice N.

Commenter l'évolution des SIG entre N – 1 et N sachant que la société a investi en N dans de nouvelles machines afin d'automatiser une étape du processus de production.

Calculs préparatoires pour l'exercice N

Achats nets (comptes 607 – 6097) :

$$184\,700 - 2\,840 = 181\,860$$

Coûts d'achat des marchandises vendues :

$$\begin{array}{rclcl} \text{Achats nets} \pm \text{Variation de stock} & & & & \\ 181\,860 & - & 19\,160 & = & 162\,700 \end{array}$$

Achats nets de matières premières (comptes **601 – 6091**) :

$$(261\,499 - 2\,394) = 259\,105$$

Coûts d'achat des achats consommés :

$$\begin{array}{rclcl} \text{Achats nets} & \pm & \text{Variation de stock} & & \\ 259\,105 & + & 18\,775 & = & 277\,880 \end{array}$$

Consommation de l'exercice en provenance des tiers :

$$\begin{array}{rclcl} \text{Coût d'achat des} & + & \text{Autres achats et} & & \\ \text{achats consommés} & & \text{charges externes} & & \\ 277\,880 & + & 335\,450 & = & 613\,330 \end{array}$$

Charges financières (comptes **66 + 686**) :

$$21\,750 + 1\,020 = 22\,770$$

Charges exceptionnelles (comptes **67 + 687**) :

$$(2\,510 + 4\,740) + 1\,250 = 8\,500$$

Production vendue (comptes **70 – 709** (sauf 707 et 7097)) :

$$990\,371 - 12\,786 = 977\,585$$

Ventes nettes (comptes **707 – 7097**) :

$$197\,035 - 1\,260 = 195\,775$$

Produits exceptionnels (comptes **77 + 787**) :

$$(1\,585 + 8\,375) + 2\,740 = 12\,700$$

Tableau des soldes intermédiaires de gestion

Le tableau est présenté page 70.

Produits (Colonne 1)		Charges (Colonne 2)		Soldes intermédiaires (Colonne 1 – Colonne 2)		N	N – 1
Ventes de marchandises	195 775	Coût d'achat des marchandises vendues	162 700	Marge commerciale.....	33 075	33 075	33 406
Production vendue	977 585	ou Déstockage de production (a) .....	.....	.....	.....	.....	.....
Production stockée.....	13 260	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Production immobilisée	7 840	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total	998 685	Total .....	.....	Production de l'exercice	998 685	998 685	948 750
Production de l'exercice	998 685	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Marge commerciale.....	33 075	Consommation de l'exercice en provenance de tiers	613 330	Valeur ajoutée	418 430	418 430	401 693
Total	1 031 760	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Valeur ajoutée	418 430	Impôts, taxes et versements assimilés (b)	37 500	.....	.....	.....	.....
Subventions d'exploitation	55 000	Charges de personnel.....	295 650	Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation	140 280	140 280	119 238
Total	473 430	Total	333 150	.....	.....	.....	.....
Excédent brut d'exploitation	140 280	ou Insuffisance brute d'exploitation .....	.....	.....	.....	.....	.....
Reprises sur charges et transferts de charges	5 540	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	53 755	.....	.....	.....	.....
Autres produits	9 770	Autres charges	1 545	Résultat d'exploitation (bénéfice ou perte)	100 290	100 290	117 988
Total	155 590	Total	55 300	.....	.....	.....	.....
Résultat d'exploitation	100 290	ou Résultat d'exploitation .....	.....	.....	.....	.....	.....
Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun .....	.....	Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun.....	.....	.....	.....	.....	.....
Produits financiers	1 755	Charges financières	22 770	Résultat courant avant impôts (bénéfice ou perte)	79 275	79 275	105 700
Total	102 045	Total	22 770	Résultat exceptionnel (bénéfice ou perte)	4 200	4 200	1 050
Produits exceptionnels	12 700	Charges exceptionnelles	8 500	.....	.....	.....	.....
Résultat courant avant impôts	79 275	ou Résultat courant avant impôts .....	.....	.....	.....	.....	.....
Résultat exceptionnel	4 200	ou Résultat exceptionnel .....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	Participation des salariés.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	Impôts sur les bénéfices.....	36 557	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	46 918	46 918	75 674
Total	83 475	Total	36 557	Plus-values et moins-values sur cessions d'éléments d'actif	3 635	3 635	—
Produits des cessions d'éléments d'actif	8 375	Valeur comptable des éléments cédés	4 740	.....	.....	.....	.....

(a) En déduction des produits dans le compte de résultat.

(b) Pour le calcul de la valeur ajoutée, sont assimilés à des consommations externes, les impôts indirects à caractère spécifique inscrits au compte 635 « Impôts, taxes et versements assimilés » et acquittés lors de la mise à la consommation des biens taxables.

(c) Soit total général des produits – total général des charges.

Commentaires

La marge commerciale a baissé de 1 %. L'activité commerciale de la société est marginale puisqu'elle ne représente que 17 % de l'activité globale. Ce très faible fléchissement de la marge commerciale n'a rien d'inquiétant. Il peut s'expliquer soit par une légère baisse des ventes de marchandises, soit par une faible hausse du coût d'achat des marchandises vendues.

La production de l'exercice a augmenté de 5 %. Cet accroissement est probablement dû à une augmentation de la production vendue car même s'il existe une production stockée, cette dernière est faible.

La valeur ajoutée a progressé de 4 %. La société a donc créé plus de richesse en N qu'en N – 1.

L'excédent brut d'exploitation a augmenté de 18 %. Cette amélioration est certainement due, en grande partie, à une diminution des charges de personnel. Nous pouvons supposer que l'automatisation de l'atelier de production s'est accompagnée d'une réduction de l'effectif du personnel.

Le résultat d'exploitation a diminué de 15 % ; c'est à partir de ce solde que nous constatons une dégradation de la performance de la société. Contrairement à l'EBE, le résultat d'exploitation tient compte de la politique d'investissement de l'entreprise. Il est probable que la baisse de ce résultat provienne d'une augmentation sensible des dotations aux amortissements du fait des investissements réalisés en N.

Le résultat courant a baissé de 25 %. Le résultat courant tient compte de la politique financière de l'entreprise. Nous pouvons supposer que les investissements réalisés ont été financés en partie par emprunt, ce qui a probablement provoqué une augmentation des charges financières et une détérioration du résultat courant.

Le résultat exceptionnel a augmenté de 300 % ; malgré cette forte augmentation, le résultat exceptionnel reste très faible et donc non significatif dans la formation du résultat.

Le résultat de l'exercice a baissé de 38 %. Il reste néanmoins positif. Nous pouvons en déduire que l'investissement réalisé en N a dégradé la rentabilité de l'entreprise. En effet, l'augmentation de l'EBE, entre N – 1 et N, n'a pas suffi à compenser la progression des dotations aux amortissements et des charges financières. Cependant, il est trop tôt pour juger de l'efficacité du nouvel investissement sur la rentabilité de l'entreprise. Un recul d'un ou deux ans est nécessaire.

5 La valeur ajoutée d'après la méthode additive

La méthode additive permet de mesurer la *part* de valeur ajoutée réservée à la rémunération des facteurs de production et celle consacrée à l'autofinancement.

Le calcul de la valeur ajoutée s'effectue de la manière suivante :

(Impôts, taxes et versements assimilés – Subventions d'exploitation)
+ Charges de personnel
+ (Autres charges d'exploitation – Autres produits d'exploitation)
+ Résultat d'exploitation
= Valeur ajoutée

6 Les retraitements

Les analystes financiers de la Banque de France (BDF) retraitent certains postes des soldes intermédiaires de gestion du Plan comptable général afin de donner à ces derniers une approche *plus économique*.

Les retraitements les plus courants sont présentés ci-dessous.

A – Les retraitements relatifs aux charges de sous-traitance de fabrication

Les charges de sous-traitance de fabrication sont retirées des achats et autres charges externes et de la production vendue afin de calculer la production propre à l'entreprise. La production de l'exercice et la consommation de l'exercice en provenance des tiers sont alors modifiées.

B – Les retraitements relatifs aux charges de personnel

Le personnel intérimaire et la participation des salariés aux résultats sont intégrés aux charges de personnel afin de déterminer le *coût du facteur travail*. Ceci a pour conséquence de modifier la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation.

C – Les retraitements relatifs au crédit-bail

Le crédit-bail est considéré comme une acquisition financière financée par un emprunt.

En conséquence, la redevance de crédit-bail est scindée en dotations aux amortissements et en charges d'intérêts. Ces retraitements donnent une meilleure image du *coût du capital technique*. La valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation et le résultat courant avant impôt se trouvent modifiés.

D – Les retraitements relatifs aux subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont intégrées dans la valeur ajoutée. Elles sont traitées comme des *compléments de chiffre d'affaires*.

E – Les retraitements relatifs aux impôts et taxes

Les *impôts, taxes et versements assimilés* sont intégrés aux consommations de l'exercice en provenance des tiers ; la valeur ajoutée est alors modifiée.

F – Le tableau récapitulatif des retraitements

Soldes intermédiaires de gestion de la Banque de France	Soldes intermédiaires de gestion du Plan comptable général	Retraitements
Production de l'exercice BDF	= Production de l'exercice	+ Subventions d'exploitation – Sous-traitance de fabrication
Valeur ajoutée BDF	= Valeur ajoutée	+ Subventions d'exploitation + Redevances crédit-bail + Personnel extérieur – Impôts, taxes et versements assimilés
Excédent brut d'exploitation BDF	= Excédent brut d'exploitation	+ Redevances crédit-bail – Participation des salariés
Résultat d'exploitation BDF	= Résultat d'exploitation	+ Charges financières sur crédit-bail – Participation des salariés
Résultat courant avant impôt BDF	= Résultat courant avant impôts	– Participation des salariés

Les soldes de la Banque de France après le « Résultat courant avant impôts » *sont identiques* à ceux du Plan comptable général.

Exemple

La société Firmin a souscrit un contrat de crédit-bail pour un outil industriel d'un montant de 28 000 € amorti sur 4 ans.

La redevance annuelle s'élève à 8 900 €.

Vous disposez pour l'exercice N des soldes intermédiaires de gestion PCG suivants :

– Production de l'exercice	112 000
– Valeur ajoutée	72 000

– Excédent brut d'exploitation	37 000
– Résultat d'exploitation	20 800
– Résultat courant avant impôt	14 400

Calculer les soldes intermédiaires de gestion retraités.

Calculs préparatoires

La redevance est ventilée en deux éléments :

– dotations aux amortissements :	$28\,000 / 4 = 7\,000$
– charges d'intérêts :	$8\,900 - 7\,000 = 1\,900$

Calcul des SIG retraités

SIG PCG		Retraitements	SIG retraités
Valeur ajoutée	72 000	+ 8 900	80 900
Excédent brut d'exploitation	37 000	+ 8 900	45 900
Résultat d'exploitation	20 800	+ 1 900	22 700

7 L'impact du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sur les soldes intermédiaires de gestion

Le CICE a pour objet de *diminuer* les charges de personnel et *d'améliorer* la compétitivité des entreprises employeurs et imposées à l'impôt sur les sociétés (IS) ou à l'impôt sur le revenu (IR) d'après leur bénéfice réel.

Dans les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, le CICE doit faire l'objet d'un traitement comptable. Il est préconisé de le comptabiliser au *crédit* d'une subdivision du compte « 64 Charges de personnel ». En conséquence, la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel permet d'améliorer l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation ainsi que les ratios calculés à partir de ces indicateurs tels que la marge brute d'exploitation par exemple.

La capacité d'autofinancement

Chapitre 7

1 Généralités

Pour assurer son développement et faire face à ses dettes, l'entreprise a des besoins de financement. Afin de *financer ses besoins*, l'entreprise dispose de ressources de différentes origines :



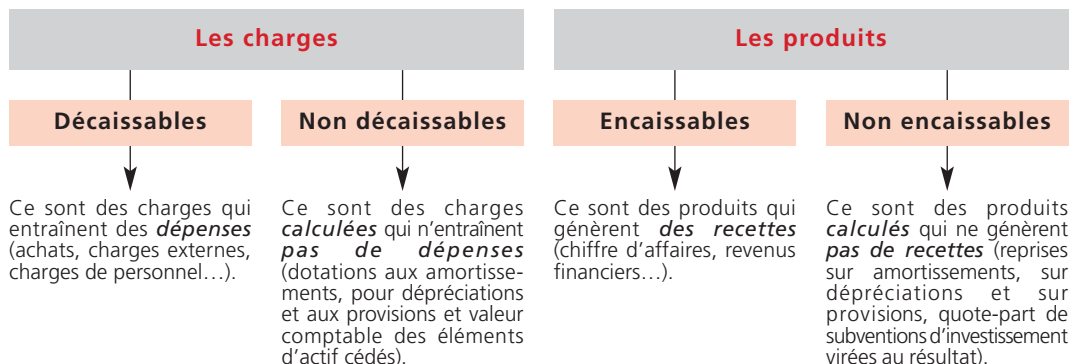
La capacité d'autofinancement (**CAF**) représente, pour l'entreprise, l'**excédent de ressources internes** ou le **surplus monétaire potentiel** dégagé durant l'exercice, par l'ensemble de son **activité** et qu'elle peut destiner à son **autofinancement**. Elle permet :

- De rémunérer** → les associés.
- De renouveler** → et d'accroître les investissements.
- D'augmenter** → le fonds de roulement.
- De rembourser** → les dettes financières.
- De mesurer** → la capacité de développement et l'indépendance financière de l'entreprise.
- De couvrir** → les pertes probables et les risques.

La santé financière de l'entreprise se mesure notamment par l'évolution de la CAF sur plusieurs exercices. Sa baisse régulière traduit une situation dégradée et une augmentation du risque financier.

2 Le calcul de la capacité d'autofinancement

La CAF se calcule à partir du compte de résultat. Il est nécessaire de distinguer :



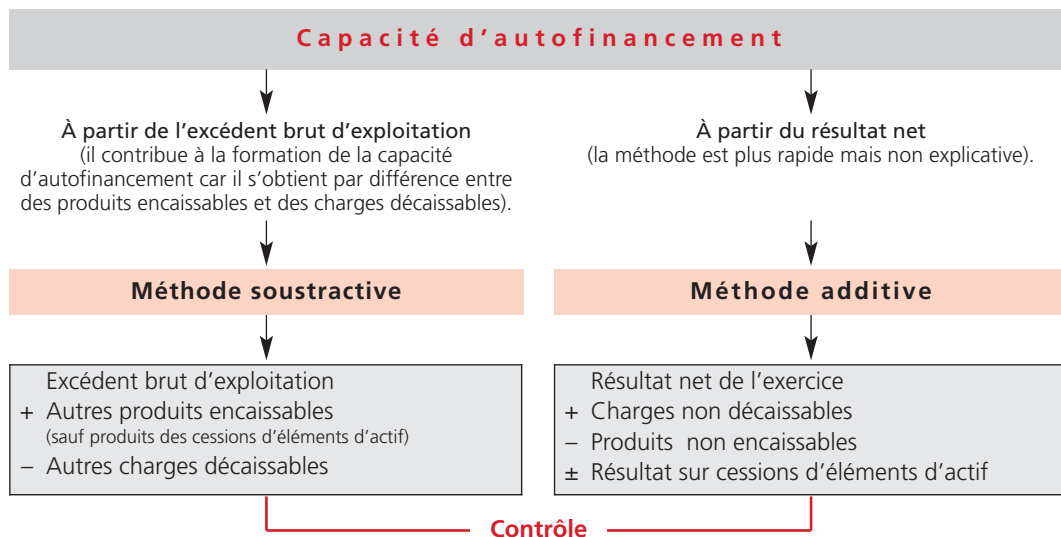
La capacité d'autofinancement est la **différence** entre :

$$\text{Produits encaissables} - \text{Charges décaissables}$$

(sauf produits des cessions d'éléments d'actif)

Les produits des cessions d'éléments d'actif **sont exclus de la CAF** du fait de leur caractère exceptionnel et de leur rattachement au cycle d'investissement.

La capacité d'autofinancement se calcule selon **deux** méthodes :



La capacité d'autofinancement est l'indicateur de *l'indépendance financière* de l'entreprise. Elle est encore appelée cash-flow.

A – La méthode soustractive

Le Plan comptable général 2014 propose un *modèle* de détermination de la capacité d'autofinancement présenté sous la forme de tableau à l'article 832-9 :

Art. 832-9 Détermination de la capacité d'autofinancement

(à partir des postes du compte de résultat)

Excédent brut d'exploitation (ou insuffisance brute d'exploitation)	
+ Transferts de charges (d'exploitation)	791
+ Autres produits (d'exploitation)	75
– Autres charges (d'exploitation)	65
± Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	755 – 655
+ Produits financiers (a)	76 et 796
– Charges financières (b)	66
+ Produits exceptionnels (c)	771 et 778 et 797
– Charges exceptionnelles (d)	671 et 678
– Participation des salariés aux résultats	691
– Impôts sur les bénéfices	695
= CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	

(a) Sauf reprises sur dépréciations et provisions

(b) Sauf dotations aux amortissements, dépréciations et provisions financiers.

– produits des cessions d'immobilisations ;

(c) Sauf : – quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice ;

– reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles.

(d) Sauf : – valeur comptable des immobilisations cédées ;

– dotations aux amortissements, dépréciations et provisions exceptionnels.

B – La méthode additive

Le calcul s'effectue à partir des éléments suivants :

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	681 et 686 et 687
– Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	781 et 786 et 787
+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés	675
– Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	775
– Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	777
= CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	

C – Le retraitement de la capacité d'autofinancement

Le retraitement de la capacité d'autofinancement se limite en principe à celui de la redevance de crédit-bail. Ainsi, la partie de la redevance retraitée en dotations aux amortissements (voir page 71) vient majorer la capacité d'autofinancement du Plan comptable général.

$$\text{Capacité d'autofinancement retraitée} = \text{CAF PCG} + \text{Dotations aux amortissements crédit-bail}$$

D – La représentation graphique

La capacité d'autofinancement peut être schématisée de la manière suivante :

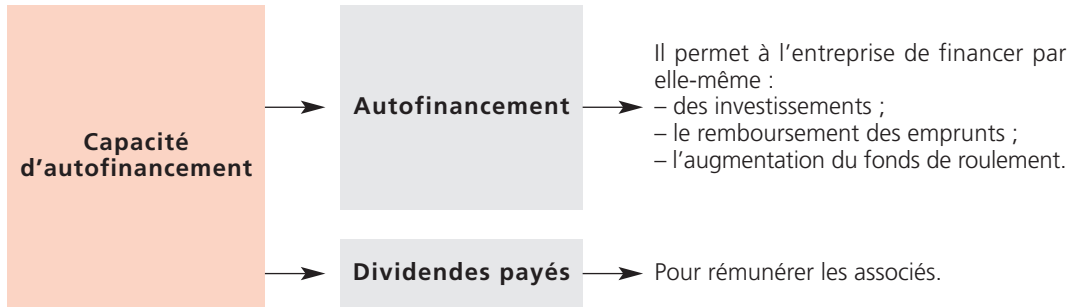
Charges		Produits
Charges décaissables		Produits encaissables
Charges non décaissables	Capacité d'autofinancement	
Résultat		Produits non encaissables

À NOTER • Même dans le cas d'un résultat de l'exercice négatif, l'entreprise peut dégager une capacité d'autofinancement • Dans la méthode soustractive, le point de départ peut être une insuffisance brute d'exploitation précédée du signe (–) • Une capacité d'autofinancement négative reflète une situation critique.

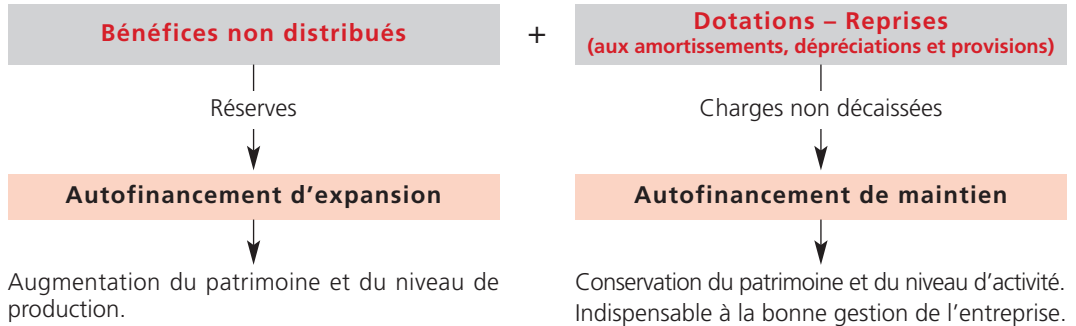
3 L'autofinancement

L'autofinancement correspond à la part de la capacité d'autofinancement qui *restera à la disposition de l'entreprise* pour être réinvestie.

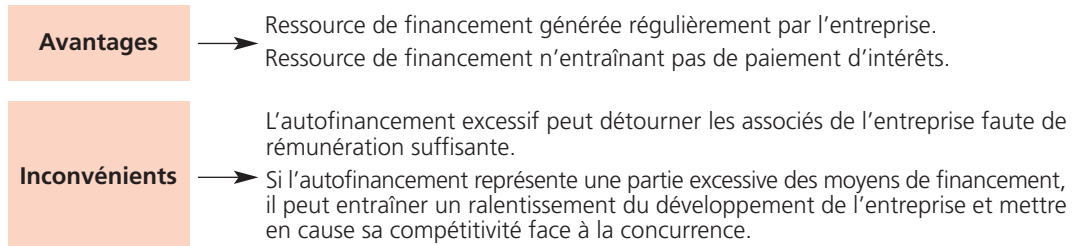
$$\text{Autofinancement} = \text{Capacité d'autofinancement} - \text{Dividendes payés en (N)}$$



L'autofinancement se compose de :



L'autofinancement d'expansion présente des avantages mais également des inconvénients dus à son excès :



4 Les ratios

La capacité d'autofinancement permet le calcul de deux ratios :

La capacité de remboursement

Ce ratio mesure l'endettement ; il ne doit pas excéder quatre fois la capacité d'autofinancement :

$$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{CAF}}$$

La répartition de la valeur ajoutée

Il mesure la part de la valeur ajoutée consacrée à l'autofinancement :

$$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

Face à un contexte économique difficile

Dans la situation d'une reprise économique fragile, l'une des priorités de l'entreprise est d'optimiser sa capacité d'autofinancement pour financer ses projets.

Exemple

La liste alphabétique des charges et produits de l'entreprise Vicvol est la suivante :

Achats de matières premières	967 500
Autres charges de gestion courante	11 250
Autres charges externes	169 500
Autres produits d'exploitation	60 000
Charges de personnel	1 200 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 170
Charges d'intérêts	237 000
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – charges d'exploitation	825 000
Dotations aux provisions financières	13 350
Dotations aux provisions réglementées	32 000
Impôts sur les bénéfices	946 000
Impôts, taxes et versements assimilés	360 000
Production immobilisée	60 000
Produits des activités annexes	7 800

Produits des cessions d'éléments d'actif	168 000
Produits financiers	19 500
Rabais, ristournes, remises accordés sur ventes	12 750
Rabais, ristournes, remises obtenus sur achats	27 400
Reprises sur provisions financières	15 000
Reprises sur provisions d'exploitation	5 000
Reprises sur provisions réglementées	6 000
Subventions d'exploitation	180 000
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	260 000
Variation des en-cours de production de biens	25 000
Variation des stocks de matières premières	(69 000)
Variation des stocks de produits	(75 000)
Ventes de produits finis	5 950 000

L'entreprise décide de distribuer aux associés 30 % du résultat de l'exercice.

Le total général du bilan s'élève à 16 123 530 €

Déterminer le montant de la capacité d'autofinancement pour l'exercice N, selon les deux méthodes pour contrôle.

Calculer l'autofinancement pour l'exercice N.

Le calcul direct de l'excédent brut d'exploitation se présente comme suit :

$$\begin{aligned}\text{Comptes } 70 \text{ à } 74 &= [(5\,950\,000 - 12\,750) - 75\,000 + 25\,000] + 60\,000 + 7\,800 + 180\,000 \\ &= 6\,135\,050\end{aligned}$$

$$\begin{aligned}\text{Comptes } 60 \text{ à } 64 &= [(967\,500 - 27\,400) - 69\,000] + 169\,500 + 360\,000 + 1\,200\,000 \\ &= 2\,600\,600\end{aligned}$$

$$\begin{aligned}\text{EBE} &= \text{comptes } 70 \text{ à } 74 - \text{comptes } 60 \text{ à } 64 \\ &= 135\,050 - 2\,600\,600 \\ &= 3\,534\,450\end{aligned}$$

Le tableau de la détermination de la capacité d'autofinancement par la méthode soustractive est présenté page 82.

Excédent brut d'exploitation (ou insuffisance brute d'exploitation)	3 534 450
+ Transferts de charges (d'exploitation)	
+ Autres produits (d'exploitation)	+ 60 000
– Autres charges (d'exploitation)	– 11 250
± Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	
+ Produits financiers (a)	+ 19 500
– Charges financières (b)	– 237 000
+ Produits exceptionnels (c)	
– Charges exceptionnelles (d)	– 1 170
– Participation des salariés aux résultats	
– Impôts sur les bénéfices	– 946 000
= CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2 418 530

(a) Sauf reprises sur dépréciations et provisions

(b) Sauf dotations aux amortissements, dépréciations et provisions financiers.

(c) Sauf :
– produits des cessions d'immobilisations ;
– quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice ;
– reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles.

(d) Sauf :
– valeur comptable des immobilisations cédées ;
– dotations aux amortissements, dépréciations et provisions exceptionnelles.

La détermination de la capacité d'autofinancement par la méthode additive est le suivant :

$$\begin{aligned}
 \text{Résultat net} &= \text{EBE} + \text{Autres produits} - \text{Autres charges} \\
 &= 3\,534\,450 + (60\,000 + 168\,000 + 19\,500 + 15\,000 + 5\,000 + 6\,000) \\
 &\quad - (11\,250 + 1\,170 + 237\,000 + 825\,000 + 13\,350 + 32\,000 + 260\,000 + 946\,000) \\
 &= 1\,482\,180
 \end{aligned}$$

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 482 180
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	+ 870 350
– Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions)	– 26 000
+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés	+ 260 000
– Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	– 168 000
– Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	
= CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2 418 530

Le calcul de l'autofinancement se présente comme suit :

$$\begin{aligned}
 \text{Le dividende versé représente} & \quad \frac{1\,482\,180 \times 30}{100} = 444\,654 \text{ €} \\
 \text{30 \% du résultat de l'exercice, soit :} &
 \end{aligned}$$

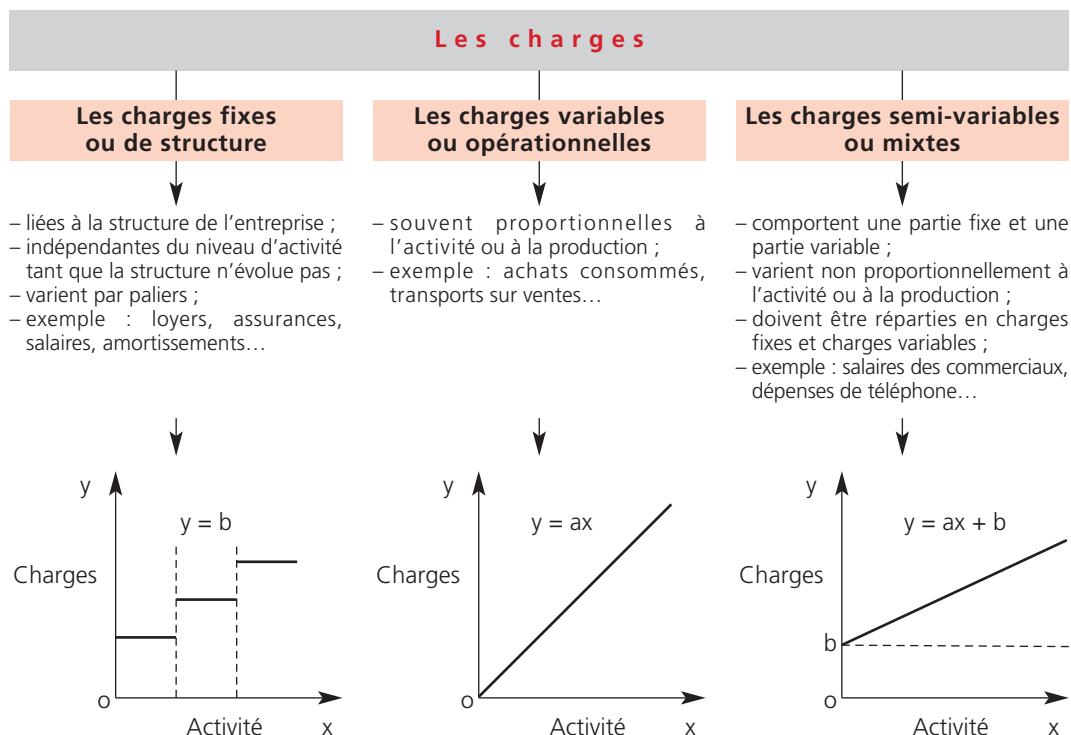
$$\begin{aligned}
 \text{D'où :} \quad & \text{Capacité d'autofinancement} & - & \text{Dividende} & = & \text{Autofinancement} \\
 & 2\,418\,530 & - & 444\,654 & = & 1\,973\,876 \text{ €}
 \end{aligned}$$

Le compte de résultat différentiel

Chapitre 8

1 La variabilité des charges

On constate que *certaines charges* de l'entreprise **varient** selon la production ou l'**activité** et que *d'autres sont indépendantes de l'activité*, dans une structure donnée. Cette différence de comportement conduit à reclasser les charges :



Seules les charges d'exploitation sont concernées.

L'analyse de la **structure des coûts** permet de déterminer la part de coûts fixes et de coûts variables engagés par une entreprise pour exercer son activité, d'étudier l'effet de la structure de ses coûts sur sa rentabilité et de mesurer ses possibilités d'action pour réagir efficacement aux variations d'activité.

2 Le coût variable

Le reclassement des charges en :

- charges opérationnelles ;
- charges de structure,

permet de mettre en évidence :

- des **coûts variables** par activité ou par produit ;
- des **marges sur coûts variables** par activité ou par produit.

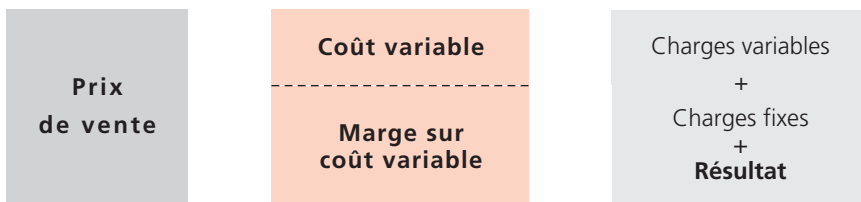
Un **coût variable** est constitué uniquement par les charges *qui varient avec le volume d'activité*. Ces frais s'intitulent frais variables ou frais opérationnels ; ils sont répartis entre les produits ou entre les activités afin de calculer le coût variable de chaque produit ou de chaque activité.

La différence entre le total des charges et les charges variables représente les **charges fixes** qui sont supportées par l'entreprise quel que soit le volume des ventes réalisées dans une structure donnée.

Les charges fixes *ne sont pas réparties par produit*, elles sont traitées *globalement* pour la détermination du résultat.

3 La marge sur coût variable

La méthode des coûts variables fait apparaître des **marges sur coût variable** par produit ou par activité.



$$\text{Marge sur coût variable d'un produit} = \text{Prix de vente} - \text{Coût variable}$$

La marge sur coût variable s'exprime en pourcentage du chiffre d'affaires. On obtient alors le taux de marge sur coût variable :

$$\text{Taux de marge sur coût variable} = \frac{\text{Marge sur coût variable}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 100$$

La somme des marges sur coût variable par produit déduction faite des coûts fixes globaux permet de déterminer le résultat de l'entreprise :

$$\text{Résultat de l'entreprise} = \Sigma \text{ des marges sur coût variable} - \text{Coûts fixes globaux}$$

La marge sur coût variable est un indicateur de gestion qui mesure **la performance** d'un produit ou d'une activité.

Elle permet de répondre aux questions suivantes :

- quelle est la **contribution** du produit ou de l'activité à **absorber** les charges fixes ?
- ce produit ou cette activité est-il **rentable** ?
- l'entreprise a-t-elle intérêt :

- à **développer** sa production ou sa commercialisation ?
- à **supprimer** sa production ou sa commercialisation ?

Avant de **décider de la suppression** d'un produit ou d'une activité, il faut s'assurer que cette suppression n'entraînera pas une **diminution** du résultat global.

La méthode des coûts variables permet d'effectuer aisément des **prévisions** :

- de calculs de coûts ;
- de calculs de résultats ;
- de calculs du seuil de rentabilité.

Elle facilite la prise de décision.

4 Le compte de résultat différentiel

Les calculs de coûts variables, de marges sur coût variable et de résultats se présentent dans un tableau intitulé **compte de résultat différentiel**.

A – Le compte de résultat différentiel d'une entreprise de production

Ce tableau s'établit à partir des **quantités vendues** et non pas à partir des quantités produites.

$$\text{Coût variable de production des produits vendus} = \text{Coût variable de production} - \text{Production stockée (Stock final - Stock initial)}$$

En conséquence, la production stockée **négative** doit s'ajouter au coût variable de production pour déterminer le coût variable de production des produits vendus. La production stockée **positive** se soustrait.

À NOTER • Le coût variable s'intitule également « *Direct costing* » qui ne doit pas être confondu avec le coût direct.

Éléments		Par produit	Par activité	Pour l'entreprise
1	Prix de vente pendant la période	X		
2	Charges variables de production	X		
3	Charges variables de distribution	X		
4	Coût variable (2 + 3)	X		
5	Marge sur coût variable n° 1 (1 – 4)	X		
6	Ensemble des MCV n° 1 de tous les produits		X	
7	Coûts fixes des centres opérationnels de l'activité		X	
8	Coûts des centres de structure de l'activité		X	
9	Coût fixes (7 + 8)		X	
10	Marge n° 2 (6 – 9)		X	
11	Ensemble des marges n° 2 de toutes les activités			X
12	Coûts des centres de structure de l'entreprise			X
13	Marge n° 3 (11 – 12) ou Résultat d'exploitation			X

B – Le compte de résultat différentiel d'une entreprise commerciale

Ce tableau s'établit à partir des **quantités vendues** et non pas à partir des quantités achetées.

$$\text{Coût d'achat variable des marchandises vendues} = \text{Coût d'achat variable} + \text{Variation des stocks (Stock initial – Stock final)}$$

En conséquence, la variation des stocks de marchandises **négative** doit se soustraire au coût d'achat variable pour déterminer le coût d'achat variable des marchandises vendues. La variation des stocks de marchandises **positive** s'ajoute.

Éléments		Montant	%
1	Chiffre d'affaires	X	
2	Coût d'achat variable des marchandises vendues		
3	+ Autres charges variables d'approvisionnement		
4	= Coût variable des marchandises vendues	– X	
5	Marge sur coût variable d'achat (1 – 4)	= X	
6	Charges variables de distribution	– X	
7	Marge sur coût variable d'achat (5 – 6)	= X	
8	Charges fixes	– X	
9	Résultat d'exploitation (7 – 8)	= X	

Exemple

Vous disposez des renseignements suivants relatifs à l'entreprise Piaggiola (entreprise de production) :

– ventilation des charges variables :

Éléments	Montants	Produits		
		A	B	C
Coûts d'achats des matières consommées	155 000	98 000	98 000	37 000
Production	750 000	480 000	120 000	150 000
Distribution	85 000	17 000	38 000	30 000
Totaux	990 000	595 000	178 000	217 000

– charges fixes :

→	de production	:	380 000 €
→	de distribution	:	47 500 €
→	d'autres charges	:	255 000 €

– ventes de produits :

→	A	:	1 385 000 €
→	B	:	375 000 €
→	C	:	495 000 €

– stock initial de produits finis évalué au coût variable :

→	A	:	120 000 €
→	B	:	15 000 €
→	C	:	22 500 €

– stock final de produits finis évalué au coût variable :

→	A	:	100 000 €
→	B	:	18 000 €
→	C	:	20 000 €

Établir le compte de résultat différentiel de cette entreprise.

Le compte de résultat différentiel se présente comme suit :

Éléments	Pour l'entreprise	Produits		
		A	B	C
1 Chiffre d'affaires	2 255 000	1 385 000	375 000	495 000
2 Coûts d'achats des matières consommées	155 000	98 000	20 000	37 000
3 Charges variables de production	750 000	480 000	120 000	150 000
4 Coûts variables de production (2 + 3)	905 000	595 000	178 000	217 000
5 Production stockée	+ 19 500	+ 20 000	– 3 000	+ 2 500
6 Coûts variables de production des produits vendus (4 ± 5)*	924 000	598 000	137 000	189 500
7 Charges variables de distribution	85 000	17 000	38 000	30 000
8 Coûts variables (après distribution) (6 + 7)	1 009 500	615 000	175 000	219 500
9 Marges sur coûts variables (1 – 8)	1 245 500	770 000	200 000	275 500
Marges en pourcentage	55,23 %	55,60 %	53,33 %	55,66 %
10 Charges fixes	682 500			
11 Résultat (9 – 10)	563 000			

* Pour A : $598\ 000 = 578\ 000 - (100\ 000 - 120\ 000)$

Pour B : $137\ 000 = 140\ 000 - (18\ 000 - 15\ 000)$

Pour C : $189\ 500 = 187\ 000 - (20\ 000 - 22\ 500)$

Le seuil de rentabilité

1 Définition

La notion de seuil de rentabilité repose sur l'analyse des charges :

- en charges variables ;
- et en charges fixes.

Le seuil de rentabilité est le *chiffre d'affaires* ou le *niveau d'activité* que l'entreprise doit atteindre pour *couvrir l'intégralité de ses charges (variables et fixes)* et pour lequel elle ne dégage *ni bénéfice, ni perte*. Ou encore : le seuil de rentabilité est le *niveau de chiffre d'affaires* pour lequel la marge sur coût variable *finance exactement* le montant des charges fixes.

La comparaison du chiffre d'affaires réalisé avec le seuil de rentabilité permet de déterminer la nature du résultat :

CA = seuil de rentabilité = **Résultat nul**
CA > seuil de rentabilité = **Bénéfice**
CA < seuil de rentabilité = **Perte**

Le seuil de rentabilité permet à l'entreprise :

De calculer

→ le montant du chiffre d'affaires *à partir duquel* l'activité est *rentable*.
le niveau d'activité au-dessous duquel il ne faut pas descendre.

De déterminer

→ la *date* à laquelle l'activité devient rentable.

D'apprécier

→ *le risque* d'exploitation.
la sécurité dont dispose l'entreprise si la conjoncture devient défavorable.

D'estimer

→ rapidement des *résultats prévisionnels*.

De décider

→ de l'opportunité de conquérir un nouveau marché.

Un des objectifs majeurs de toute entreprise est de *dépasser son seuil de rentabilité*.

2 Le calcul du seuil de rentabilité et des autres indicateurs

A – Le calcul du seuil de rentabilité

Le calcul du seuil de rentabilité s'effectue à partir des éléments du **compte de résultat différentiel** (voir chapitre 8). Il est nécessaire d'exprimer la marge sur coût variable en pourcentage du chiffre d'affaires.

$$\text{Taux de marge sur coût variable} = \frac{\text{Marge sur coût variable}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 100$$

Le résultat est nul si :

$$\text{Marge sur coût variable} = \text{Coûts fixes}$$

ou encore si :

$$(\text{Seuil de rentabilité} \times \text{Taux de marge sur coût variable}) - \text{Charges fixes} = 0$$

On en déduit la relation :

$$\text{Seuil de rentabilité} = \frac{\text{Coûts fixes}}{\text{Taux de marge sur coût variable}}$$

Le seuil de rentabilité peut être exprimé en **quantité** à partir des formules suivantes :

$$\frac{\text{Coûts fixes}}{\text{Marge sur coût variable unitaire}}$$

ou

$$\frac{\text{Seuil de rentabilité en valeur}}{\text{Prix de vente hors taxes d'un produit}}$$

B – Le calcul du point mort

Le point mort représente **la date** à laquelle le seuil de rentabilité est atteint. Il permet de connaître le **temps nécessaire** pour atteindre le seuil ; plus ce temps est court, plus la période d'activité rentable est longue.

$$\text{Point mort} = \frac{\text{Seuil de rentabilité}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 12 \text{ mois}$$

Si l'activité est **irrégulière**, le point mort se détermine à partir de la série cumulée du chiffre d'affaires par interpolation linéaire :

- **calculer** le chiffre d'affaires hors taxes cumulé par période ;
- **repérer** la période où le seuil de rentabilité est atteint ;
- **effectuer** le calcul suivant :

$$\frac{(\text{Seuil de rentabilité} - \text{Chiffre d'affaires HT cumulé à la fin de la période précédente})}{\text{Chiffre d'affaires HT de la période}}$$

C – Le calcul de la marge de sécurité

Lorsque le chiffre d'affaires est supérieur au seuil de rentabilité, l'entreprise peut calculer l'**activité rentable** encore appelée **marge de sécurité** :

$$\text{Marge de sécurité} = \text{Chiffre d'affaires} - \text{Seuil de rentabilité}$$

On peut calculer aussi l'**indice de sécurité**. Il mesure la marge de sécurité en pourcentage du chiffre d'affaires. Il indique la baisse de chiffre d'affaires que l'entreprise peut supporter avant d'être en perte.

$$\text{Indice de sécurité} = \frac{\text{Marge de sécurité}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 100$$

Exemple

L'entreprise commerciale Dorval a établi le compte de résultat différentiel suivant :

Éléments	Montant	%
Chiffre d'affaires net	650 000	100,00
Coût d'achat des marchandises vendues	– 400 000	61,54
Marge sur coût variable	= 250 000	38,46
Coûts fixes	– 175 000	
Résultat courant	= 75 000	11,54

Calculer le seuil de rentabilité, le point mort dans le cas d'une activité régulière, la marge de sécurité et l'indice de sécurité.

Dans l'hypothèse d'une activité saisonnière, le chiffre d'affaires annuel se décompose comme suit :

1 ^{er} trimestre	: 220 000	3 ^e trimestre	: 120 000
2 ^e trimestre	: 200 000	4 ^e trimestre	: 110 000

Déterminer le point mort.

Seuil de rentabilité :

$$\text{Seuil de rentabilité} = \frac{175\,000}{0,3846} = 455\,018,20 \approx 455\,000$$

Point mort :

$$\text{Point mort} = \frac{455\,000}{650\,000} \times 360 \text{ j} = 252 \text{ jours ou } 8 \text{ mois } 12 \text{ jours}$$

L'entreprise Dorval dispose de 3 mois et 28 jours pour dégager un bénéfice.

Marge de sécurité :

$$\text{Indice de sécurité} = 650\,000 - 455\,000 = 195\,000$$

Indice de sécurité :

$$\text{Indice de sécurité} = \frac{195\,000}{650\,000} \times 100 = 30\%$$

L'entreprise Dorval peut supporter une baisse de chiffre d'affaires de 30 % avant d'être en perte.

Point mort dans l'hypothèse d'une activité saisonnière :

En cas d'activité saisonnière, le point mort se calculera de la manière suivante :

Période	CA cumulé	
1 ^{er} trimestre	220 000	} le seuil de rentabilité se situe dans cette tranche de chiffre d'affaires.
2 ^e trimestre	420 000	
3 ^e trimestre	540 000	
4 ^e trimestre	650 000	

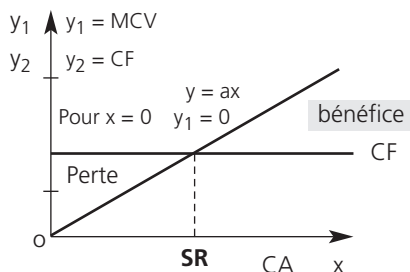
Le seuil de rentabilité est inchangé, cependant il ne sera pas atteint à la même date :

$$\frac{455\,000 - 420\,000}{540\,000 - 420\,000} = 26^{\text{e}} \text{ jour du } 3^{\text{e}} \text{ trimestre}$$

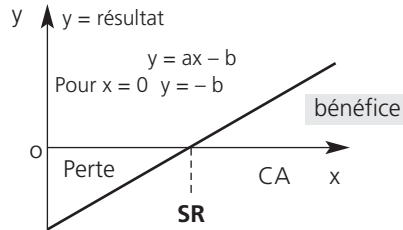
3 Les représentations graphiques

Le seuil de rentabilité fait l'objet de trois représentations graphiques, selon trois équations différentes :

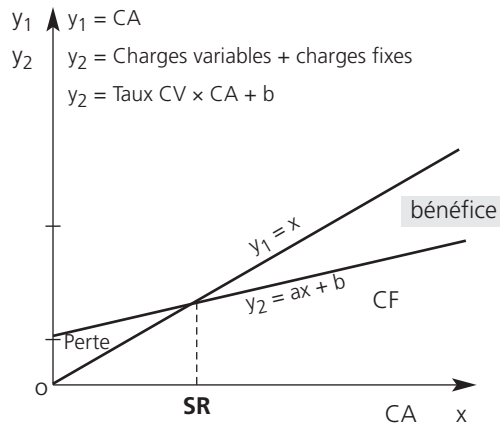
D'après la formule : Marge sur coût variable = Charges fixes



D'après la formule : Résultat = Marge sur coût variable – Charges fixes



D'après la formule : Chiffre d'affaires = Charges variables + Charges fixes



4 L'évolution des conditions d'exploitation

L'évolution des conditions d'exploitation peut se traduire par :

- une modification de structure
 - une modification du taux de marge sur coût variable
 - un choix de structure
- } en cours d'exercice.

Chacune de ces *modifications* nécessite la détermination d'un *nouveau seuil de rentabilité*.

A – La modification de structure

Lors d'un changement de structure, il est nécessaire d'en mesurer l'impact sur le seuil de rentabilité et d'apprécier la rentabilité de l'opération.

Par exemple, l'acquisition d'un nouvel investissement, l'embauche de personnel permanent engendrent une hausse des coûts fixes donc une augmentation du seuil de rentabilité. La rentabilité sera atteinte plus tardivement.

Exemple

L'entreprise Cressaty envisage un nouvel investissement pour le 1^{er} septembre. Les charges fixes d'un montant actuel de 150 000 € augmenteront de 50 000 €. Le taux de marge sur coût variable restera de 30 % et le chiffre d'affaires annuel prévisionnel est de 1200 000 €.

Calculer le seuil de rentabilité initial et le nouveau seuil de rentabilité.

Seuil de rentabilité initial :

$$\frac{150\,000}{0,30} = 500\,000 \text{ €}$$

Nouveau seuil de rentabilité :

$$\frac{150\,000 + 50\,000}{0,30} = 666\,667 \text{ €}$$

B – La modification du taux de marge sur coût variable

L'**évolution** du prix d'achat des matières, du prix de vente, l'**intégration** d'une activité,... modifient le taux de marge et par conséquent le **seuil de rentabilité**.

Exemple

L'entreprise Guyot fabrique un produit **A**. Sa marge sur coût variable unitaire est de 20 €, les charges fixes s'élèvent à 400 000 €. En fonction du marché, le prix de vente doit rester stable.

Une augmentation subite du cours des matières réduit la marge sur coût variable d'un quart, au moment où l'entreprise a déjà produit 10 000 articles.

Calculer les seuils de rentabilité en nombre d'articles avant et après l'augmentation du cours des matières.

Seuil de rentabilité en nombre d'articles avant augmentation du cours des matières :

$$\begin{aligned} 20 \times &= 400\,000 \\ x &= 20\,000 \text{ articles} \end{aligned}$$

Nouveau seuil de rentabilité en nombre d'articles :

- nouvelle marge : 15 €
- d'après la relation ($MCV = \text{Coûts fixes}$)

$$\begin{aligned}(10\,000 \times 20) + 15(x - 10\,000) &= 400\,000 \\ 15x + 50\,000 &= 400\,000 \\ 15x &= 350\,000 \\ x &= 23\,333\end{aligned}$$

Le nouveau seuil de rentabilité en nombre d'articles est de 23 333.

À NOTER • Le calcul du point mort pour une activité saisonnière peut s'effectuer par le cumul des marges sur coût variable • Un graphique peut servir d'énoncé.

C – Le choix de structure

Rappelons que les charges de structure ne sont indépendantes de l'activité que pour une capacité de production déterminée. Elles augmentent par paliers. Si l'entreprise envisage de changer de structure, il est utile de déterminer le seuil de rentabilité qui lui permettra de **couvrir le supplément** de charges fixes.

Exemple

L'entreprise Tandé supporte annuellement des charges fixes de 800 000 € lui permettant de réaliser un chiffre d'affaires maximum de 1 800 000 € avec un taux de marge de 50 %.

Pour accroître son chiffre d'affaires, l'entreprise doit supporter un supplément de 160 000 € de charges fixes.

Déterminer les seuils de rentabilité.

Quel est le chiffre d'affaires minimum que l'entreprise doit réaliser pour maintenir un résultat de 100 000 €.

Déterminer graphiquement les seuils de rentabilité successifs.

Structure initiale :

$$\text{Seuil de rentabilité} = \frac{800\,000}{0,50} = 1\,600\,000 \text{ €}$$

Structure nouvelle :

$$\text{Seuil de rentabilité} = \frac{960\,000}{0,50} = 1\,920\,000 \text{ €}$$

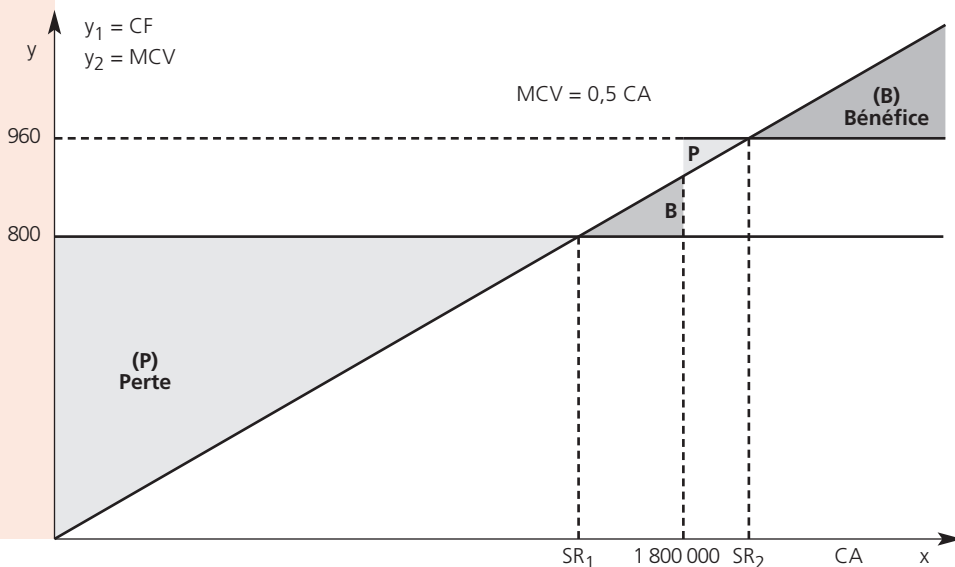
On constate qu'une hausse des coûts fixes entraîne une augmentation du seuil de rentabilité.

Chiffre d'affaires à réaliser pour maintenir un résultat de 100 000 € :

$$100\,000 = 0,50 \times \text{CA} - 960\,000$$

$$\text{Chiffre d'affaires} = \frac{1\,060\,000}{0,50} = 2\,120\,000 \text{ €}$$

Graphique des seuils de rentabilité successifs :



À NOTER • Lorsque l'entreprise est bénéficiaire, le seuil de rentabilité est inférieur au chiffre d'affaires ; dans le cas où celle-ci est déficitaire, le seuil de rentabilité est supérieur au chiffre d'affaires • Vous devez savoir reconstituer le compte de résultat différentiel en partant du résultat courant • Le chiffre d'affaires, le coût variable et la marge sur coût variable figurant dans le compte de résultat différentiel sont calculés en fonction des quantités vendues • Il est parfois nécessaire de ne pas arrondir le taux de marge sur coût variable • Un graphique peut servir d'énoncé.

Face à un contexte économique difficile

Dans un contexte marqué par l'incertitude, l'entreprise cherche à abaisser le plus possible son seuil de rentabilité. Si elle rencontre des difficultés pour augmenter son chiffre d'affaires malgré des actions marketing et promotionnelles renforcées, elle doit chercher à réduire ses coûts fixes pour atteindre cet objectif d'abaisser son seuil de rentabilité.

5 Le levier d'exploitation ou opérationnel

La notion de levier d'exploitation ou levier opérationnel vient compléter celle de l'indice de sécurité pour apprécier le *risque d'exploitation*.

Le levier d'exploitation détermine l'*élasticité du résultat d'exploitation*, avant charges et produits financiers, par rapport au niveau d'activité (ou chiffre d'affaires).

Le rapport entre les *variations du résultat* et les *variations du chiffre d'affaires* s'établit ainsi :

$$\text{Coefficient de levier d'exploitation} = \frac{\frac{\Delta \text{ Résultat d'exploitation}}{\text{Résultat d'exploitation}}}{\frac{\Delta \text{ Chiffre d'affaires}}{\text{Chiffre d'affaires}}}$$

$$\Delta \text{ Résultat d'exploitation} = \Delta \text{ Chiffre d'affaires} \times \text{Taux de marge sur coût variable} *$$

* Si le taux de marge sur coût variable et les charges fixes sont constants

Le calcul du coefficient de levier d'exploitation peut être obtenu à partir de la marge sur coût variable et du résultat d'exploitation :

$$\text{Coefficient de levier d'exploitation} = \frac{\text{Marge sur coût variable}}{\text{Résultat d'exploitation}}$$

Il exprime :

- la *performance économique* dans le cas d'un accroissement du chiffre d'affaires ;
- le *risque économique* dans le cas d'une diminution du chiffre d'affaires.

Une variation du chiffre d'affaires entraîne une variation *proportionnellement plus importante* du résultat.

Plus les charges fixes sont importantes et plus le levier d'exploitation est élevé, plus le risque d'exploitation est grand ; par contre, le levier d'exploitation diminue au fur et à mesure de l'augmentation du chiffre d'affaires.

Exemple

L'entreprise Les perdrix réalise un chiffre d'affaires de 500 000 €, le résultat se monte à 50 000 €.

Quelle est la variation du résultat pour une variation de chiffre d'affaires de 10 000 €.

Le taux de marge sur coût variable est de 40 % et le montant des coûts fixes de 150 000 €.

Calculer le coefficient de levier d'exploitation.

Résultat prévisionnel :

$$(510\,000 \times 0,40) - 150\,000 = 54\,000 \text{ €}$$

Variation du résultat :

$$54\,000 - 50\,000 = 4\,000 \text{ €}$$

ou encore :

$$10\,000 \times 0,40 = 4\,000 \text{ €}$$

Coefficient de levier d'exploitation :

$$\frac{\frac{4\,000}{50\,000}}{\frac{10\,000}{500\,000}} = 0,08 \times \frac{500\,000}{10\,000} = 0,08 \times 50 = 4$$

ou :

$$\frac{500\,000 \times 40\%}{50\,000} = 4$$

Si le chiffre d'affaires croît de 1 %, cela entraîne une augmentation du résultat d'exploitation de 4 %.

PARTIE 3

L'analyse fonctionnelle de la structure financière

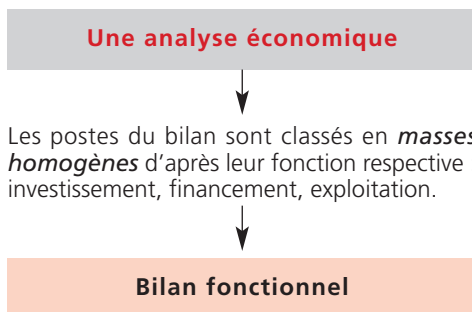
Le bilan fonctionnel

Chapitre 10

1 Généralités

L'analyse fonctionnelle de la structure financière est basée sur l'étude de la **couverture** des emplois par les ressources en prenant en considération les **trois grandes fonctions** (investissement, financement, exploitation) dans les différents **cycles économiques** de l'entreprise.

Le bilan comptable est l'outil de base pour analyser la structure financière de l'entreprise. Cependant il est nécessaire de **retraiter** les éléments constitutifs du bilan comptable pour permettre :



Le rôle du bilan fonctionnel est :

D'apprécier

→ la structure financière fonctionnelle de l'entreprise, dans une optique de continuité de l'activité.

D'évaluer

→ les besoins financiers et le type de ressources dont dispose l'entreprise.

De déterminer

→ l'équilibre financier en comparant les différentes masses du bilan classées par fonctions et en observant le degré de couverture des emplois par les ressources.

De calculer

→ la marge de sécurité financière de l'entreprise.

D'apprécier → le risque de défaillance.

De permettre → la prise de décision.

2 La structure du bilan fonctionnel

Le bilan fonctionnel s'établit à partir du bilan comptable *avant répartition du résultat*. Toutefois certaines *corrections* doivent être effectuées de manière à classer les emplois et les ressources en *quatre masses homogènes* significatives.

A – Les masses

L'entreprise dispose de ressources :

- ressources **stables** ⇒ cycle long de financement ;
- passif **circulant** ⇒ dettes liées au cycle d'exploitation.

Ces ressources servent à financer des emplois :

- actif **stable** ⇒ cycle long d'investissement ;
- actif **circulant** ⇒ biens et créances liés au cycle d'exploitation.

Les emplois stables et l'actif circulant du bilan fonctionnel sont évalués en *valeur brute*.

L'actif et le passif **circulant** sont structurés en *trois parties* :

- exploitation ;
- hors exploitation ;
- trésorerie.

	Actif ou Emplois	Actif ou Emplois	
Rôle dans le cycle d'investissement	Actif stable brut <ul style="list-style-type: none"> • Immobilisations incorporelles • Immobilisations corporelles • Immobilisations financières 	Ressources stables <ul style="list-style-type: none"> • Capitaux propres appelés • Amortissements et dépréciations • Provisions • Dettes financières 	Rôle dans le cycle de financement
Rôle dans le cycle d'exploitation	Actif circulant brut <ul style="list-style-type: none"> • Actif circulant d'exploitation • Actif circulant hors exploitation • Actif de trésorerie 	Passif circulant <ul style="list-style-type: none"> • Dettes d'exploitation • Dettes hors exploitation • Passif de trésorerie 	Rôle dans le cycle d'exploitation

Le bilan fonctionnel peut être présenté sous la forme d'un **graphique** ; les masses sont alors exprimées en **pourcentages**.

Cette représentation en facilite la visualisation et permet une **comparaison rapide** de plusieurs bilans fonctionnels.

B – Les retraitements

Le bilan comptable subit plusieurs retraitements afin d'établir le bilan fonctionnel :

- ① **Reclasser** → certains postes du bilan comptable selon leur **fonction** :
 - les amortissements, les dépréciations reclassés en ressources stables ;
 - les charges à répartir sur plusieurs exercices reclassées en immobilisations ;
 - les concours bancaires courants et soldes créditeurs banques reclassés en passif de trésorerie ;
 - les intérêts courus non échus sur emprunts et sur prêts reclassés en dettes et créances hors exploitation ;
 - les valeurs mobilières de placement reclassées, le plus souvent, en actif de trésorerie ;
 - les charges et produits constatés d'avance ventilés en exploitation et hors exploitation.
- ② **Intégrer** → des éléments hors bilan :
 - **les effets escomptés non échus** : effets de commerce remis en banque avant la date d'échéance ;
 - **les cessions de créances professionnelles** (loi Dailly) : les effets et créances cédés non échus disparaissent de l'actif circulant du bilan comptable. Il est prudent de les réintégrer dans le bilan fonctionnel, car l'entreprise doit rembourser la banque en cas de défaillance du client à la date d'échéance ;
 - **le crédit-bail** : le bilan fonctionnel considère les équipements financés par crédit-bail comme des immobilisations financées par un emprunt.
- ③ **Corriger** → les créances et les dettes pour **annuler** l'effet des écarts de conversion actif et passif et prendre en compte la valeur initiale des créances et des dettes.
- ④ **Éliminer** → certains postes du bilan comptable qui ne représentent pas de véritables ressources de financement :
 - capital souscrit non appelé ;
 - primes de remboursement des emprunts.

À NOTER • Les charges à répartir sur plusieurs exercices ne concernent que les frais d'émission d'emprunt (commissions bancaires, frais de publicité légale...).

C – La présentation du bilan fonctionnel après retraitements

Dans le bilan fonctionnel, les emplois et les ressources sont classés de la manière suivante :

Actif (besoins de financement)	Passif (ressources de financement)
Emplois stables	Ressources stables
<ul style="list-style-type: none"> • Actif immobilisé brut <ul style="list-style-type: none"> + Valeur d'origine des équipements financés par crédit-bail + Charges à répartir brut + Écart de conversion – Actif – Écart de conversion – Passif – Intérêts courus sur prêts <hr/> <p>Postes à éliminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> Capital non appelé Primes de remboursement des obligations 	<ul style="list-style-type: none"> • Capitaux propres <ul style="list-style-type: none"> + Amortissements et dépréciations + Amortissements du crédit-bail + Provisions – Capital non appelé • Dettes financières <ul style="list-style-type: none"> + Valeur nette des équipements financés par crédit-bail – Primes de remboursement des obligations – Intérêts courus sur emprunts + Écart de conversion – Passif – Écart de conversion – Actif – Concours bancaires et soldes créditeurs banques
Actif circulant brut	Dettes circulantes
<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation <ul style="list-style-type: none"> Stocks + Avances et acomptes versés sur commandes + Créances d'exploitation + Effets escomptés non échus + Charges constatées d'avance d'exploitation + Écart de conversion – Actif – Écart de conversion – Passif • Hors exploitation <ul style="list-style-type: none"> Créances hors exploitation + Charges constatées d'avance hors exploitation + Capital souscrit appelé – Non versé + Intérêts courus sur prêts • Trésorerie active <ul style="list-style-type: none"> Valeurs mobilières de placement + Disponibilités 	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation <ul style="list-style-type: none"> Avances et acomptes reçus sur commandes + Dettes d'exploitation + Produits constatés d'avance d'exploitation + Dettes sociales et fiscales d'exploitation + Écart de conversion – Passif – Écart de conversion – Actif • Hors exploitation <ul style="list-style-type: none"> Dettes hors exploitation + Dettes fiscales (impôts sur les sociétés) + Produits constatés d'avance hors exploitation + Intérêts courus sur emprunts • Trésorerie passive <ul style="list-style-type: none"> Concours bancaires courants et soldes créditeurs banques + Effets escomptés non échus

À NOTER • Les valeurs mobilières de placement sont considérées soit comme un élément de l'actif circulant hors exploitation si elles ne sont pas liquides, soit comme un élément de la trésorerie active dans le cas contraire.

Exemple

Le bilan résumé de la société Rosquerno se présente comme suit :

Bilan en k€

Actif	Brut	Amortissements Dépréciations à déduire	Net	Passif	Net
Actif immobilisé	15 000	8 000	7 000	Capitaux propres	5 820
Actif circulant :				Provisions	700
Créances (1)	9 000	900	8 100	Dettes :	
Disponibilités	80		80	Dettes financières (2)	3 600
Charges constatées d'avance	260		260	Dettes d'exploitation	4 800
Charges à répartir sur plu- sieurs exercices	500		500	Dettes diverses	900
				Produits constatés d'avance	120
Total général	24 840	8 900	15 940	Total général	15 940

(1) dont créances hors exploitation : 2 000 k€

(2) dont concours bancaires : 450 k€

Les effets escomptés non échus s'élèvent à 200 K€.

Établir le bilan fonctionnel après avoir effectué les retraitements nécessaires.

Les retraitements suivants sont à effectuer :

– actif stable (brut) :

Immobilisations brutes	:	15 000
Charges à répartir sur plusieurs exercices	:	500
		<hr/> 15 500

– actif circulant d'exploitation (brut) :

Créances d'exploitation	:	7 000
Charges constatées d'avance	:	260
Effets escomptés non échus	:	200
		<hr/> 7 460

– actif circulant hors exploitation (brut) :

Créances hors exploitation : 2 000

– actif de trésorerie :

Disponibilités : 80

– ressources stables :

Capitaux propres : 5 820

Amortissements et dépréciations : 8 900

Provisions : 700

Dettes financières : 3 150

18 570

– passif d'exploitation :

Dettes d'exploitation : 4 800

Produits constatés d'avance : 120

4 920

– passif hors exploitation :

Dettes diverses : 900

– passif de trésorerie :

Découvert bancaire : 450

Effets escomptés non échus : 200

650

Le bilan fonctionnel se présente comme suit :

Bilan fonctionnel condensé en K€

Actif	N	Passif	N
Actif stable	15 500	Ressources stables	18 570
Actif circulant d'exploitation	7 460	Passif d'exploitation	4 920
Actif circulant hors exploitation	2 000	Passif hors exploitation	900
Actif de trésorerie	80	Passif de trésorerie	650
	25 040		25 040

3 Les ratios

À partir du bilan fonctionnel, l'entreprise peut calculer :

Le financement des emplois stables

Ce ratio mesure la **couverture** des emplois stables par les ressources stables :

$$\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables}}$$

L'autonomie financière

Ce ratio mesure la **capacité d'endettement** de l'entreprise. Il ne doit pas être inférieur à 1 :

$$\frac{\text{Ressources propres}}{\text{Endettement financier*}}$$

* Endettement financier = Dettes financières + Passif de trésorerie

Exemple

La balance par solde après inventaire (exercice N) de l'entreprise Loc se présente comme suit :

N°	Intitulés des comptes	Soldes	
		Débit	Crédit
101	Capital		3 000 000
106	Réserves		2 800 000
110	Report à nouveau		25 000
120	Résultat de l'exercice	?	?
151	Provisions pour risques		42 000
164	Emprunts auprès des établissements de crédit (1)		1 200 000
201	Frais d'établissement	90 000	
207	Fonds commercial	430 000	
213	Constructions	2 970 000	
2182	Matériel de transport	148 000	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	195 000	
2184	Mobilier	184 000	
274	Prêts	15 000	
275	Dépôts et cautionnements versés	6 000	
2801	Amortissements des frais d'établissement		60 000
2813	Amortissements des constructions		788 000
28182	Amortissements du matériel de transport		22 200
28183	Amortissements du matériel de bureau et matériel informatique		58 500
28184	Amortissements du mobilier		83 600
370	Stocks de marchandises	482 000	
401	Fournisseurs		1 984 000
403	Fournisseurs – Effets à payer		1 163 000
404	Fournisseurs d'immobilisations		73 500
408	Fournisseurs – Factures non parvenues		9 270
411	Clients	3 109 800	

413	Clients – Effets à recevoir	845 000	
4181	Clients – Factures à établir	6 340	
444	État – Impôts sur les bénéfices	554 000	526 340
44551	TVA à décaisser		
486	Charges constatées d'avance (2)	16 920	4 040
487	Produits constatés d'avance		62 500
491	Dépréciations des comptes clients		
503	Actions	80 470	
512	Banques	3 134 680	
531	Caisse	2 178	
Total		?	?

(1) dont soldes créditeurs banque : 42 860 €

(2) concernent l'exploitation.

Vous disposez, en outre, des informations complémentaires suivantes :

– les valeurs mobilières de placement constituent un élément de l'actif circulant hors exploitation ;

– effets escomptés non échus : 282 000 € ;

– l'entreprise Loc exploite depuis deux ans du matériel informatique financé par un contrat de crédit-bail :

Valeur à neuf du matériel : 245 000 € ;

Durée du contrat : 5 ans ;

Valeur du matériel informatique en fin de contrat : 100 000 €.

– cession de créances professionnelles : 58 200 €.

Déterminer le résultat de l'exercice.

Effectuer les retraitements.

Présenter le bilan fonctionnel condensé.

Représenter le bilan fonctionnel à l'aide d'un diagramme à barres.

Calculer le ratio de financement des emplois stables et celui de l'autonomie financière.

Détermination du résultat de l'exercice :

Total soldes débiteurs	–	Total soldes créditeurs	=	Résultat
12 269 388	–	11 901 950	=	367 438

Les retraitements suivants sont à effectuer :

– actif stable :

Immobilisations brutes	:	4 038 000
90 000 + 430 000 + 2 970 000 + 148 000 + 195 000 + 184 000 + 15 000 + 6 000		
Crédits-bail	:	245 000
		<hr/> 4 283 000

– actif circulant d'exploitation :

Stocks bruts	:	482 000
Créances et comptes rattachés d'exploitation bruts	:	3 978 060
3 109 800 + 845 000 + 6 340 + 16 920		
Effets escomptés non échus	:	282 000
Cession de créances professionnelles	:	58 200
		<u>4 800 260</u>

– actif circulant hors exploitation :

État – Impôts sur les bénéfices	:	554 000
Valeurs mobilières de placement	:	80 470
		<u>634 470</u>

– actif de trésorerie :

Disponibilités	:	3 136 858
3 134 680 + 2 178		

– ressources stables :

Capitaux propres	:	6 192 438
3 000 000 + 2 800 000 + 25 000 + 367 438		
Amortissements et dépréciations, amortissement du crédit-bail, provisions	:	1 174 800
60 000 + 788 000 + 22 200 + 58 500 + 83 600 + 58 000* + 62 500 + 42 000		
Dettes financières	:	1 344 140
(1 200 000 – 42 860) + (245 000 – 58 000)		
		<u>8 711 378</u>

$$* \frac{(245\,000 - 100\,000)}{5} \times 2$$

– dettes d'exploitation :

Fournisseurs et comptes rattachés	:	3 156 270
1 984 000 + 1 163 000 + 9 270		
Dettes fiscales et sociales	:	526 340
Produits constatés d'avance	:	4 040
		<u>3 686 650</u>

– dettes hors exploitation :

Dettes sur immobilisations	:	73 500
----------------------------	---	--------

– passif de trésorerie :

Effets escomptés non échus	:	282 000
Découverts bancaires	:	42 860
Cession de créances professionnelles	:	58 200
		<hr/> 383 060

Le *bilan condensé* se présente comme suit :

Actif stable brut	4 283 000	Ressources stables	8 711 378
		• Capitaux propres	6 192 438
		• Amortissements, dépréciations et provisions	1 174 800
		• Dettes financières	1 344 140
Actif circulant brut	8 571 588	Passif circulant	4 143 210
• Actif circulant d'exploitation	4 800 260	• Dettes d'exploitation	3 686 650
• Actif circulant hors exploitation	634 470	• Dettes hors exploitation	73 500
• Actif de trésorerie	3 136 858	• Passif de trésorerie	383 060
Totaux	12 854 588	Totaux	12 854 588

La présentation du *diagramme en barres* est la suivante :

Actif stable brut 33,3 %	Ressources stables 67,8 %
Actif circulant brut d'exploitation 37,3 %	
Actif circulant brut hors exploitation 5 %	Dettes d'exploitation 28,7 %
Actif de trésorerie 24,4 %	Dettes hors exploitation 0,5 %
	Passif de trésorerie 3 %

Ratio de financement des emplois stables :

$$\frac{8\,711\,378}{4\,283\,000} = 2,03 \longrightarrow \text{Les ressources stables couvrent largement les emplois stables}$$

Ratio d'autonomie financière :

$$\frac{6\,192\,438 + 1\,174\,800}{1\,344\,140 + 383\,060} = 4,27 \longrightarrow \text{L'entreprise a une forte capacité d'endettement}$$

Le fonds de roulement net global

Le besoin en fonds de roulement

La trésorerie

Chapitre 11

1 Le fonds de roulement net global (FRNG)

A – Définition

Avant de définir la notion de fonds de roulement net global (FRNG), il est utile de connaître une des règles de l'équilibre financier selon laquelle *les emplois durables doivent être financés par des ressources stables*.

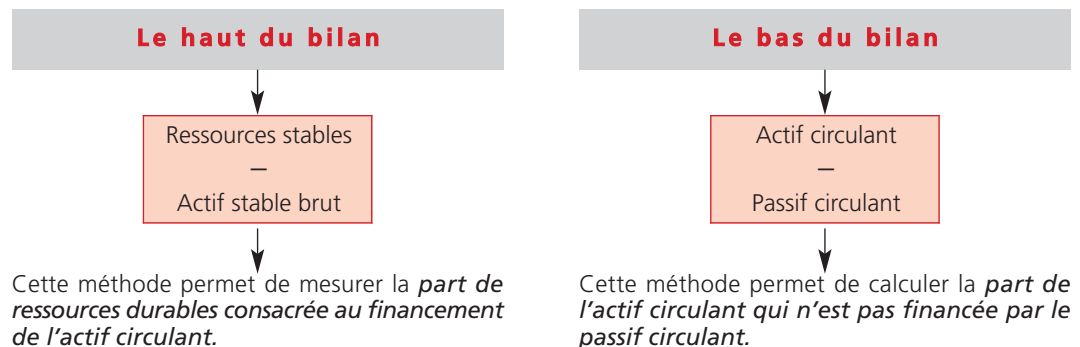
Le fonds de roulement net global représente *une ressource durable* ou structurelle mise à la disposition de l'entreprise pour *financer* des besoins du *cycle d'exploitation* ayant un caractère permanent.

Le fonds de roulement net global est pour l'entreprise une *marge de sécurité* financière destinée à financer une partie de l'actif circulant. Son augmentation accroît les disponibilités de l'entreprise.

B – Le calcul du fonds de roulement net global

Le fonds de roulement net global s'obtient par différence entre deux masses du bilan fonctionnel. Le calcul peut s'effectuer :

- par le *haut* du bilan ⇒ cycle long
- par le *bas* du bilan ⇒ cycle court



Le fonds de roulement net global est mis en évidence par la représentation graphique du bilan fonctionnel :

Actif stable brut		Ressources stables
Actif circulant d'exploitation	Fonds de roulement net global	
Actif circulant hors d'exploitation		Dettes d'exploitation
Actif de trésorerie		Dettes hors d'exploitation
		Passif de trésorerie

À NOTER • Le fonds de roulement net global peut être négatif • La différence entre ressources d'exploitation et besoins d'exploitation peut dégager des ressources à la place du besoin en fonds de roulement (cas des entreprises de distribution) • Vérifiez vos calculs à l'aide des différentes méthodes • N'hésitez pas à illustrer vos calculs à l'aide de schémas.

C – L'évolution du fonds de roulement net global

Un fonds de roulement net global est nécessaire dans la plupart des entreprises. Il est donc important pour l'entreprise de suivre l'évolution de celui-ci *sur plusieurs exercices* :

Variation	Origines	Effets
Augmentation du fonds de roulement net global	<ul style="list-style-type: none"> ➤ + Ressources durables ➤ – Emplois stables 	Amélioration de la situation financière à condition que l'augmentation du fonds de roulement ne provienne pas uniquement d'un endettement à long terme.
Diminution du fonds de roulement net global	<ul style="list-style-type: none"> ➤ + Emplois stables ➤ – Ressources durables 	Diminution de la marge de sécurité, mais elle peut être la conséquence du financement d'investissements rentables.
Fonds de roulement net global identique	Stabilité des ressources durables et de l'actif stable	Stagnation temporaire de l'entreprise. Ralentissement prolongé de la croissance.

Face à un contexte économique difficile

Dans la situation d'une reprise économique fragile, il est essentiel de déterminer le fonds de roulement net global minimum pour assurer l'existence de l'entreprise. Pour améliorer le fonds de roulement net global, il est nécessaire, par exemple :

- de se concentrer sur les investissements indispensables ;
- de se séparer rapidement des investissements non productifs ;
- d'étudier les avantages du recours au crédit-bail ;
- de renforcer les capitaux propres ;
- de réaliser un emprunt si le taux d'endettement de l'entreprise est correct.

Le fonds de roulement net global peut être exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires d'après le ratio suivant :

$$\frac{\text{Fonds de roulement net global}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}} \times 360 \text{ j}$$

Pour être signifiant, le fonds de roulement net global doit être comparé au besoin en fonds de roulement ; de même pour en déterminer le niveau satisfaisant.

2 Le besoin en fonds de roulement (BFR)

A – Le cycle d'exploitation

Le cycle d'exploitation est constitué par les opérations :

- d'achats ;
- de fabrication ;
- de ventes.

Il crée des :



Les **délais** qui s'écoulent entre les achats, la production et les ventes **entraînent la constitution de stocks**.

Les **décalages** dans le temps entre les flux réels et les flux financiers **font naître des dettes et des créances** :

- délais entre achats et décaissements \Rightarrow Dettes
- délais entre ventes et encaissements \Rightarrow Créances

B – Le calcul du besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement est la partie des besoins d'exploitation **qui n'est pas assurée** par les ressources d'exploitation.

$$\text{Besoin en fonds de roulement} = \text{Besoins de financement du cycle d'exploitation} - \text{Ressources de financement du cycle d'exploitation}$$

Le besoin en fonds de roulement comprend deux parties :

- le besoin en fonds de roulement **d'exploitation** (BFRE) ;
- le besoin en fonds de roulement **hors exploitation** (BFRHE).

La partie essentielle est le besoin en fonds de roulement **d'exploitation** ; ses composantes sont **directement liées à l'activité** de l'entreprise.

Besoins en fonds de roulement d'exploitation

Besoins	Ressources
<ul style="list-style-type: none"> • Stocks et en-cours (1) 	<ul style="list-style-type: none"> • Avances et acomptes reçus sur commandes • Dettes fournisseurs et comptes rattachés • Dettes fiscales (TVA) et sociales • Produits constatés d'avance d'exploitation
<ul style="list-style-type: none"> • Avances et acomptes versés • Créances clients et comptes rattachés (1) • Charges constatées d'avance d'exploitation • Effets escomptés non échus (hors bilan) 	<p>Besoin en fonds de roulement d'exploitation</p>

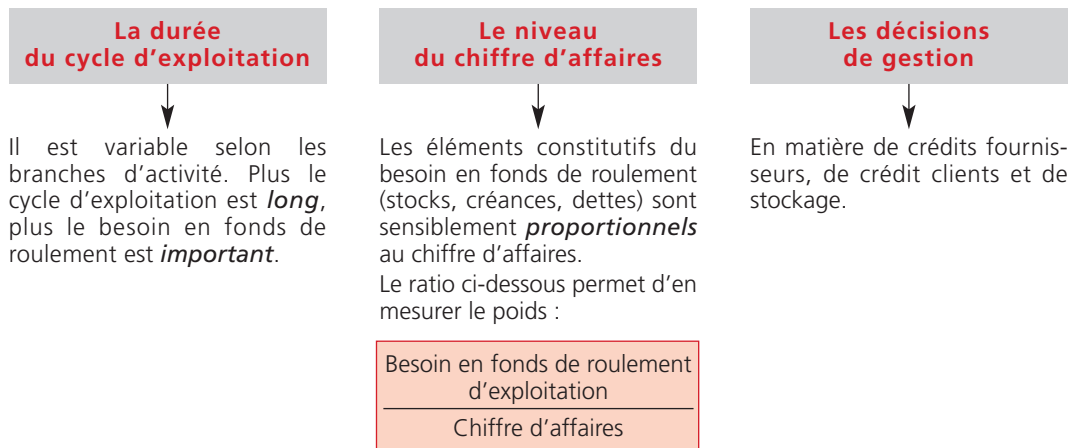
(1) Le montant des postes stocks et créances est brut, les dépréciations étant considérées comme des ressources stables.

Le besoin en fonds de roulement hors exploitation est la partie du besoin en fonds de roulement **qui n'est pas liée directement au chiffre d'affaires** ; il présente un caractère instable.

Besoins en fonds de roulement hors exploitation

Besoins	Ressources
<ul style="list-style-type: none"> • Créances diverses • Capital souscrit, appelé, non versé • Charges constatées d'avance hors exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> • Dettes sur immobilisations et comptes rattachés • Dettes fiscales (impôts sur les sociétés) • Dettes sociales (participation des salariés) • Autres dettes diverses
	<p>Besoin en fonds de roulement hors exploitation</p>

Le fonds de roulement net global doit permettre de **couvrir** le besoin en fonds de roulement. Plusieurs facteurs influent directement sur le niveau du besoin en fonds de roulement d'exploitation :



Le besoin en fonds de roulement d'exploitation peut s'exprimer en nombre de jours de chiffre d'affaires :

$$\frac{\text{Besoin en fonds de roulement d'exploitation}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}} \times 360 \text{ j}$$

C – Les ratios de rotation

Les ratios de rotation sont au nombre de trois. Ils s'expriment généralement en *jours*.

Le délai de rotation des stocks	→ Il est influencé par la durée du cycle d'exploitation, le secteur d'activité, la saisonnalité des ventes et le caractère périssable ou non du produit.
La durée du crédit clients	→ Il dépend du secteur d'activité, des délais de paiement imposés par la loi ou des accords dérogatoires interprofessionnels prévus, du délai de facturation, de l'efficacité du système de relance client, de la politique commerciale menée par l'entreprise et de la conjoncture économique.
La durée du crédit fournisseurs	→ Il dépend du secteur d'activité, des délais de paiement imposés par la loi ou des accords dérogatoires interprofessionnels prévus, de la politique d'approvisionnement menée par l'entreprise et de la conjoncture économique.

Ces ratios sont essentiels pour l'**analyse** du besoin en fonds de roulement d'exploitation. Ils permettent :

- **d'expliquer** l'évolution du besoin en fonds de roulement d'exploitation ;
- **d'analyser** les éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement d'exploitation ;
- **de comprendre** l'évolution de l'équilibre financier.

Durée moyenne de stockage des marchandises – des achats de matières – des produits

$$\frac{\text{Stock moyen}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues} \text{ ou } \text{Coût des achats consommés} \text{ ou } \text{Coût de production des produits}} \times 360 \text{ j}$$

Par exemple, un **allongement** de la durée



Une **augmentation** du besoin en fonds de roulement d'exploitation (et inversement)

Durée moyenne du crédit clients

$$\frac{\text{Créances clients + Effets escomptés non échus}}{\text{Chiffre d'affaires TTC}} \times 360 \text{ j}$$

Par exemple, un **allongement** de la durée



Une **augmentation** du besoin en fonds de roulement d'exploitation (et inversement)

Durée moyenne du crédit fournisseurs

$$\frac{\text{Dettes fournisseurs}}{\text{Consommations en provenance des tiers TTC}} \times 360 \text{ j}$$

Par exemple, un **allongement** de la durée



Une **diminution** du besoin en fonds de roulement d'exploitation (et inversement)

Face à un contexte économique difficile

Dans la situation d'une reprise économique fragile, les entreprises doivent porter une attention particulière à la gestion de leur besoin en fonds de roulement afin d'éviter des problèmes de liquidité et des déséquilibres financiers.

Certaines actions peuvent être menées dans ce sens comme, par exemple :

- analyser le carnet de commandes ;
- comparer les ratios des délais de rotation des éléments du besoin en fonds de roulement aux ratios moyens sectoriels pour identifier et anticiper toute dérive et agir en conséquence ;
- vérifier l'évolution des délais de paiement des clients ;
- élaborer un plan de relance clients efficace ;
- réduire les délais de facturation et de livraison ;
- contracter une assurance-crédit ;
- diversifier la clientèle pour parer à la défaillance d'un gros client ;
- identifier les fournisseurs et les clients à risques ;
- éviter le surstockage et liquider les anciens stocks ;
- vérifier les conséquences des délais de paiement prévus par la loi (45 jours fin de mois ou 60 jours à partir de la date d'émission de la facture)* sur le besoin en fonds de roulement ;
- avoir recours à l'affacturage pour financer les créances clients ;
- profiter pour les entreprises innovantes des mesures d'aides à l'innovation nationales et européennes, en bénéficiant notamment du dispositif du crédit impôt recherche et de son préfinancement... ;
- ...

* Un délai spécifique et unique de 45 jours est appliqué pour le paiement des factures périodiques ou récapitulatives

3 La trésorerie

Son rôle est **primordial** : toutes les opérations de l'entreprise se matérialisent par des flux d'entrée ou des flux de sortie de trésorerie.

La trésorerie permet d'établir l'**équilibre financier** entre le fonds de roulement net global et le besoin en fonds de roulement d'après la **relation fondamentale** :

Trésorerie = Fonds de roulement net global – Besoin en fonds de roulement

d'où :

Fonds de roulement net global = Besoin en fonds de roulement + Trésorerie

La trésorerie exprime le surplus ou l'insuffisance de marge de sécurité financière après le financement du besoin en fonds de roulement.

Elle est composée des éléments suivants :

Besoins	Trésorerie	Ressources
<ul style="list-style-type: none"> • Valeurs mobilières de placement⁽¹⁾ • Disponibilités 	<ul style="list-style-type: none"> • Concours bancaires courants • Banques et organismes financiers « <i>soldes créditeurs</i> » • Effets escomptés non échus (hors bilan) 	
	Trésorerie positive	

(1) Les valeurs mobilières de placement peuvent faire partie de l'actif circulant hors exploitation.

La trésorerie est également calculée de la manière suivante :

$$\text{Trésorerie} = \text{Actif de trésorerie} - \text{Passif de trésorerie}$$

On distingue trois situations de trésorerie possible :

Trésorerie positive	Trésorerie négative	Trésorerie proche de zéro
↓	↓	↓
Fonds de roulement net global > Besoin en fonds de roulement	Fonds de roulement net global < Besoin en fonds de roulement	Fonds de roulement net global ≈ Besoin en fonds de roulement
⇓	⇓	⇓
L'équilibre financier fonctionnel est respecté. L'entreprise possède des excédents de trésorerie .	L'équilibre financier fonctionnel n'est pas respecté. L'entreprise a recours aux crédits de trésorerie pour financer le besoin en fonds de roulement. Elle est dépendante des banques .	L'équilibre financier fonctionnel est respecté. Cette situation peut être considérée comme la meilleure du point de vue de l'analyse fonctionnelle.

Pour affiner son appréciation sur la situation de la trésorerie nette, l'analyste doit intégrer les **potentialités** de l'entreprise à se procurer rapidement des disponibilités (effets escomptables) ou des financements à court terme (créances mobilisables, crédits fournisseurs...).

Face à un contexte économique difficile

Lorsqu'une entreprise rencontre des difficultés avec sa banque pour résoudre des problèmes de financement ou de trésorerie, elle peut faire appel, dans le cadre du plan de soutien à l'activité et aux entreprises, à un médiateur du crédit dont le rôle est de la conseiller et d'intervenir dans les négociations avec sa banque afin de débloquer la situation. L'entreprise doit à cet effet constituer un dossier de médiation en ligne sur le site internet suivant : www.mediateurducredit.fr

Par ailleurs, depuis janvier 2013, les PME et les TPE qui rencontrent des difficultés conjoncturelles de trésorerie peuvent solliciter la Banque publique d'investissement (BPI) pour garantir leurs crédits bancaires à court terme destinés à financer l'augmentation du besoin en fonds de roulement et à consolider les crédits à court terme existants. Enfin, toutes les entreprises bénéficiaires du CICE peuvent prétendre au préfinancement du CICE sous la forme d'un crédit de trésorerie auprès de la BPI ou de leur banque.

Exemple

La société Lafitte vous confie l'analyse des bilans fonctionnels N – 1 et N :

Bilan fonctionnel N – 1

Actif immobilisé brut	405 000	Ressources stables	407 000
• Immobilisations incorporelles	45 000	• Capitaux propres	290 000
Fonds commercial	45 000	• Amortissements, dépréciations et provisions	82 000
• Immobilisations corporelles	350 000	• Autres dettes financières	35 000
Installations techniques	160 000		
Autres	190 000		
• Immobilisations financières	10 000		
Actif circulant brut	235 200	Passif circulant	233 200
• Actif d'exploitation	186 000	• Dettes d'exploitation	155 000
Stock	100 000	Fournisseurs et comptes rattachés	125 000
Créances	82 000	Dettes fiscales et sociales	28 000
Charges constatées d'avance	3 000	Produits comptabilisés d'avance	2 000
Effets escomptés non échus	1 000	• Dettes hors exploitation	60 000
• Actif hors exploitation	22 000	• Passif de trésorerie	18 200
• Actif de trésorerie	27 200	Banque (soldes créditeurs)	17 200
Valeurs mobilières de placement	3 000	Effets escomptés non échus	1 000
Disponibilités	24 200		
	640 200		640 200

Bilan fonctionnel N

Actif immobilisé brut	448 000	Ressources stables	530 000
• Immobilisations incorporelles 45 000		• Capitaux propres 410 000	
• Fonds commercial 45 000		• Amortissements, dépréciations et provisions 95 000	
• Immobilisations corporelles 385 000		• Autres dettes financières 25 000	
• Installations techniques 170 000			
• Autres 215 000			
• Immobilisations financières 18 000			
Actif circulant brut	191 500	Passif circulant	109 500
• Actif d'exploitation 115 500		• Dettes d'exploitation 83 000	
• Stock 23 500		• Fournisseurs et comptes rattachés 68 000	
• Créances 84 000		• Dettes fiscales et sociales 14 000	
• Charges constatées d'avance 6 500		• Produits comptabilisés d'avance 1 000	
• Effets escomptés non échus 1 500		• Dettes hors exploitation 24 000	
• Actif hors exploitation 57 000		• Passif de trésorerie 2 500	
• Actif de trésorerie 19 000		• Banque (soldes créditeurs) 1 000	
• Valeurs mobilières de placement 3 000		• Effets escomptés non échus 1 500	
• Disponibilités 16 000			
	639 500		639 500

Calculer pour chaque exercice :

- le fonds de roulement net global ;
- le besoin en fonds de roulement d'exploitation ;
- le besoin en fonds de roulement hors exploitation ;
- la trésorerie nette.

Commenter l'évolution de l'ensemble de ces indicateurs.

Le calcul du fonds de roulement net global, du besoin en fonds de roulement d'exploitation, du besoin en fonds de roulement hors exploitation et de la trésorerie nette est le suivant :

Éléments de calcul	Exercice	
	N – 1	N
Fonds de roulement net global		
• Ressources stables	407 000	530 000
• Actif immobilisé	– 405 000	448 000
=	2 000	82 000
Contrôle		
• Actif circulant	235 200	191 500
• Dettes cycliques	– 233 200	109 500
=	2 000	82 000
Besoin en fonds de roulement d'exploitation		
• Actif d'exploitation	186 000	115 500
• Dettes d'exploitation	– 155 000	83 000
=	31 000	32 500
Besoin en fonds de roulement hors exploitation		
• Actif hors exploitation	22 000	57 000
• Dettes hors exploitation	– 60 000	24 000
=	– 38 000	33 000
Besoin en fonds de roulement		
• Besoin en fonds de roulement d'exploitation	31 000	32 500
• Besoin en fonds de roulement hors exploitation	+ (– 38 000)	33 000
=	– 7 000	65 500
Trésorerie nette		
• Actif de trésorerie	27 200	19 000
• Passif de trésorerie	– 18 200	2 500
=	9 000	16 500
Vérification		
• Fonds de roulement net global	2 000	82 000
• Besoin en fonds de roulement	– (– 7 000)	65 500
=	9 000	16 500

L'exercice N – 1 se caractérise par un fonds de roulement très faible qui ne couvre pas le besoin en fonds de roulement d'exploitation ; cependant la trésorerie est positive grâce à une ressource en fonds de roulement hors exploitation. La situation est amenée à se dégrader dès le paiement des dettes hors exploitation.

La situation en N s'est largement améliorée, grâce à une augmentation sensible du fonds de roulement net global due à une augmentation des capitaux permanents (Capitaux propres + Dettes). Les dettes cycliques ont augmenté, l'actif circulant d'exploitation a diminué, cette diminution est due à une forte baisse du stock. On constate un besoin en fonds de roulement, mais l'équilibre financier est respecté puisque la trésorerie nette est positive.

Synthèse corrigée sur l'analyse fonctionnelle du bilan

Chapitre 12

1 Énoncé

Le bilan de l'entreprise Casanis des bois, spécialisée dans le négoce de bois exotique, se résume ainsi pour le dernier exercice :

ACTIF	Exercice N		
	Brut	Amortissements Dépréciations à déduire	Net
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles ¹	20 000	4 000	16 000
Immobilisations corporelles	180 000	52 000	128 000
TOTAL I	200 000	56 000	144 000
ACTIF CIRCULANT			
Stocks	92 000	4 000	88 000
Créances clients et comptes rattachés	66 000	2 000	64 000
Autres créances²	8 000		8 000
Disponibilités	36 000		36 000
TOTAL II	202 000	6 000	196 000
TOTAL GÉNÉRAL	402 000	62 000	340 000

(1) frais d'établissement

(2) ne concernant pas l'exploitation

Les effets escomptés non échus s'élèvent à 9 400 €

PASSIF	Exercice N
CAPITAUX PROPRES	
Capital	100 000
Réserves	44 000
Résultat de l'exercice	46 000
TOTAL I	190 000
DETTES	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ¹	84 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 000
Dettes fiscales et sociales ²	14 000
Dettes sur immobilisations	4 200
Autres dettes	1 800
TOTAL II	150 000
TOTAL GÉNÉRAL	340 000

(1) dont solde créditeur banque : 8 000 €

(2) ne concernent que l'exploitation

Renseignements complémentaires

La société utilise depuis 2 ans un bien financé par un contrat de crédit-bail d'une durée de 4 ans. Le prix du bien neuf s'élève à 80 000 € et sa valeur en fin de contrat est de 40 000 €

Le stock initial des marchandises au 1^{er} janvier N est de 95 000 €. Le chiffre d'affaires TTC pour N s'élève à 745 000 €. Le coût d'achat des marchandises vendues est de 389 500 € et la consommation en provenance des tiers TTC est de 275 449 €

Les ratios moyens du secteur sont les suivants : stockage 90 jours ; crédit clients 30 jours ; crédit fournisseurs 60 jours.

1) *Présenter le bilan fonctionnel*

2) *Calculer le fonds de roulement net global, le besoin en fonds de roulement d'exploitation, le besoin en fonds de roulement hors exploitation et la trésorerie*

3) *Calculer les ratios de rotation*

2 Corrigé

1) Les différents retraitements et la présentation du bilan fonctionnel

Actif stable : Immobilisations brutes + Crédit-bail

280 000 = 200 000 80 000

Actif circulant d'exploitation :

Stocks bruts	92 000
+ Créances et comptes rattachés d'exploitation brut	66 000
+ Effets escomptés non échus	9 400
=	280 000

Actif circulant hors exploitation = Créances diverses = 8 000

Actif de trésorerie = Disponibilités = 36 000

Ressources stables :

Capitaux propres	190 000
+ Amortissements et dépréciations, amortissement du crédit-bail*	82 000
Dettes financières et valeur nette du bien financé par crédit-bail (84 000 – 8 000) + (80 000 – 20 000)	136 000
=	408 000

* 56 000 + 6 000 + [(80 000 – 40 000) / 4 x 2]

Dettes d'exploitation : Fournisseurs et comptes rattachés + Dettes fiscales et sociales

60 000	=	46 000	14 000
--------	---	--------	--------

Dettes hors exploitation : Dettes sur immobilisations + Autres dettes

6 000	=	4 200	1 800
-------	---	-------	-------

Passif de trésorerie : Effets escomptés non échus + Découverts bancaires

17 400	=	9 400	8 000
--------	---	-------	-------

Bilan fonctionnel

Actif stable brut	280 000	Ressources stables	408 000
		• Capitaux propres	190 000
		• Amortissements et dépréciations	82 000
		• Dettes financières	136 000
Actif circulant brut	211 400	Passif circulant	83 400
• Actif circulant d'exploitation	167 400	• Dettes d'exploitation	60 000
• Actif circulant hors exploitation	8 000	• Dettes hors exploitation	6 000
• Actif de trésorerie	36 000	• Passif de trésorerie	17 400
Totaux	491 400	Totaux	491 400

2) Le fonds de roulement net global – Le besoin en fonds de roulement d'exploitation – Le besoin en fonds de roulement hors exploitation – La trésorerie

Fonds de roulement net global : Ressources stables – Actif stable

128 000	=	408 000	280 000
---------	---	---------	---------

Besoin en fonds de roulement d'exploitation : Actif circulant d'exploitation – Dettes d'exploitation
 $107\,400 = 167\,400 - 60\,000$

Besoin en fonds de roulement hors exploitation : Actif circulant hors exploitation – Dettes hors exploitation
 $2\,000 = 8\,000 - 6\,000$

Trésorerie : Actif de trésorerie – Passif de trésorerie
 $18\,600 = 36\,000 - 17\,400$

Fonds de roulement net global – (Besoin en fonds de roulement d'exploitation + Besoin en fonds de roulement hors exploitation)
 $18\,600 = 128\,000 - (107\,400 + 2\,000)$

L'équilibre financier est **respecté** puisque le fonds de roulement net global est supérieur au besoin en fonds de roulement ; la trésorerie est donc positive.

2) Les ratios de rotation

$$\text{Stock moyen} = (\text{Stock initial} + \text{Stock final}) / 2 = (95\,000 + 92\,000) / 2 = 93\,500$$

Ratios	Entreprise	Secteur
Durée moyenne de stockage : $\frac{\text{Stock moyen}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}} \times 360 \text{ j}$	$\frac{93\,500}{389\,500} \times 360 \text{ j} = 86 \text{ j}$	90 j
Durée moyenne du crédit clients : $\frac{\text{Créances clients} + \text{Effets escomptés non échus}}{\text{Chiffre d'affaires TTC}} \times 360 \text{ j}$	$\frac{66\,000 + 9\,400}{745\,000} \times 360 \text{ j} = 36 \text{ j}$	30 j
Durée moyenne du crédit fournisseurs : $\frac{\text{Dettes fournisseurs}}{\text{Consommations en provenance des tiers TTC}} \times 360 \text{ j}$	$\frac{46\,000}{275\,449} \times 360 \text{ j} = 60 \text{ j}$	60 j

La durée moyenne de stockage est meilleure que celle du secteur. La gestion des stocks de l'entreprise est donc satisfaisante.

La durée moyenne du crédit clients est plus longue de 6 jours par rapport à celle du secteur. L'entreprise doit veiller à améliorer ce ratio en recherchant les causes de cet écart défavorable (délai de facturation, politique de relance clients...).

La durée moyenne du crédit fournisseurs correspond à celle du secteur. La gestion des approvisionnement est bien maîtrisée.

PARTIE 4

L'analyse patrimoniale de la structure financière

Le bilan financier

1 Généralités

L'analyse financière ou patrimoniale de l'entreprise repose sur l'étude de sa **solvabilité**, c'est-à-dire sa capacité à **couvrir ses dettes exigibles** à l'aide de **ses actifs liquides**.

Le bilan comptable est l'outil de base pour analyser la structure financière de l'entreprise. Cependant, il est nécessaire de **retraiter** les éléments constitutifs du bilan comptable pour permettre :

**Une analyse de la liquidité du bilan
et de la solvabilité de l'entreprise**



Les postes du bilan sont classés en **masses homogènes** d'après leur degré de liquidité et d'exigibilité.



Bilan financier

Le rôle du bilan financier est :

De présenter

→ **le patrimoine réel** de l'entreprise : les postes du bilan financier sont évalués, si possible, à leur valeur vénale.

De déterminer

→ **l'équilibre financier**, en comparant les différentes masses du bilan classées selon leur degré de liquidité ou d'exigibilité et en observant le degré de couverture du passif exigible par les actifs liquides.

D'évaluer

→ **la liquidité du bilan** : capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes à moins d'un an à l'aide de son actif circulant à moins d'un an.

D'estimer→ *la solvabilité de l'entreprise* : l'actif est-il suffisant pour couvrir toutes les dettes ?**De permettre**→ *la prise de décision.*

Le bilan financier intéresse particulièrement tous ceux qui sont attentifs au *degré de solvabilité* de l'entreprise, au premier rang desquels se trouvent les créanciers.

2 La structure du bilan financier

Le bilan financier s'établit à partir du bilan comptable *après affectation du résultat*. Toutefois certaines *corrections* doivent être effectuées de manière à classer les éléments de l'actif et du passif en *quatre masses homogènes* significatives.

A – Les masses

L'entreprise possède des *actifs* dont le délai de transformation en *monnaie* est plus ou moins long :

→ actif à plus d'un an
→ actif à moins d'un an } biens et créances.

Ces actifs servent à faire face aux *passifs* plus ou moins *exigibles* :

→ actif à plus d'un an ⇒ capitaux propres et dettes ;
→ actif à moins d'un an ⇒ dettes.

Les postes de l'actif sont évalués à leur *valeur actuelle nette*.

Le passif à plus d'un an comprend :

- les capitaux propres représentant la *valeur patrimoniale* de l'entreprise ou l'*actif net* ;
- les dettes exigibles à plus d'un an.

	Actif ou Emplois	Passif ou Ressources	
Classement par ordre de <i>liquidité</i> croissante.	Actif réel net à plus d'un an <ul style="list-style-type: none"> • Actif immobilisé net • Actif circulant à plus d'un an • Charges constatées d'avance à plus d'un an 	Passif réel à plus d'un an <ul style="list-style-type: none"> • Capitaux propres • Provisions à plus d'un an • Dettes à plus d'un an • Produits constatés d'avance à plus d'un an 	Classement par ordre d' <i>exigibilité</i> croissante.
	Actif réel net à moins d'un an <ul style="list-style-type: none"> • Stocks et en-cours • Créances à moins d'un an • Disponibilités + Valeurs mobilières de placement 	Passif réel à moins d'un an <ul style="list-style-type: none"> • Dettes financières à moins d'un an • Dettes non financières à moins d'un an • Provisions à moins d'un an 	

Le bilan financier peut être présenté sous la forme d'un **graphique** ; les masses sont alors exprimées en **pourcentages**. Cette représentation en facilite la visualisation et permet une **comparaison rapide** de plusieurs bilans financiers.

B – Les retraitements

Le bilan comptable subit plusieurs retraitements afin d'établir le bilan financier :

- ① **Reclasser** → les créances et les dettes selon leur échéance.
- ② **Intégrer** → des éléments hors bilan :
 - **les plus ou moins-values latentes** pour déterminer la valeur vénale des postes concernés ;
 - **les effets escomptés non échus** : effets de commerce remis en banque avant la date d'échéance ;
 - **les impôts latents** relatifs aux subventions d'investissement et aux provisions réglementées.
- ③ **Éliminer** → certains postes du bilan comptable dont la valeur vénale est nulle et considérés comme de l'actif fictif :
 - frais d'établissement ;
 - fonds commercial ;
 - primes de remboursement des emprunts ;
 - charges à répartir sur plusieurs exercices.

À NOTER • Les charges à répartir sur plusieurs exercices ne concernent que les frais d'émission d'emprunt (commissions bancaires, frais de publicité légale...).

C – La présentation du bilan financier après retraitements

La construction du bilan financier est facilitée par :

- les informations figurant au pied du bilan ;
- l'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice (article 832-5 du Plan comptable général 2014).

Actif (degré de liquidité)	Passif (degré d'exigibilité)
Actif à plus d'un an	Passif à plus d'un an
<ul style="list-style-type: none"> • Actif immobilisé net (Total I au bilan) <ul style="list-style-type: none"> + Plus-values latentes + Part de l'actif circulant net à plus d'un an (stock outil, créances...) + Charges constatées d'avance à plus d'un an – Moins-values latentes – Part de l'actif immobilisé net à moins d'un an – Capital souscrit – non appelé 	<ul style="list-style-type: none"> • Capitaux propres (Total I au bilan) <ul style="list-style-type: none"> + Plus-values latentes + Comptes courants bloqués + Écart de conversion – Passif <ul style="list-style-type: none"> – Part d'écart de conversion actif non couverte par une provision – Impôt latent sur subventions d'investissement et provisions réglementées – Actif fictif net – Moins-values latentes
Postes constituant l'actif fictif net à éliminer : Frais d'établissement Fonds commercial Primes de remboursement des obligations Charges à répartir	<ul style="list-style-type: none"> • Dettes à plus d'un an <ul style="list-style-type: none"> + Provisions à plus d'un an + Impôt latent à plus d'un an sur subventions d'investissement et provisions réglementées + Produits constatés d'avance à plus d'un an
Actif à moins d'un an	Passif à moins d'un an
<ul style="list-style-type: none"> • Actif circulant net <ul style="list-style-type: none"> – Part de l'actif circulant net à plus d'un an + Charges constatées d'avance à moins d'un an + Part de l'actif immobilisé à moins d'un an + Effets escomptés non échus + Capital souscrit – non appelé + Part d'écart de conversion actif couverte par une provision 	<ul style="list-style-type: none"> • Dettes fournisseurs, sociales, fiscales, diverses <ul style="list-style-type: none"> + Dettes financières à moins d'un an + Provisions à moins d'un an + Impôt latent à moins d'un an sur subventions d'investissement et provisions réglementées + Effets escomptés non échus + Produits constatés d'avance à moins d'un an

Exemple

La balance par solde après inventaire (exercice N) de l'entreprise Loc se présente comme suit :

N°	Intitulés des comptes	Soldes	
		Débit	Crédit
101	Capital		3 000 000
106	Réserves		2 800 000
110	Report à nouveau		25 000
120	Résultat de l'exercice	?	?
151	Provisions pour risques		42 000
164	Emprunts auprès des établissements de crédit ¹		1 200 000
201	Frais d'établissement	90 000	
211	Terrains	430 000	
213	Constructions	2 970 000	
2182	Matériel de transport	148 000	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	195 000	
2184	Mobilier	184 000	
274	Prêt ²	15 000	
275	Dépôts et cautionnements versés	6 000	
2801	Amortissements des frais d'établissement		60 000
2813	Amortissements des constructions		788 000
28182	Amortissements du matériel de transport		22 200
28183	Amortissements du matériel de bureau et matériel informatique		58 500
28184	Amortissements du mobilier		83 600
370	Stocks de marchandises	482 000	
401	Fournisseurs		1 984 000
403	Fournisseurs – Effets à payer		1 163 000
404	Fournisseurs d'immobilisations		73 500
408	Fournisseurs – Factures non parvenues		9 270
411	Clients ³	3 109 800	
413	Clients – Effets à recevoir	845 000	
4181	Clients – Factures à établir	6 340	
444	État – Impôts sur les bénéfices	554 000	
44551	TVA à décaisser		526 340
486	Charges constatées d'avance	16 920	
487	Produits constatés d'avance		4 040
491	Dépréciations des comptes clients		62 500
503	Actions	80 470	
512	Banques	3 134 680	
531	Caisse	2 178	
	Total	?	?

(1) dont à moins d'un an : 72 980 €

(2) dont à moins d'un an : 10 000 €

(3) dont à plus d'un an : 48 900 €

Vous disposez, en outre, des informations complémentaires suivantes :

– les effets escomptés non échus	282 000 €
– le terrain a une valeur réelle nette de	520 000 €
– les constructions ont une valeur réelle nette de	2 810 000 €
– les résultats à distribuer aux associés sont estimés à	220 000 €

Déterminer le résultat de l'exercice.

Effectuer les retraitements.

Présenter le bilan financier condensé.

Représenter le bilan financier à l'aide d'un diagramme à barres.

Détermination du résultat de l'exercice :

Total soldes débiteurs	–	Total soldes créditeurs	=	Résultat
12 269 388	–	11 901 950	=	367 438

Le calcul des retraitements est le suivant :

– actif réel net à plus d'un an :

Actif immobilisé réel net diminué de l'actif fictif et des immobilisations financières à moins d'un an :	:	3 703 700
520 000 + 2 810 000 + (148 000 – 22 200) + (195 000 – 58 500) + (184 000 – 83 600) + (15 000 – 10 000) + 6 000		
Actif circulant à plus d'un an	:	48 900
		<u>3 752 600</u>

– actif réel net à moins d'un an :

Stocks et en-cours nets	:	482 000
Créances nettes à moins d'un an	:	4 403 740
(3 109 800 – 62 500 – 48 900) + 845 000 + 6 340 + 554 000		
Effets escomptés non échus	:	282 000
Immobilisations financières à moins d'un an	:	10 000
Charges constatées d'avance à moins d'un an	:	16 920
Disponibilités + valeurs mobilières de placement	:	3 217 328
3 134 680 + 2 178 + 80 470		
		<u>8 411 988</u>

– passif réel à plus d'un an :

Capitaux propres diminués de l'actif fictif ± values latentes	:	6 660 438
3 000 000 + 2 800 000 + 25 000 + (367 438 – 220 000) – (90 000 – 60 000)*		
+ (90 000 + 628 000)**		
Dettes à plus d'un an	:	1 127 020
1 200 000 – 72 980		
Provisions pour risques	:	42 000
		<u>7 829 458</u>

* Frais d'établissement

** Plus-values latentes

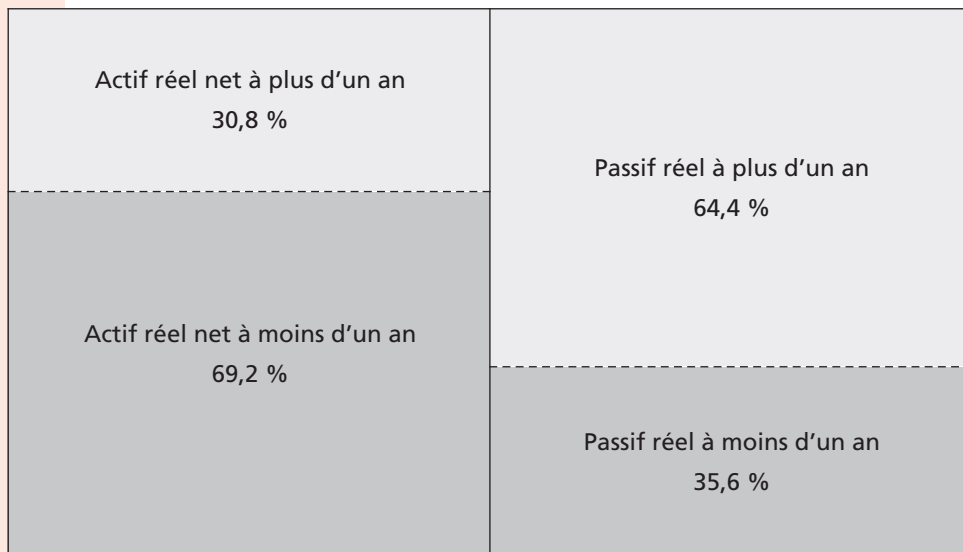
– dettes à moins d'un an :

Dettes financières à moins d'un an	:	72 980
Résultat distribué	:	220 000
Dettes à moins d'un an	:	3 756 110
1 984 000 + 1 163 000 + 73 500 + 9 270 + 526 340		
Produits constatés d'avance	:	4 040
Effets escomptés non échus	:	282 000
		<u>4 335 130</u>

Le bilan condensé se présente comme suit :

Actif réel net à plus d'un an	3 752 600	Passif réel à plus d'un an	7 829 458
• Actif immobilisé net	3 703 700	• Capitaux propres	6 660 438
• Actif circulant à plus d'un an	48 900	• Dettes à plus d'un an	1 127 020
		• Provisions	42 000
Actif réel net à moins d'un an	8 411 988	Passif réel à moins d'un an	4 335 130
• Stocks et en-cours	482 000	• Dettes financières	72 980
• Créances à moins d'un an	4 695 740	• Dettes non financières	4 258 110
• Disponibilités + VMP	3 217 328	• Comptes de régularisation	4 040
• Comptes de régularisation	16 920		
Totaux	12 164 588	Totaux	12 164 588

La présentation du *diagramme en barres* est la suivante :



Le fonds de roulement financier et les ratios

Chapitre 14

1 Le fonds de roulement financier (FRF)

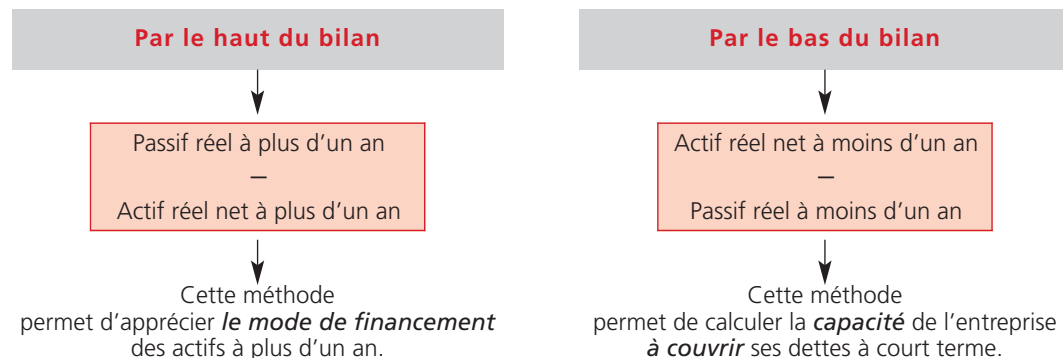
A – Définition

Le fonds de roulement financier permet d'apprécier *l'équilibre financier* de l'entreprise ; il est un indicateur de sa solvabilité et de son risque de cessation de paiements.

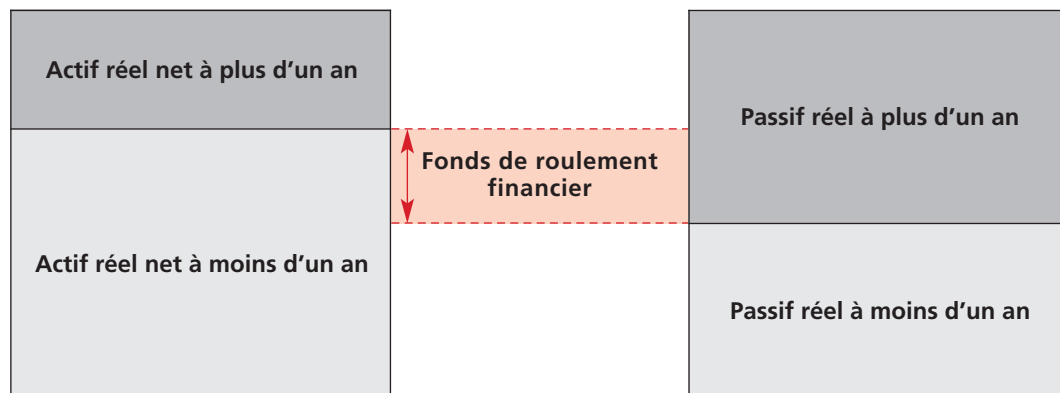
Le fonds de roulement financier représente une *marge* de sécurité financière pour l'entreprise et une *garantie* de remboursement des dettes à moins d'un an pour les créanciers.

B – Le calcul du fonds de roulement financier

Le fonds de roulement financier s'obtient par différence entre *deux masses* du bilan financier. Il est déterminé de deux façons :



Le fonds de roulement financier est mis en évidence par la représentation *graphique* du bilan financier :



Deux situations peuvent se présenter :



Toutefois, pour certaines entreprises, notamment celles du secteur de la grande distribution, la pertinence de la notion de fonds de roulement financier peut être mise en doute pour apprécier la solvabilité de l'entreprise. En effet, il est fréquent de constater pour ce type d'entreprise une situation financière saine malgré un fonds de roulement financier négatif dû à des actifs à court terme réduits.

2 Les ratios

L'étude de la liquidité et de la solvabilité de l'entreprise est complétée par *plusieurs ratios* calculés à partir du bilan financier. Ces ratios doivent être calculés sur *plusieurs exercices* afin d'apprécier leur *évolution* dans le temps et dans l'espace.

A – La liquidité

Il s'agit de savoir dans quelle mesure la vente des stocks et l'encaissement des créances à moins d'un an permettent de *payer les dettes à moins d'un an*.

On distingue *trois ratios* pour analyser la liquidité du bilan.

1) Le ratio de liquidité générale

Ce ratio rejoint la notion de fonds de roulement financier ; il doit être *supérieur à 1* pour traduire un fonds de roulement financier positif :

$$\frac{\text{Actif réel net à moins d'un an}}{\text{Dettes à moins d'un an}} = > 1$$

2) Le ratio de liquidité restreinte

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme à l'aide de l'encaissement des créances et de la trésorerie disponible. Il doit être *proche de 1* :

$$\frac{\text{Créances à moins d'un an} + \text{Disponibilités}}{\text{Dettes à moins d'un an}}$$

Toutefois, lorsque ce ratio est sensiblement inférieur à 1, il peut traduire non pas des difficultés financières mais au contraire une gestion de trésorerie proche de zéro.

3) Le ratio de liquidité immédiate

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant ses disponibilités :

$$\frac{\text{Disponibilités}}{\text{Dettes à moins d'un an}}$$

Il est devenu *peu significatif* en raison des découverts bancaires accordés aux entreprises et de la gestion de trésorerie proche de zéro.

B – La solvabilité

En cas de *liquidation* par manque de liquidités, l'entreprise *reste solvable* dans la mesure où l'actif réel net permet de couvrir l'ensemble des dettes.

Deux ratios permettent d'analyser la solvabilité de l'entreprise.

1) Le ratio d'autonomie financière

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à s'endetter :

$$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}}$$

Plus ce ratio est *élevé*, moins l'entreprise est endettée. En principe, les capitaux propres doivent couvrir au minimum un tiers des dettes.

2) Le ratio de solvabilité générale

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes en utilisant ses actifs :

$$\frac{\text{Total actif}}{\text{Total des dettes}}$$

Il doit être *supérieur à 1*.

Face à un contexte économique difficile

Dans la situation d'une reprise économique fragile, il est crucial pour l'entreprise d'anticiper et d'évaluer ses risques d'illiquidité et d'insolvabilité. Pour cela, il est nécessaire notamment :

- de suivre l'évolution de la trésorerie au jour le jour ;
- d'évaluer les besoins prévisionnels de trésorerie ;
- d'analyser la solvabilité des clients et des fournisseurs ;
- de négocier les allongements des délais de règlement ;
- d'établir une relation de confiance avec sa banque fondée sur une information financière transparente et maîtrisée ;
- ...

Exemple

Les masses du bilan financier de l'entreprise Chazot sont les suivantes :

Actif à plus d'un an	6 480	Passif à plus d'un an ¹	7 220
Actif à moins d'un an	5 320	Passif à moins d'un an	4 580
	11 800		11 800

(1) dont capitaux propres : 4 332 €

Les ratios de liquidité, d'autonomie financière et de solvabilité générale des deux exercices précédents sont les suivants :

Ratios	N – 2	N – 1
Ratio de liquidité générale	1,86	1,35
Ratio d'autonomie financière	0,60	0,48
Ratio de solvabilité générale	2,37	1,95

Déterminer le fonds de roulement financier.

Calculer les ratios de liquidité générale, d'autonomie financière et de solvabilité générale.

Commenter l'évolution des ratios.

Fonds de roulement financier :

$$\begin{array}{rcl} \text{Passif à plus d'un an} & - & \text{Actif à plus d'un an} \\ 7\,220 & - & 6\,480 & = & 740 \text{ €} \end{array}$$

$$\begin{array}{rcl} \text{Actif à moins d'un an} & - & \text{Passif à moins d'un an} \\ 5\,320 & - & 4\,580 & = & 740 \text{ €} \end{array}$$

Ratio de liquidité générale :

$$\frac{5\,320}{4\,580} = 1,16$$

Ratio d'autonomie financière :

$$\frac{4\,332}{(11\,800 - 4\,332)} = 0,58$$

Ratio de solvabilité générale :

$$\frac{11\,800}{(11\,800 - 4\,332)} = 1,58$$

On constate une dégradation de la situation financière de l'entreprise.

La capacité d'endettement de l'entreprise se restreint sensiblement ; cependant, le fonds de roulement financier reste positif.

3 Le fonds de roulement net global et le fonds de roulement financier

Le fonds de roulement net global et le fonds de roulement financier répondent à des préoccupations *différentes* ; leurs analyses peuvent même être *contradictoires*. Il ne faut surtout pas les confondre.

Par exemple, une diminution du crédit clients a un effet positif sur le fonds de roulement net global puisqu'il entraîne une diminution du besoin en fonds de roulement ; alors que l'effet sera négatif sur le fonds de roulement financier.

Synthèse corrigée sur l'analyse financière du bilan

Chapitre 15

1 Énoncé

Le bilan de l'entreprise Casanis des bois se résume ainsi pour le dernier exercice :

ACTIF	Exercice N		
	Brut	Amortissements Dépréciations à déduire	Net
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles ¹	20 000	4 000	16 000
Immobilisations corporelles	180 000	52 000	128 000
TOTAL I	200 000	56 000	144 000
ACTIF CIRCULANT			
Stocks	92 000	4 000	88 000
Créances clients et comptes rattachés	66 000	2 000	64 000
Autres créances ²	8 000		8 000
Disponibilités	36 000		36 000
TOTAL II	202 000	6 000	196 000
TOTAL GÉNÉRAL	402 000	62 000	340 000

(1) frais d'établissement.

(2) dont à plus d'un an : 14 000 €

Les effets escomptés non échus s'élèvent à 9 400 €.

PASSIF	Exercice N
CAPITAUX PROPRES	
Capital	100 000
Réserves	44 000
Résultat de l'exercice (a)	46 000
TOTAL I	190 000
DETTES (1)	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) (b)	84 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (c)	46 000
Dettes fiscales et sociales ²	14 000
Dettes sur immobilisations	4 200
Autres dettes	1 800
TOTAL II	150 000
TOTAL GÉNÉRAL	340 000
(1) Dont à plus d'un an	65 000
Dont à moins d'un an	85 000
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	8 000

(a) Distribution de dividendes : 20 000 €

Le reste est porté en réserves.

(b) 16 000 € à – 1 an d'après l'état des échéances.

(c) 5 000 € à + 1 an d'après l'état des échéances.

1) Présenter le bilan financier.

2) Calculer le fonds de roulement financier.

3) Calculer les ratios de liquidité générale, restreinte et de solvabilité.

2 Corrigé

1) Le bilan financier

Retraitements

Actif réel net à plus d'un an :

Actif immobilisé net	128 000
+ Actif circulant à plus d'un an	14 000
	<hr/>
	142 000

Actif réel net à moins d'un an :

Stocks et en-cours	88 000
+ Créances à moins d'un an	67 400
64 000 + 8 000 + 9 400 – 14 000	
+ Disponibilités	36 000
	<hr/>
	191 400

Passif réel à plus d'un an :

Capitaux propres	154 000
190 000 – 20 000 – 16 000	
+ Dettes à plus d'un an	65 000
	<hr/>
	219 000

Dettes réelles à moins d'un an :

Dettes financières	24 000
16 000 + 8 000	
+ Dettes non financières	90 400
20 000 + 46 000 – 5 000 + 14 000 + 4 200 + 1 800 + 9 400	
	<hr/>
	114 400

Bilan financier

Actif réel net à plus d'un an	142 000	Passif réel à plus d'un an	219 000
• Actif immobilisé net	128 000	• Capitaux propres	154 000
• Actif circulant à plus d'un an	14 000	• Dettes à plus d'un an	65 000
Actif réel net à moins d'un an	191 400	Passif réel à moins d'un an	114 400
• Stocks et en-cours	88 000	• Dettes financières	24 000
• Créances à moins d'un an	67 400	• Dettes non financières	90 400
• Disponibilités	36 000		
Totaux	333 400	Totaux	333 400

2) Le fonds de roulement financier

$$\begin{array}{rcl} \text{Passif réel à plus d'un an} & - & \text{Actif réel net à plus d'un an} \\ 219\,000 & - & 142\,000 \\ & & = 77\,000 \end{array}$$

$$\begin{array}{rcl} \text{Actif réel net à moins d'un an} & - & \text{Passif réel à moins d'un an} \\ 191\,400 & - & 114\,400 \\ & & = 77\,000 \end{array}$$

3) Les ratios de liquidité et de solvabilité

Le ratio de liquidité générale :

$$\frac{191\,400}{114\,400} = 1,67 \rightarrow \text{L'actif réel net à moins d'un an couvre les dettes à court terme.}$$

Le ratio de liquidité restreinte :

$$\frac{67\,400 + 36\,000}{114\,400} = 0,90 \rightarrow \text{Les créances et les disponibilités ne couvrent pas les dettes à court terme.}$$

La comparaison entre les deux ratios

Il faut compter sur l'écoulement des stocks pour minimiser le risque de cessation de paiements.

Le ratio de solvabilité générale :

$$\frac{333\,400}{(114\,400 + 65\,000)} = 1,86 \rightarrow \text{L'entreprise est solvable.}$$

Le ratio d'autonomie financière :

$$\frac{154\,000}{(65\,000 + 114\,400)} = 0,86 \rightarrow \text{Les ressources propres représentent 86 \% des dettes, ce qui est très satisfaisant.}$$

PARTIE 5

Les ratios

Les ratios

Chapitre 16

1 Définition

Un ratio est un **rapport entre deux grandeurs** significatives (masses du bilan, du compte de résultat, indicateurs de gestion...) ayant pour objectif de fournir des informations **utiles** et **complémentaires** aux données utilisées pour son calcul.

Les ratios sont des outils de **mesure** et de **contrôle** de l'**évolution** dans le temps et dans l'espace d'un phénomène étudié en analyse financière.

Pour être révélateurs, les ratios ne doivent pas être analysés individuellement, mais en **batterie**. L'étude des ratios permet :

**De suivre
et
de mesurer**

→ l'évolution des performances économiques et financières ainsi que des structures de l'entreprise dans le temps ;
le risque de défaillance ;

D'effectuer

→ des comparaisons → interentreprises de secteurs d'activité identiques ;
→ par rapport aux usages de la profession.

De se référer

→ à des ratios *standards*.

En analyse financière, les ratios sont classés généralement en trois groupes :

Les ratios de structure



Ils mettent en rapport les données du bilan afin d'apprécier les équilibres financiers.

Les ratios d'activité



Ils mettent en rapport des postes du bilan et des postes du compte de résultat pour analyser l'évolution de l'activité de l'entreprise.

Les ratios de rentabilité



Ils mettent en rapport les résultats, le chiffre d'affaires, les capitaux afin de mesurer les rentabilité économique et financière de l'entreprise.

En outre, pour mener à bien l'analyse des ratios d'une entreprise, il faut tenir compte :

– de sa nature juridique ;

- de sa taille ;
- de son vécu ;
- de ses ressources humaines (dirigeants, associés, personnel).

À NOTER • Les ratios peuvent s'exprimer en pourcentage ou en valeur absolue • Les valeurs du numérateur et du dénominateur de chaque ratio doivent être homogènes • Ne soyez pas catégorique dans l'interprétation d'un ratio, avant d'avoir fait la synthèse de l'ensemble des ratios.

2 Les ratios

La liste des principaux ratios est présentée ci-après, selon la classification proposée :

A – Les ratios de structure

Nature	Formule	Interprétations
Financement des emplois stables	$\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables}}$	Il mesure la couverture des emplois stables par les ressources stables.
Autonomie financière	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à s'endetter.
Capacité de remboursement	$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{Capacité d'autofinancement}}$	L'endettement ne doit pas excéder 3 ou 4 fois la capacité d'autofinancement.
Autofinancement	$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Valeur ajoutée}}$	Il mesure la part de valeur ajoutée consacrée à l'autofinancement.
Couverture de l'actif circulant par le FRNG	$\frac{\text{Fonds de roulement net global}}{\text{Actif circulant}}$	Il indique la part du fonds de roulement net global qui finance l'actif circulant.
Évolution du FRNG	$\frac{\text{Fonds de roulement net global}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}} \times 360 \text{ j}$	Il mesure l'importance du besoin en fonds de roulement d'exploitation en nombre de jours de CA.
Évolution du BFRE	$\frac{\text{Besoin en fonds de roulement d'exploitation}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}} \times 360 \text{ j}$	Il mesure l'importance du besoin en fonds de roulement d'exploitation en nombre de jours de CA.

Nature	Formule	Interprétations
Solvabilité générale	$\frac{\text{Total actif}}{(\text{Dettes à plus d'un an}) + (\text{Dettes à moins d'un an})}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif.
Liquidité générale	$\frac{\text{Actif réel net à moins d'un an}}{\text{Passif réel à moins d'un an}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant ses actifs à court terme.
Liquidité restreinte	$\frac{\text{Créances à moins d'un an} + \text{Disponibilités}}{\text{Passif réel à moins d'un an}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les créances et les disponibilités.
Liquidité immédiate	$\frac{\text{Disponibilités}}{\text{Passif réel à moins d'un an}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les disponibilités.
Endettement à terme	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Dettes à plus d'un an}}$	Il mesure l'autonomie financière de l'entreprise.
Structure financière	$\frac{\text{Capital engagé par l'exploitation*}}{\text{Capitaux propres}}$ <p>* Capitaux propres + Dettes financières</p>	Il mesure le niveau d'endettement de l'entreprise.

B – Les ratios d'activité

Nature	Formule	Interprétations
Taux de croissance du CA HT	$\frac{\text{CA}_n - \text{CA}_{n-1}}{\text{CA}_{n-1}}$	L'évolution du CA permet de mesurer le taux de croissance de l'entreprise.
Taux de marge commerciale	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Ventes de marchandises hors taxes}}$	Il mesure l'évolution de la performance de l'activité commerciale de l'entreprise.

Nature	Formule	Interprétations
Taux de croissance de la valeur ajoutée	$\frac{VA_n - VA_{n-1}}{VA_{n-1}}$	L'évolution de la valeur ajoutée est également un indicateur de croissance.
Taux d'intégration	$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$	Il mesure le taux d'intégration de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes.
Productivité du personnel	$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Effectif}}$	Il mesure la part de richesse créée par chaque salarié ; il permet d'apprécier le niveau de compétitivité de l'entreprise.
Rendement de l'équipement	$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Équipement de production}}$	Il mesure la part de richesse créée par euro investi ; il indique le degré de performance de l'équipement.
Part de valeur ajoutée revenant au personnel (facteur travail)	$\frac{\text{Charges de personnel}}{\text{Valeur ajoutée}}$	Il mesure la part de richesse qui sert à rémunérer le travail des salariés. Il permet d'apprécier la politique salariale de l'entreprise.
Part de valeur ajoutée revenant aux prêteurs	$\frac{\text{Charges financières (Intérêts)}}{\text{Valeur ajoutée}}$	Il mesure la part de valeur ajoutée consacrée à la rémunération des prêteurs ; il indique le degré d'endettement de l'entreprise.
Part de valeur ajoutée revenant aux associés	$\frac{\text{Dividendes} + \text{Intérêts des comptes courants}}{\text{Valeur ajoutée}}$	Il mesure la part de valeur ajoutée consacrée à la rémunération des apporteurs de capitaux.
Part de valeur ajoutée revenant à l'entreprise	$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Valeur ajoutée}}$	Il mesure la part de valeur ajoutée qui reste à l'entreprise pour renouveler ou accroître ses investissements, rembourser ses emprunts et s'assurer une sécurité financière.
Part de valeur ajoutée consacrée au facteur capital	$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Valeur ajoutée}}$	Il mesure la part de richesse qui sert à rémunérer les apporteurs de capitaux et à renouveler le capital investi.

Nature	Formule	Interprétations
Poids de l'endettement	$\frac{\text{Charges d'intérêts}}{\text{Excédent brut d'exploitation}}$	Il mesure le poids de l'endettement de l'entreprise et donc sa vulnérabilité.
Rotation des stocks (entreprise commerciale)	$\frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}} \times 360 \text{ j}$	Il mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de cette durée entraîne une augmentation du BFRE.
Rotation des stocks (entreprise industrielle)	$\frac{\text{Stock moyen de matières premières}}{\text{Coût d'achat des matières premières consommées}} \times 360 \text{ j}$ $\frac{\text{Stock moyen de produits finis}}{\text{Coût de production des produits vendus}} \times 360 \text{ j}$	Il mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de cette durée entraîne une augmentation du BFRE.
Durée moyenne du crédit clients*	$\frac{\text{Créances clients et comptes rattachés} + \text{en-cours de production}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}} \times 360 \text{ j}$ * Délais de paiement maximum légaux : 45 jours fin de mois ou 60 jours à partir de la date d'émission de la facture, sauf dérogations sectorielles accordées sous conditions	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients. Si ce ratio est supérieur à la norme du secteur, il peut traduire une inefficacité dans le recouvrement des créances. Si ce ratio est inférieur à la norme du secteur, il peut signifier que l'entreprise mène une politique de crédit clients restrictive par rapport à ses concurrents au risque de perdre des clients.
Durée moyenne du crédit fournisseurs*	$\frac{\text{Dettes fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Consommations en provenance des tiers TTC}} \times 360 \text{ j}$ * Délais de paiement maximum légaux : 45 jours fin de mois ou 60 jours à partir de la date d'émission de la facture, sauf dérogations sectorielles accordées sous conditions	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit obtenu par l'entreprise de la part de ses fournisseurs. Il doit être supérieur au ratio du crédit clients. Si ce ratio est supérieur à celui du secteur, cela peut provenir d'une difficulté de l'entreprise à honorer ses échéances. Si ce ratio est inférieur à celui du secteur, l'entreprise doit revoir sa politique de négociation avec ses fournisseurs.

C – Les ratios de rentabilité

Nature	Formule	Interprétations
Taux de marge brute d'exploitation	$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du CA indépendamment de sa politique d'investissement et de son mode de financement.
Taux de marge nette d'exploitation	$\frac{\text{Résultat d'exploitation}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du CA compte tenu de son activité d'exploitation.
Taux de marge nette	$\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer un bénéfice net à partir du CA.
Taux de rotation du capital investi	$\frac{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}{\text{Capital engagé pour l'exploitation (ou actif économique)*}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer un CA à partir du capital engagé pour l'exploitation.
Taux de rentabilité économique	$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Capital engagé pour l'exploitation (ou actif économique)*}}$ <p>ou</p> $\frac{\text{Résultat d'exploitation net d'IS}}{\text{Capital engagé pour l'exploitation (ou actif économique)*}}$ <p>Taux de marge nette d'exploitation^{ou} x Taux de rotation du capital engagé</p>	Il mesure la performance économique de l'entreprise dans l'utilisation de son actif financé par des ressources stables. Selon le secteur d'activité ou les choix de gestion de l'entreprise, la rentabilité économique peut résulter d'un taux de marge nette d'exploitation élevé et d'un taux de rotation du capital engagé faible ou inversement.
Taux de rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$ <p>ou</p> <p>Taux de marge nette d'exploitation x Taux de rotation du capital engagé x Niveau d'endettement</p>	Il mesure l'aptitude de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés.

* Capital engagé pour l'exploitation = $\frac{\text{Immobilisations pour l'exploitation} + \text{BFRE}}{\text{Capitaux propres} + \text{Dettes financières}}$

Synthèse corrigée sur les ratios

Chapitre 17

1 Énoncé

Le directeur financier de la société Doléac vous fournit les documents suivants exprimés en k€ :

Éléments issus des bilans	Exercice		
	N – 2	N – 1	N
Actif immobilisé brut	8 497	10 958	14 685
Actif circulant brut			
– stock et en-cours			
• matières premières	1 381	2 494	1 602
• produits finis	1 377	3 450	4 570
– créances clients	1 330	2 601	2 351
– disponibilités	395	54	95
Capitaux propres (après retraitement)	4 521	6 670	10 281
Dettes financières à plus d'un an	1 657	1 865	1 900
Dettes cycliques ¹	6 502	10 647	10 672
Concours bancaires courants	300	375	450

(1) dont « comptes Fournisseurs » : 3 647 €; 6 297 €; 5 038 €

Éléments issus des comptes de résultat	Exercice		
	N – 2	N – 1	N
Achats de matières premières	9 835	16 579	15 457
Variation des stocks	– 412	– 1 113	892
Autres achats et charges externes	674	4 779	2 466
Valeur ajoutée	7 510	14 441	17 627
Charges de personnel	4 117	10 500	11 167
Excédent brut d'exploitation	2 571	2 258	5 845
Charges financières	248	280	395
Chiffre d'affaires	17 480	32 613	35 322
Production stockée	127	2 073	1 120
Charges de production	3 496	6 522	7 064
Résultat d'exploitation net d'impôt sur les sociétés	1 620	1 310	3 091
Bénéfice net	718	579	1 690

Le taux normal de TVA est appliqué pour l'ensemble de ces opérations, soit 20 %.

La société est soumise aux délais de paiement légaux (fournisseurs, clients) soit 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Étudier l'évolution de la situation de l'entreprise en calculant et comparant :

- 1) *Les ratios d'activité : rotation des stocks, crédit clients, crédit fournisseurs, productivité, partage de la valeur ajoutée.*
- 2) *Les ratios de structure du bilan : autonomie financière et financement des emplois stables.*
- 3) *Les ratios de rentabilité : rentabilité financière, rentabilité économique.*

2 Corrigé

1) Les ratios d'activité

Rotation des stocks de matières premières :

$$\frac{\text{Stock moyen des matières premières}}{\text{Coût d'achat des matières consommées}} \times 360 \text{ j}$$

sachant que :

$$\text{Stock initial} = \text{Stock final} \pm \text{Variation des stocks}$$

$$\text{et : Stock moyen} = (\text{Stock initial} + \text{Stock final}) / 2$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{(969 + 1\,381) / 2}{(9\,835 - 412)} \times 360 \text{ j} = 45 \text{ j}$	$\frac{(1\,381 + 2\,494) / 2}{(16\,579 - 1\,113)} \times 360 \text{ j} = 45 \text{ j}$	$\frac{(2\,494 + 1\,602) / 2}{(15\,457 + 892)} \times 360 \text{ j} = 45 \text{ j}$

La durée d'écoulement des stocks de matières premières est stable sur les trois exercices.

Rotation des stocks de produits finis :

$$\frac{\text{Stock moyen de produits finis}}{\text{Coût de production des produits vendus}} \times 360 \text{ j}$$

sachant que :

$$\text{Stock initial} = \text{Stock final} \pm \text{Production stockée,}$$

$$\text{et : Stock moyen} = (\text{Stock initial} + \text{Stock final}) / 2$$

et que :

$$\text{Coût de production des produits vendus} = \text{Coût d'achat des matières consommées} + \text{Charges de production}$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{(1\,250 + 1\,377)/2}{(9\,423 + 3\,496)} \times 360 \text{ j} = 37 \text{ j}$	$\frac{(1\,377 + 3\,450)/2}{(15\,466 + 6\,522)} \times 360 \text{ j} = 40 \text{ j}$	$\frac{(3\,450 + 4\,570)/2}{(16\,349 + 7\,064)} \times 360 \text{ j} = 62 \text{ j}$

Le temps d'écoulement des stocks de produits a presque doublé entre N – 1 et N. Cela traduit une mauvaise gestion des stocks de produits.

Crédit clients :

$$\frac{\text{Créances + en-cours d'escompte}}{\text{Chiffre d'affaires toutes taxes comprises}} \times 360 \text{ j}$$

sachant que :

Chiffre d'affaires toutes taxes comprises = Chiffre d'affaires hors taxes x 1,20

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{1\,330}{20\,976} \times 360 \text{ j} = 23 \text{ j}$	$\frac{2\,601}{39\,136} \times 360 \text{ j} = 24 \text{ j}$	$\frac{2\,351}{42\,386} \times 360 \text{ j} = 22 \text{ j}$

La durée du crédit clients est stable ; ce qui est positif à condition que le ratio ne soit pas inférieur à la norme du secteur.

Crédit fournisseurs :

$$\frac{\text{Fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Consommations en provenance des tiers TTC}} \times 360 \text{ j}$$

sachant que :

$$\text{Consommations en provenance des tiers TTC} = \left(\text{Coût d'achat des matières consommées} \times 1,20 \right) + \left(\text{Autres achats et charges externes} \times 1,20 \right)$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{3\,647}{(11\,308 + 808)} \times 360 \text{ j} = 108 \text{ j}$	$\frac{6\,297}{(18\,559 + 5\,735)} \times 360 \text{ j} = 93 \text{ j}$	$\frac{5\,038}{(18\,548 + 2\,959)} \times 360 \text{ j} = 84 \text{ j}$

La durée du crédit fournisseurs se réduit chaque année, mais reste très supérieure aux délais de paiement légaux. Cela traduit pour l'entreprise des difficultés importantes pour régler ses fournisseurs, donc une situation risquée. On constate, par ailleurs, une trésorerie nette négative pour les exercices N – 1 et N.

Productivité :

$$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}} \times 100$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{7\,510}{17\,480} \times 100 = 42,96 \%$	$\frac{14\,441}{32\,613} \times 100 = 44,28 \%$	$\frac{17\,627}{35\,322} \times 100 = 49,90 \%$

Le ratio de productivité est en progression ; ceci est dû à une augmentation simultanée de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires.

Partage de la valeur ajoutée :

Facteur travail :

$$\frac{\text{Charges de personnel}}{\text{Valeur ajoutée}} \times 100$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{4\,117}{7\,510} \times 100 = 54,82 \%$	$\frac{10\,500}{14\,441} \times 100 = 72,71 \%$	$\frac{11\,167}{17\,627} \times 100 = 63,35 \%$

La part de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération des salariés a subi une forte hausse entre N – 2 et N – 1.

Facteur capital :

$$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Valeur ajoutée}} \times 100$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{2\,571}{7\,510} \times 100 = 34,23 \%$	$\frac{1\,258}{14\,441} \times 100 = 15,64 \%$	$\frac{5\,845}{17\,627} \times 100 = 33,16 \%$

La part de la valeur ajoutée qui sert à renouveler les investissements et à rémunérer les prêteurs et les associés a diminué de plus de la moitié entre N – 2 et N – 1. Ceci s'explique par l'analyse du ratio précédent.

On assiste à un redressement de la situation sur l'exercice N bien que la contribution du facteur travail reste prédominante par rapport à la contribution du facteur capital.

2) Les ratios de structure

Sachant que :

Total du passif = Capitaux propres + Dettes financières à plus d'un an + Dettes cycliques

Autonomie financière :

$$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}} \times 100$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{4\,521}{8\,459} \times 100 = 53,40 \%$	$\frac{6\,670}{12\,887} \times 100 = 51,80 \%$	$\frac{10\,281}{13\,022} \times 100 = 79 \%$

Le ratio d'autonomie financière est correct puisque les capitaux propres représentent plus de la moitié des dettes. On constate une forte amélioration en N due à une augmentation sensible des fonds propres.

Financement des emplois stables :

$$\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables}} \times 100$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{4\,521 + 1\,657}{8\,497} \times 100 = 72,70 \%$	$\frac{6\,670 + 1\,865}{10\,958} \times 100 = 77,90 \%$	$\frac{10\,281 + 1\,900}{14\,685} \times 100 = 82,90 \%$

Les ressources stables ne couvrent pas les investissements, ce qui amène à constater un fonds de roulement net global négatif et un financement d'une partie des emplois stables par des crédits de trésorerie. Toutefois, la situation s'améliore d'une année à l'autre. L'entreprise doit veiller à renforcer ses ressources stables soit par une augmentation du capital, soit par un emprunt.

3) Les ratios de rentabilité**Rentabilité économique :**

$$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Capital engagé}} \times 100$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{2\,571}{4\,521 + 1\,657} \times 100 = 41,60 \%$	$\frac{2\,258}{6\,670 + 1\,865} \times 100 = 26,50 \%$	$\frac{5\,845}{10\,281 + 1\,900} \times 100 = 48 \%$

ou

$$\frac{\text{Résultat d'exploitation net d'impôt sur les sociétés}}{\text{Capital engagé}}$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{1\,620}{4\,521 + 1\,657} \times 100 = 26,20 \%$	$\frac{1\,310}{6\,670 + 1\,865} \times 100 = 15,30 \%$	$\frac{3\,091}{10\,281 + 1\,900} \times 100 = 25,40 \%$

La rentabilité économique a fortement baissé entre N – 2 et N – 1 du fait d'une augmentation des charges d'exploitation plus importante que celle du chiffre d'affaires.

La situation s'améliore en N grâce à une meilleure maîtrise des charges d'exploitation.

Rentabilité financière :

$$\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{\text{Capitaux propres}} \times 100$$

Exercice N – 2	Exercice N – 1	Exercice N
$\frac{718}{4\,521} \times 100 = 15,90 \%$	$\frac{579}{6\,670} \times 100 = 8,70 \%$	$\frac{1\,690}{10\,281} \times 100 = 16,40 \%$

La rentabilité des apports baisse sensiblement entre N – 2 et N – 1, puis on assiste à une nette amélioration entre N – 1 et N.

La rentabilité financière est moins élevée que la rentabilité économique. Le faible endettement de l'entreprise et l'augmentation régulière des capitaux propres n'ont pas eu un effet favorable sur la rentabilité financière de l'entreprise.

PARTIE 6

Le tableau de financement

Le tableau de financement (première partie)

Chapitre 18

1 Généralités

Le tableau de financement, encore appelé tableau de flux de fonds, permet une analyse **fonctionnelle dynamique** de la situation financière de l'entreprise.

Il fait apparaître les mouvements, les flux monétaires ou **variations d'emplois** et **de ressources** survenus pendant un exercice afin d'expliquer l'**origine** de la variation du fonds de roulement net global et d'analyser l'**utilisation** de cette variation.

Le tableau de financement permet de connaître :

- ➔ les opérations qui ont contribué à l'évolution du patrimoine au cours d'un exercice ;
- ➔ les réalisations d'investissements et de désinvestissements ;
- ➔ les moyens de financement utilisés ;
- ➔ les dividendes distribués ;
- ➔ l'évolution des éléments du cycle d'exploitation.

Le tableau de financement ne fait pas partie des documents de synthèse obligatoires que l'entreprise doit présenter.

Il est inclus dans l'annexe du système développé qui est le système facultatif.

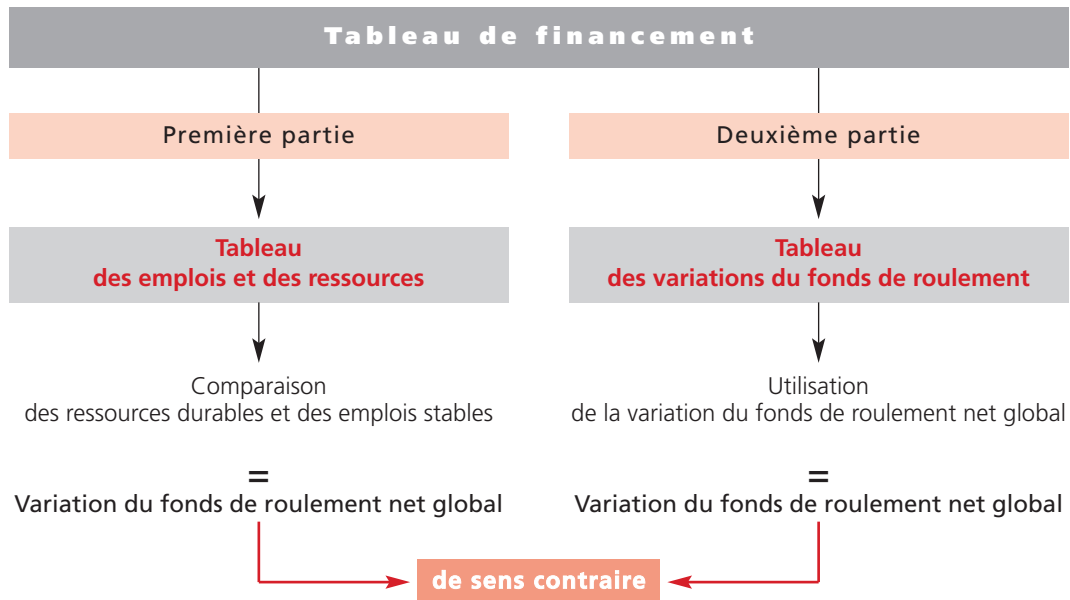
Toutefois l'établissement du tableau de financement est **obligatoire** en tant que **document d'information financière** pour les entreprises qui dépassent l'un des deux critères suivants :

- 300 salariés ;
- 18 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Le Plan comptable général 2014 a prévu un **modèle** du tableau de financement :

- en compte, à l'article 832-10 présenté pages 167 et 174 ;
- en liste, à l'article 832-11.

Le tableau de financement est structuré en deux parties :



2 Le tableau des emplois – ressources


La première partie du tableau de financement permet d'*expliquer* comment les emplois stables réalisés au cours de l'exercice ont été financés et comment s'est formée la **variation du fonds de roulement net global** (évaluation de l'augmentation ou de la diminution du fonds de roulement net global).

A – Les emplois stables

Les emplois stables réalisés durant l'exercice comprennent essentiellement :

- les dividendes distribués ;
- les investissements ;
- les remboursements de dettes financières.

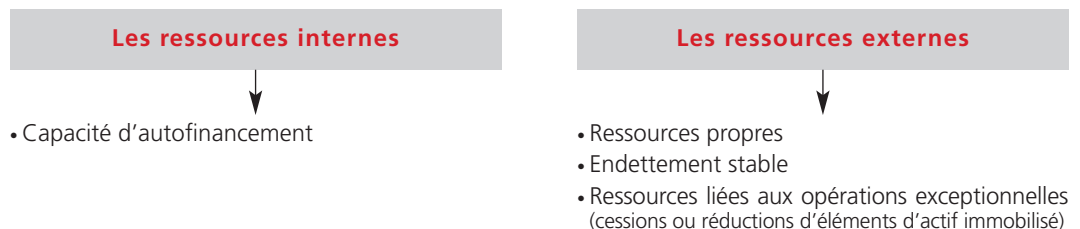
Le schéma explicatif du tableau de financement (première partie), relatif aux emplois stables se présente comme suit :

Emplois stables  Augmentation de l'actif stable Diminution des ressources durables		
Éléments	Origines	Remarques
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice	<ul style="list-style-type: none"> Mouvements crédit du compte : « 457 Associés – Dividendes à payer » Annexe : Affectation du résultat N – 1 	Dividendes N – 1 payés en N
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	<ul style="list-style-type: none"> Mouvements débit comptes d'immobilisations Annexe : Tableau des immobilisations, 2^e colonne 	Y compris les augmentations de créances immobilisées et les prêts
Charges à répartir sur plusieurs exercices	<ul style="list-style-type: none"> Mouvements débit du compte : « 481 Charges à répartir sur plusieurs exercices » 	Ils permettent d'équilibrer les transferts de charges compris dans la capacité d'autofinancement
Réduction des capitaux propres	<ul style="list-style-type: none"> Bilan après répartition N – 1 Bilan avant répartition N 	Retraits de l'exploitant ou Remboursements de capital aux associés
Remboursement des dettes financières	<ul style="list-style-type: none"> Mouvements débit du compte : « 16 Emprunts et dettes assimilées » Annexe : État des échéances et des dettes 	Il s'agit du montant des amortissements des emprunts Exclure les concours bancaires courants et les soldes créditeurs banques ainsi que les intérêts courus

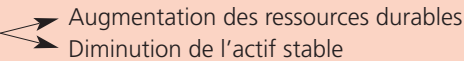
À NOTER • Les charges à répartir sur plusieurs exercices ne concernent que les frais d'émission d'emprunt (commissions bancaires, frais de publicité légale...).

B – Les ressources durables

Les ressources durables obtenues au cours de l'exercice comprennent :



Le schéma explicatif du tableau de financement (première partie), relatif aux ressources durables se présente comme suit :

Ressources durables 		
Éléments	Origines	Remarques
Capacité d'autofinancement de l'exercice	• Soldes intermédiaires de gestion pour la méthode soustractive	Calculée à partir de l'excédent brut d'exploitation
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	• Mouvements crédit des comptes : « 775 Produits des cessions d'éléments d'actif » • Mouvements crédit des comptes de créances immobilisées et de prêts.	Prendre le montant hors taxes du prix de cession, y compris les remboursements des créances immobilisées et des prêts. Exclure les intérêts courus
Augmentation des capitaux propres	• Bilan avant répartition N (Capital + Primes d'émission + Réserves + Report à nouveau) • Bilan après répartition N – 1 (situation nette)	Prendre l'augmentation des apports appelés, augmentés de la prime d'émission et le montant des nouvelles subventions obtenues dans l'exercice
Augmentation des dettes financières	• Mouvement crédit du compte : « 16 Emprunts et dettes assimilées » • Annexe : État des échéances et des dettes	Exclure les concours bancaires courants et les soldes créditeurs de banques

La variation du fonds de roulement net global s'obtient de la manière suivante :

$$\text{Ressources durables de l'exercice} - \text{Emplois stables de l'exercice} = \text{Variation du fonds de roulement net global}$$

Si :

$$\text{Ressources durables de l'exercice} > \text{Emplois stables de l'exercice} = \text{Ressource nette (+)}$$

⇒ Augmentation du fonds de roulement net global

Si :

$$\text{Ressources durables de l'exercice} < \text{Emplois stables de l'exercice} = \text{Emploi net (-)}$$

⇒ Diminution du fonds de roulement net global

C – Le modèle du tableau I

La présentation prévue par le Plan comptable général 2014 est la suivante :

Art 832-10 Modèle de tableau des emplois et des ressources

I. Tableau de financement en compte

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N – 1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N – 1
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice			Capacité d'autofinancement de l'exercice		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :		
Immobilisations incorporelles.....			Cessions d'immobilisations :		
Immobilisations corporelles			– incorporelles.....		
Immobilisations financières.....			– corporelles		
Charges à répartir sur plusieurs exercices (a)			Cessions ou réductions d'immobilisations financières.....		
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits).....			Augmentation des capitaux propres :		
Remboursements de dettes financières (b)			Augmentation de capital ou apports		
			Augmentation des autres capitaux propres		
			Augmentation des dettes financières (b) (c)		
Total des emplois			Total des ressources		
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)			Variation du fonds de roulement net global (emploi net)		





(a) Montant brut transféré au cours de l'exercice.

(b) Sauf concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(c) Hors primes de remboursement des obligations.

3 L'utilité du tableau des emplois et des ressources

La première partie du tableau de financement permet d'apprécier :

- la politique d'investissement ou de désinvestissement  acquisition ; produits de cessions.
- la politique de financement des investissements  externe ; interne.
- la capacité de remboursement  capacité d'autofinancement.
- la politique d'autofinancement et la politique de distribution des dividendes  capacité d'autofinancement ; distributions de dividendes.
- les conditions de l'équilibre financier d'après l'approche fonctionnelle.

À NOTER • La comparaison des bilans (N) et (N – 1) est parfois insuffisante, il faut alors prendre des renseignements dans les annexes • Dans l’une et l’autre partie du tableau de financement, il n’est pas tenu compte des écarts de conversion • Les amortissements, les dépréciations et les provisions sont exclus du tableau de financement • Pour remplir la colonne (N – 1) du tableau de financement, il faut posséder les renseignements du bilan (N – 2) • Le tableau de financement peut se présenter en liste.

Exemple

Les éléments des bilans N et N – 1 de l’entreprise Mouret vous sont communiqués ci-dessous :

Intitulés	Bilan N	Bilan N – 1	Variations
Immobilisations	50 000	52 000	– 2 000
Stocks et en-cours	27 000	20 000	+ 7 000
Créances d’exploitation	30 000	26 000	+ 4 000
Disponibilités	6 000	5 000	+ 1 000
Capital	52 000	50 000	+ 2 000
Réserves	6 000	6 000	–
Résultat de l’exercice	4 000	3 000	+ 1 000
Dettes à long terme	23 000	25 000	– 2 000
Dettes d’exploitation	20 000	16 000	+ 4 000
Banques soldes créditeurs	5 000	4 000	+ 1 000

Autres informations relatives à l’exercice N :

– Capacité d’autofinancement	20 000
– Dividendes à payer	3 000
– Investissements	15 000
– Produits des cessions d’éléments d’actif	5 000
– Remboursement d’emprunt à long terme	6 000
– Nouvel emprunt à long terme	4 000

Présenter la première partie du tableau de financement (en compte).

Le tableau de financement se présente comme suit :

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N – 1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N – 1
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice.....	3 000		Capacité d'autofinancement de l'exercice	20 000	
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :		
Immobiliations incorporelles.....			Cessions d'immobilisations :		
Immobiliations corporelles.....	15 000		– incorporelles.....		
Immobiliations financières.....			– corporelles.....	5 000	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (a).....			Cessions ou réductions d'immobilisations financières.....		
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits).....			Augmentation des capitaux propres :		
Remboursements de dettes financières (b).....	6 000		Augmentation de capital ou apports.....	2 000	
			Augmentation des autres capitaux propres		
			Augmentation des dettes financières (b) (c).....	4 000	
Total des emplois	24 000		Total des ressources	31 000	
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette).....		7 000	Variation du fonds de roulement net global (emploi net).....		

(a) Montant brut transféré au cours de l'exercice.

(b) Sauf concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(c) Hors primes de remboursement des obligations.

Les ressources durables de 31 000 € financent des emplois stables de 24 000 €. On constate alors une ressource nette de 7 000 €.

Cette ressource nette de 7 000 € finance une augmentation du fonds de roulement net global de 7 000 €.

Au cours de l'exercice N, l'entreprise a investi en immobilisations corporelles. Elles ont été financées principalement par des ressources propres : l'autofinancement (ressource interne) et une augmentation de capital (ressource externe).

L'autofinancement a permis de financer les investissements à hauteur d'environ 73 % :

$$\frac{20\,000 - 3\,000 - 6\,000}{15\,000}$$

Par ailleurs, l'entreprise s'est désendettée. En effet, le remboursement des dettes financières est supérieur au nouvel emprunt contracté.

Le tableau de financement (deuxième partie)

Chapitre 19

1 Généralités

La deuxième partie du tableau de financement explique comment la **variation positive** du fonds de roulement net global a été **utilisée** ou comment la **variation négative** du fonds de roulement net global a été **couverte**, en faisant apparaître trois catégories de variations :



- les variations du fonds de roulement d'exploitation ;
- les variations du fonds de roulement hors exploitation ;
- les variations de la trésorerie nette.

2 Le tableau des variations du fonds de roulement net global

Les variations sont calculées par différence entre les valeurs brutes des bilans fonctionnels N et N – 1 :

$$\begin{aligned} & \text{Valeurs brutes des éléments du cycle d'exploitation Bilan N} \\ & - \text{Valeurs brutes des éléments du cycle d'exploitation Bilan N - 1} \\ & \hline & = \text{Variation} \end{aligned}$$

Ces variations constituent soit des **besoins** en fonds de roulement, soit des **dégagements** de fonds de roulement :

Besoins	Dégagements
 + d'actif – de passif	 + de passif – d'actif

Pour chaque catégorie de variations, il est nécessaire de calculer un **solde**.

Si : Dégagements < Besoins = Besoins nets \Rightarrow **Solde négatif (–)**

Si : Dégagements > Besoins = Dégagements nets \Rightarrow **Solde positif (+)**

Le solde doit toujours être **calculé** dans le sens :

$$\text{Dégagements} - \text{Besoins} = \text{Variation nette}$$

A – Le schéma explicatif du tableau de financement (deuxième partie)

Variation du fonds de roulement net global	Besoins = Augmentation de l'actif circulant + Diminution des dettes cycliques	Dégagements = Augmentation des dettes cycliques + Diminution de l'actif circulant	Solde = Dégagements – Besoins
Variation « Exploitation » Variation des actifs d'exploitation Variation des dettes d'exploitation	Valeurs brutes bilan N > Valeurs brutes bilan N – 1 Valeurs brutes bilan N < Valeurs brutes bilan N – 1	Valeurs brutes bilan N < Valeurs brutes bilan N – 1 Valeurs brutes bilan N > Valeurs brutes bilan N – 1	
Totaux			
A. Variation nette « Exploitation »			Si dégagements > besoins ⇒ solde + Si dégagements < besoins ⇒ solde –
Variation « Hors exploitation » Variation des autres débiteurs Variation des autres créditeurs	Valeurs brutes bilan N > Valeurs brutes bilan N – 1 Valeurs brutes bilan N < Valeurs brutes bilan N – 1	Valeurs brutes bilan N < Valeurs brutes bilan N – 1 Valeurs brutes bilan N > Valeurs brutes bilan N – 1	
Totaux			
B. Variation nette « Hors exploitation »			Si dégagements > besoins ⇒ solde + Si dégagements < besoins ⇒ solde –
Total A + B Besoin de l'exercice en FR ou Dégagement net de FR			Si A + B = solde – Si A + B = solde +
Variation « Trésorerie » Variation des disponibilités Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs banques	Valeurs brutes bilan N > Valeurs brutes bilan N – 1 Valeurs brutes bilan N < Valeurs brutes bilan N – 1	Valeurs brutes bilan N < Valeurs brutes bilan N – 1 Valeurs brutes bilan N > Valeurs brutes bilan N – 1	
Totaux			
C. Variation nette « Trésorerie »			Si dégagements > besoins ⇒ solde + Si dégagements < besoins ⇒ solde –
Variation du FRNG Total A + B + C Emploi net ou Ressource nette			Si A + B + C = solde – Si A + B + C = solde +

À NOTER • Il faut exclure du besoin en fonds de roulement les dividendes à payer puisqu'ils figurent dans la première partie du tableau • Les intérêts courus des prêts ou emprunts sont pris en compte dans les variations des autres débiteurs ou créditeurs • Les charges et produits constatés d'avance sont classés dans la deuxième partie du tableau, en exploitation ou hors exploitation.

La deuxième partie du tableau de financement est construite d'après la *relation fondamentale* :

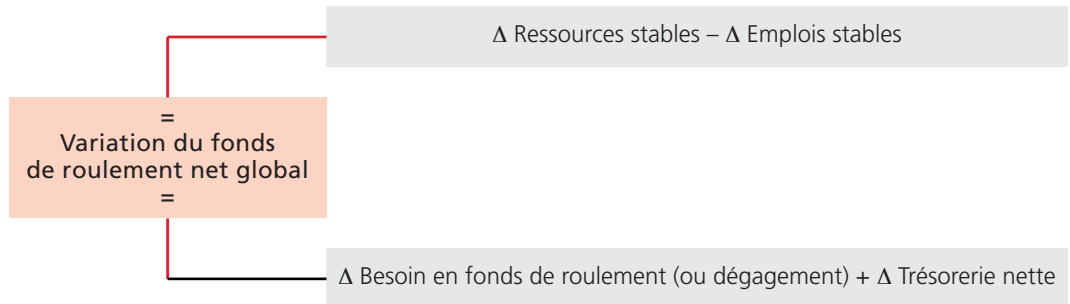
$$\text{Fonds de roulement net global} - \text{Besoin en fonds de roulement} = \text{Trésorerie nette}$$

D'où l'analyse de l'évolution de ses trois composantes :

$$\Delta \text{ Fonds de roulement net global} - \Delta \text{ Besoin en fonds de roulement} = \Delta \text{ Trésorerie nette}$$

D'où les égalités suivantes qui en découlent :

$$\Delta \text{ Fonds de roulement net global} = \Delta \text{ Besoin en fonds de roulement} + \Delta \text{ Trésorerie nette}$$



La variation du fonds de roulement net global déterminée dans le tableau (II) doit être *identique* à celle calculée dans le tableau (I) mais de *signe contraire*.

B – Le modèle du tableau II

La présentation prévue par le Plan comptable général 2014 est reproduite page suivante.

Art 832-10 (suite) Modèle de tableau des emplois et des ressources

II. Tableau de financement en compte

Variation du fonds de roulement net global	Exercice N			Exercice N - 1
	Besoins 1	Dégagement 2	Solde 2 - 1	Solde
Variation « Exploitation »				
Variation des actifs d'exploitation :				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances Clients, Comptes rattachés et autres créances d'exploitation (a) ..				
Variation des dettes d'exploitation :				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes Fournisseurs, Comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (b)				
Totaux				
A. Variation nette « Exploitation » : (c)				
Variation « Hors exploitation »				
Variation des autres débiteurs (a) (d)				
Variation des autres créditeurs (b)				
Totaux				
B. Variation nette « Hors exploitation » (c)				
Total A + B :				
Besoins de l'exercice en fonds de roulement.....				
ou				
Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice				
Variation « Trésorerie »				
Variation des disponibilités				
Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.....				
Totaux				
C. Variation nette « Trésorerie » (c)				
Variation du fonds de roulement net global				
(Total A + B + C) :				
Emploi net				
ou				
Ressource nette				

(a) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(b) Y compris produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(c) Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(d) Y compris valeurs mobilières de placement.

Nota : Cette partie II du tableau peut être adaptée au système de base. Dans ce cas, les variations portent sur l'ensemble des éléments ; aucune distinction n'est faite entre exploitation et hors exploitation.

3 L'utilité du tableau de financement (deuxième partie)

La deuxième partie du tableau de financement permet d'apprécier :

- la gestion du *cycle d'exploitation* de l'entreprise et par conséquent, les politiques de stockage, de crédits clients et fournisseurs ;
 - les conditions de l'*équilibre financier* d'après l'approche fonctionnelle ;
- et de connaître l'*origine des variations* constatées.

Pour mener à bien cette analyse, il convient de comparer l'évolution du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie avec celle de l'activité de l'entreprise.

Exemple

Les éléments des bilans N et N – 1 de l'entreprise Mouret, vous sont communiqués :

Intitulés	Bilan N	Bilan N – 1	Variations
Immobilisations	50 000	52 000	– 2 000
Stocks et en-cours	27 000	20 000	+ 7 000
Créances d'exploitation	30 000	26 000	+ 4 000
Disponibilités	6 000	5 000	+ 1 000
Capital	52 000	50 000	+ 2 000
Réserves	6 000	6 000	–
Résultat de l'exercice	4 000	3 000	+ 1 000
Dettes à long terme	23 000	25 000	– 2 000
Dettes d'exploitation	20 000	16 000	+ 4 000
Banques soldes créditeurs	5 000	4 000	+ 1 000

Autres informations relatives à l'exercice N :

– Capacité d'autofinancement	20 000
– Dividendes à payer	3 000
– Investissements	15 000
– Produits des cessions d'éléments d'actif	5 000
– Remboursement d'emprunt à long terme	6 000
– Nouvel emprunt à long terme	4 000

Présenter la deuxième partie du tableau de financement (en compte).

Le tableau de financement se présente comme suit :

Variation du fonds de roulement net global	Exercice N			Exercice N - 1
	Besoins 1	Dégagement 2	Solde 2 - 1	Solde
Variation « Exploitation »				
Variation des actifs d'exploitation :				
Stocks et en-cours.....	7 000			
Avances et acomptes versés sur commandes.....				
Créances Clients, Comptes rattachés et autres créances d'exploitation (a) :	4 000			
Variation des dettes d'exploitation :				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....				
Dettes Fournisseurs, Comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (b).....		4 000		
Totaux	11 000	4 000		
A. Variation nette « Exploitation » : (c)			- 7 000	
Variation « Hors exploitation »				
Variation des autres débiteurs (a) (d)				
Variation des autres créditeurs (b)				
Totaux				
B. Variation nette « Hors exploitation » (c)				
Total A + B :				
Besoins de l'exercice en fonds de roulement.....			- 7 000	
ou				
Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice				
Variation « Trésorerie »				
Variation des disponibilités	1 000			
Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.....		1 000		
Totaux	1 000	1 000		
C. Variation nette « Trésorerie » (c)			0	
Variation du fonds de roulement net global				
(Total A + B + C) :				
Emploi net			- 7 000	
ou				
Ressource nette				

(a) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(b) Y compris produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(c) Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(d) Y compris valeurs mobilières de placement.

Nota : Cette partie II du tableau peut être adaptée au système de base. Dans ce cas, les variations portent sur l'ensemble des éléments ; aucune distinction n'est faite entre exploitation et hors exploitation.

Le fonds de roulement net global de l'exercice N (7 000 €) a permis de faire face à un besoin en fonds de roulement de l'exercice N de 7 000 €. Ce qui explique une variation de trésorerie nulle.

Synthèse corrigée sur le tableau de financement

Chapitre 20

1 Énoncé

L'entreprise Verdier vous communique les renseignements suivants :

– tableau des amortissements :

Nature des postes	Amortissements cumulés début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés fin d'exercice
Constructions	40 000	80 000		120 000
Installations techniques, matériel et outillage	16 000	35 000		51 000
Matériel de bureau et matériel informatique	20 540	34 830		55 370
Matériel de transport	81 600	138 600	19 200	201 000
	158 140	288 430	19 200	427 370

– tableau des dépréciations :

Nature des postes	Dépréciations début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations fin d'exercice
Titres de participation	20 000	70 000	30 000	60 000
Stocks de marchandises	1 800	1 800		3 600
Clients et comptes rattachés	4 000	2 000	600	5 400
Valeurs mobilières de placement	2 000	1 200		3 200
	27 800	75 000	30 600	72 200

– tableau des provisions :

Nature des postes	Provisions début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions fin d'exercice
Provisions pour risques		24 000		24 000
		24 000		24 000

– comptes de bilan par soldes après inventaire, au 31 décembre N et N – 1 :

Comptes	Soldes en N		Soldes en N – 1	
	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
Terrains	60 000		60 000	
Constructions	1 600 000		1 600 000	
Amortissements des constructions		120 000		40 000
Installations techniques, matériel et outillage industriels	156 000		156 000	
Amortissements des installations techniques, matériel et outillage industriels		51 000		16 000
Matériel de bureau et matériel informatique	138 800		138 800	
Amortissements matériel de bureau et matériel informatique		55 370		20 540
Matériel de transport	504 000		480 000	
Amortissements du matériel de transport		201 000		81 600
Titres de participation	320 000		120 000	
Dépréciations des titres de participation		60 000		20 000
Prêts	100 000		200 000	
Stocks de marchandises	484 000		390 000	
Dépréciations des stocks		3 600		1 800
Clients et comptes rattachés	391 900		108 000	
Dépréciations des comptes clients		5 400		4 000
Débiteurs divers	28 100		22 000	
Charges constatées d'avance	10 000		2 600	
Valeurs mobilières de placement	132 000		66 000	
Dépréciations des valeurs mobilières de placement		3 200		2 000
Banques	8 770		2 540	
Capital		1 400 000		1 000 000
Résultat de l'exercice		384 000	24 000	
Report à nouveau	24 000			
Provisions pour risques		24 000		
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 000 000		1 200 000
Fournisseurs et comptes rattachés		273 500		532 000
Fournisseurs d'immobilisations		60 000		160 000
Sécurité sociale		60 000		152 000
TVA à décaisser		70 000		100 000
États – Impôts sur les bénéfices		146 500		
Créditeurs divers		16 000		10 000
Produits constatés d'avance		24 000		30 000
Total	3 957 570	3 957 570	3 369 940	3 369 940

– autres informations :

- l'entreprise n'a pas contracté de nouvel emprunt ;
- le prix de cession d'un véhicule de transport : 77 600 € (pour une valeur d'origine de 96 000 €) ;
- l'acquisition de matériel de transport : 120 000 €

• les postes du bilan hors exploitation sont les suivants :

{ Valeurs mobilières de placement
Dettes fiscales (impôt sur les sociétés)
Fournisseurs d'immobilisations
Débiteurs divers
Créditeurs divers

Établir le tableau de financement de l'exercice N.

2 Corrigé

Calcul de la capacité d'autofinancement N par la méthode additive :

Résultat de l'exercice	384 000
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (1)	+ 387 430
– Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	– 30 600
+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés (2)	+ 76 800
– Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	– 77 600
= Capacité d'autofinancement	= 740 030

(1) 288 430 + 99 000

(2) 96 000 – 19 200

Montant du remboursement de l'emprunt :

$$1\,200\,000 - 1\,000\,000 = 200\,000 \text{ €}$$

Calculs

Comptes	Valeurs brutes		Variations	
	N	N – 1	Besoins	Dégagements
Variations « Exploitation »				
Stocks de marchandises	484 000	390 000	94 000	
Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation				
• Créances clients et comptes rattachés	391 900	108 000	283 900	
• Charges constatées d'avance	10 000	2 600	7 400	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation				
• Fournisseurs et comptes rattachés	273 500	532 000	258 500	
• Sécurité sociale	60 000	152 000	92 000	
• TVA à décaisser	70 000	100 000	30 000	
• Produits constatés d'avance	24 000	30 000	6 000	
Variations « Hors exploitation »				
Variations des autres débiteurs				
• Débiteurs divers	28 100	22 000	6 100	
• Valeurs mobilières de placement	132 000	66 000	66 000	
Variations des autres créditeurs				
• Fournisseurs d'immobilisations	60 000	160 000	100 000	
• État (IS)	146 500			146 500
• Créditeurs divers	16 000	10 000		6 000
Variations « Trésorerie »				
Banque	8 770	2 540	6 230	
			950 130	152 500

Tableau de financement

Le tableau des emplois et des ressources I. est le suivant :

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N – 1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N – 1
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice.....			Capacité d'autofinancement de l'exercice	740 030	
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :		
Immobilisations incorporelles.....	120 000		Cessions d'immobilisations :		
Immobilisations corporelles			– incorporelles.....		
Immobilisations financières.....	200 000		– corporelles	77 600	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (a)			Cessions ou réductions d'immobilisations financières.....	100 000	
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits).....			Augmentation des capitaux propres :		
Remboursements de dettes financières (b)	200 000		Augmentation de capital ou apports	400 000	
			Augmentation des autres capitaux propres		
			Augmentation des dettes financières (b) (c)		
Total des emplois	520 000		Total des ressources	1 317 630	
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)	797 630		Variation du fonds de roulement net global (emploi net)		

(a) Montant brut transféré au cours de l'exercice.

(b) Sauf concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(c) Hors primes de remboursement des obligations.

Le tableau des emplois et des ressources II. se présente comme suit :

Variation du fonds de roulement net global	Exercice N			Exercice N - 1
	Besoins 1	Dégagement 2	Solde 2 - 1	Solde
Variation « Exploitation »				
Variation des actifs d'exploitation :				
Stocks et en-cours.....	94 000			
Avances et acomptes versés sur commandes.....				
Créances Clients, Comptes rattachés et autres créances d'exploitation (a) .	291 300			
Variation des dettes d'exploitation :				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes Fournisseurs, Comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (b)....	386 500			
Totaux	771 800			
A. Variation nette « Exploitation » : (c)			- 771 800	
Variation « Hors exploitation »				
Variation des autres débiteurs (a) (d)	72 100			
Variation des autres créditeurs (b).....		52 500		
Totaux	72 100	52 500		
B. Variation nette « Hors exploitation » (c)			- 19 600	
Total A +B :				
Besoins de l'exercice en fonds de roulement.....			791 400	
ou				
Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice				
Variation « Trésorerie »				
Variation des disponibilités	6 230			
Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.....				
Totaux	6 230			
C. Variation nette « Trésorerie » (c)			- 6 230	
Variation du fonds de roulement net global				
(Total A +B + C) :				
Emploi net			797 630	
ou				
Ressource nette.....				

(a) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(b) Y compris produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(c) Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(d) Y compris valeurs mobilières de placement.

Nota : Cette partie II du tableau peut être adaptée au système de base. Dans ce cas, les variations portent sur l'ensemble des éléments ; aucune distinction n'est faite entre exploitation et hors exploitation.

La forte progression du fonds de roulement net global est due principalement à une capacité d'autofinancement importante et à une augmentation de capital qui couvrent largement les investissements et le remboursement des emprunts. Cette ressource nette est suffisante pour financer l'augmentation du besoin en fonds de roulement et il en résulte une amélioration de la trésorerie. L'équilibre financier est donc respecté.

PARTIE 7

Les éléments prévisionnels

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif

Chapitre 21

1 Généralités

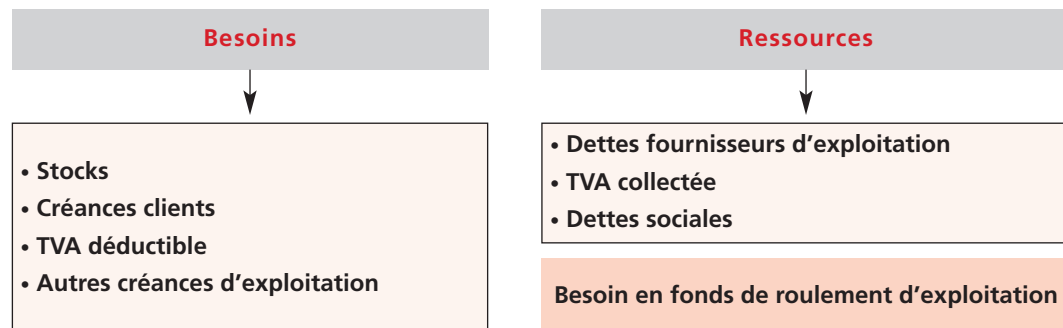
Il s'agit de déterminer le *Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation* (BFRE) *prévisionnel* en tenant compte des *normes* de l'exploitation de l'entreprise, c'est-à-dire de ses propres conditions d'activité.

Cette méthode consiste à exprimer le besoin en fonds de roulement d'exploitation par rapport au *chiffre d'affaires hors taxes*. Elle permet de prévoir notamment les effets de l'évolution du chiffre d'affaires, du lancement d'un nouveau produit, d'un changement de politique de stockage ou de politique commerciale sur le montant du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

La méthode du besoin en fonds de roulement normatif est utilisée également pour *évaluer la partie permanente* du besoin en fonds de roulement d'exploitation et prévoir son financement. Elle est encore appelée méthode *dynamique* ; elle complète la méthode de détermination du besoin en fonds de roulement d'exploitation à partir du bilan fonctionnel, dite méthode statique, assise sur des données historiques.

2 Les principes de calcul

Rappelons les composantes du besoin en fonds de roulement d'exploitation :



La détermination du besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif nécessite plusieurs étapes :

- ① **Distinguer** → pour chaque composante, les **éléments variables** (proportionnels au chiffre d'affaires hors taxes, les créances clients par exemple) et les **éléments fixes** (non proportionnels au chiffre d'affaires hors taxes, les dettes sociales par exemple).
- ② **Calculer** → le **temps d'écoulement** prévisionnel, ou la durée de rotation pour chaque élément.
- ③ **Déterminer** → un **coefficient de pondération** :
 - pour un euro de chiffre d'affaires hors taxes lorsque l'élément est variable ;
 - ou pour un jour de chiffre d'affaires hors taxes lorsque l'élément est fixe.
- ④ **Évaluer** → chaque poste du besoin en fonds de roulement d'exploitation :
 - en **nombre de jours** de chiffre d'affaires hors taxes pour les éléments **variables** ;
 - en **montant** pour les éléments **fixes** :

Temps d'écoulement x Coefficient de pondération

- ⑤ **Calculer** → le besoin en fonds de roulement d'exploitation :
 - en **nombre de jours** de chiffre d'affaires hors taxes pour les éléments **variables** ;
 - en **montant** pour les éléments **fixes** :

Besoin en fonds de roulement d'exploitation = Besoins – Ressources

A – Le calcul des temps d'écoulement

Les durées d'écoulement prévisionnelles sont fournies par les services compétents, ou bien sont calculées à partir des **ratios de rotation** prévisionnels.

Éléments (besoins)	Temps d'écoulement (TE)
Stocks de marchandises	$\frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}} \times 360 \text{ j}$
Stocks de matières	$\frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{Coût d'achat des matières consommées}} \times 360 \text{ j}$

Éléments (besoins)	Temps d'écoulement (TE)
Stocks de produits finis	$\frac{\text{Stock moyen de produits finis}}{\text{Coût de production des produits finis vendus}} \times 360 \text{ j}$
Crédit clients	$\frac{\text{Créances clients + comptes rattachés}}{\text{Chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises}} \times 360 \text{ j}$ <p>Si les règlements clients sont fractionnés, il faut calculer une moyenne. Par exemple : 40 % à 30 j et 60 % à 60 j Soit : TE = (30 x 40 %) + (60 x 60 %) = 12 + 36 = 48 j</p>
TVA déductible	15 jours de temps d'écoulement moyen + délai de paiement

Éléments (ressources)	Temps d'écoulement (TE)
Crédit fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs + comptes rattachés}}{\text{Achats toutes taxes comprises}} \times 360 \text{ j}$ <p>En cas de paiements fractionnés, une moyenne sera calculée.</p>
TVA collectée	15 jours de temps d'écoulement moyen + délai de paiement
Personnel	
Organismes sociaux	

À NOTER • Le nombre de jours d'activité peut être inférieur à 360 jours ; par exemple, si l'entreprise ferme un mois le nombre de jours d'activité est de 330 jours.

B – Le calcul des coefficients de structure

Le calcul des coefficients de structure sert à exprimer les temps d'écoulement en une *même unité* :

- *en jours* de chiffre d'affaires hors taxes pour les éléments variables ;
- *en valeur* pour les éléments fixes.

Éléments (besoins)	Coefficients de structure pour les éléments variables
Stocks de marchandises	$\frac{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$
Stocks de matières	$\frac{\text{Coût d'achat des matières consommées}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$

Éléments (besoins)	Coefficients de structure pour les éléments variables
Stocks de produits finis	$\frac{\text{Coût de production des produits vendus}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$
Crédit clients	$\frac{\text{Chiffre d'affaires toutes taxes comprises}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$
TVA déductible	$\frac{\text{Achats hors taxes} \times \text{Taux de TVA}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$

Éléments (ressources)	Coefficients de structure pour les éléments variables
Crédit fournisseurs	$\frac{\text{Achats toutes taxes comprises}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$
TVA collectée	$\frac{\text{Chiffre d'affaires hors taxes} \times \text{Taux de TVA}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$
Personnel	$\frac{\text{Salaires nets}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$
Organismes sociaux	$\frac{\text{Charges salariales} + \text{charges patronales}}{\text{Chiffre d'affaires hors taxes}}$

Les coefficients de structure relatifs aux éléments fixes sont calculés de la manière suivante :

$$\frac{\text{Charges fixes annuelles concernées}}{360 \text{ j}}$$

À NOTER • Pour le calcul des coefficients de structure, le dénominateur est toujours le montant du chiffre d'affaires hors taxes lorsqu'il s'agit d'éléments variables et toujours le nombre de jours d'activité lorsqu'il s'agit d'éléments fixes.

C – La présentation des calculs

Il est recommandé de présenter les éléments de calcul du besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif dans un **tableau** récapitulatif, présenté ci-dessous :

Éléments	TE	Coefficients de structure		Besoins		Ressources	
	(1)	Pour 1 € de CA HT (2)	Montant par jour (3)	En nombre de jours	En valeur	En nombre de jours	En valeur
Stocks				(1) x (2)	(1) x (3)		
.....							
Fournisseurs						(1) x (2)	(1) x (3)
Totaux				A	B	C	D
Besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif = (A – C) + (B – D)							

Exemple

L'entreprise Picard vous communique les renseignements ci-dessous :

Annexe 1

Achats de matières premières	:	53 250
Stock initial	:	2 250
Stock final	:	3 000
Charges de production	:	120 000
Production vendue	:	375 000
Stock initial de produits	:	15 000
Stock final de produits	:	25 000
Charges fixes globales :		
• salaires nets	:	62 000
• charges sociales	:	44 640

Annexe 2

Durée du crédit clients TTC	:	60 jours
Durée du crédit fournisseurs TTC	:	40 jours
Taux de TVA unique	:	20 %

La TVA est payée le 20 de chaque mois.

La TVA déductible concerne les achats de matières premières et 30 % des charges de production.

Les salaires nets sont payés le dernier jour du mois ; les charges sociales le 13 du mois suivant.

Le nombre de jours d'activité s'élève à 360 jours.

Calculer le besoin en fonds de roulement normatif en jours de chiffre d'affaires hors taxes et en valeur, en distinguant les éléments variables et les éléments fixes.

Estimer en euros le besoin de fonds de roulement supplémentaire si le chiffre d'affaires augmente de 30 %.

Le tableau du besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif se présente comme suit :

Éléments	TE	Coefficients de structure		Besoins		Ressources	
		Pour 1 € de CAHT	Montant par jour	En nombre de jours	En valeur	En nombre de jours	En valeur
Stocks de matières premières	18 (1)	0,14 (7)		18 x 0,14 = 2,52			
Stocks de produits finis	44 (2)	0,43 (8)		44 x 0,43 = 18,92			
Clients	60	1,20 (9)		60 x 1,20 = 72			
TVA déductible	35 (3)	0,048 (10)		35 x 0,048 = 1,68			
Fournisseurs	40	0,286 (11)				40 x 0,286 = 11,44	
TVA collectée	35 (4)	0,20 (12)				35 x 0,20 = 7	
Personnel	15 (5)		172,22 (13)				15 x 172,22 = 2 583,30
Organismes sociaux	28 (6)		124,00 (14)				28 x 124,00 = 3 472,00
				95,12 jours		18,44 jours	6 055,30 €
BFRE normatif = (95,12 j – 18,44 j) – 6 055,30 € 76,68 j de CAHT – 6 055,30 €							

- (1) $\frac{(2\,250 + 3\,000)/2}{53\,250 + 2\,250 - 3\,000} \times 360 \text{ j} = \frac{2\,625}{52\,500} \times 360 = 18$
- (2) $\frac{(15\,000 + 25\,000)/2}{52\,500 + 120\,000 + 15\,000 - 25\,000} \times 360 \text{ j} = \frac{20\,000}{162\,500} \times 360 = 44$
- (3) $15 + 20 = 35$
- (4) $15 + 20 = 35$
- (5) $30/2 = 15$
- (6) $15 + 13 = 28$
- (7) $\frac{52\,500}{375\,000} = 0,14$
- (8) $\frac{162\,500}{375\,000} = 0,43$
- (9) $\frac{375\,000 \times 1,20}{375\,000} = 1,20$
- (10) $\frac{53\,250 + (120\,000 \times 30\, \%)}{375\,000} \times 0,20 = 0,048$
- (11) $\frac{[53\,250 + (120\,000 \times 30\, \%)] \times 1,20}{375\,000} = 0,286$
- (12) $\frac{375\,000 \times 0,20}{375\,000} = 0,20$
- (13) $\frac{62\,000}{360} = 172,22$
- (14) $\frac{44\,640}{360} = 124$

Le montant du besoin en fonds de roulement normatif est de :

$$\frac{375\,000 \times 76,68}{360} - 6\,055,30 = 73\,819,70 \text{ €}$$

L'estimation en euros du *nouveau besoin en fonds de roulement normatif* est la suivante :

– nouveau chiffre d'affaires :

$$375\,000 \times 1,30 = 487\,500 \text{ €}$$

– besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif pour un chiffre d'affaires hors taxes de 487 500 €:

$$\frac{487\,500 \times 76,68}{360} - 6\,055,30 = 97\,782,20 \text{ €}$$

L'analyse dynamique de la trésorerie

Chapitre 22

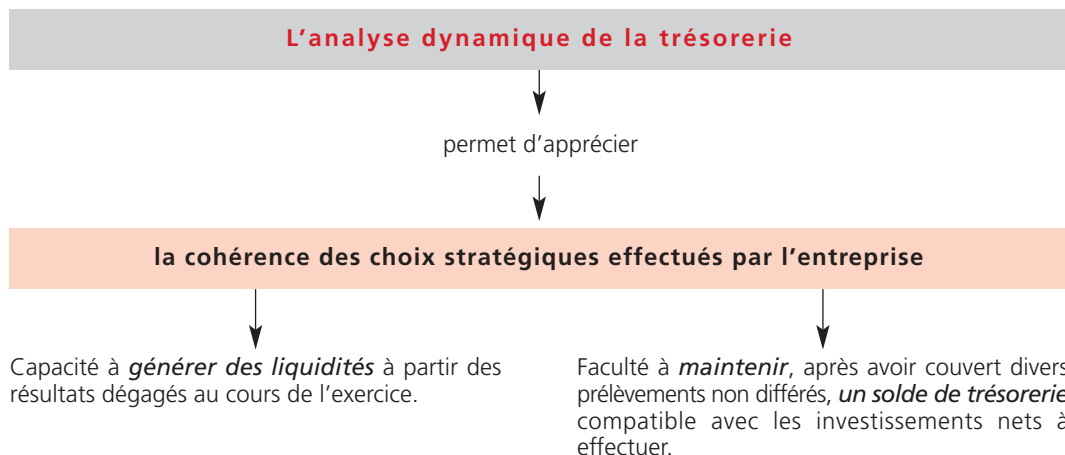
1 Généralités

La trésorerie est un indicateur de gestion fondamental pour l'entreprise. L'analyse de son état et de son évolution permet d'apprécier la **santé financière** de l'entreprise :

- situation saine ;
- difficultés conjoncturelles ou structurelles ;
- défaillance.

L'étude des flux de trésorerie est un complément indispensable du tableau de financement afin d'analyser les encaissements et les décaissements réalisés par l'entreprise au cours d'une période et d'en déduire son degré de **solvabilité** ainsi que ses **besoins de financement**.

Les flux de trésorerie issus des résultats sont révélateurs de la **stratégie** et des **potentialités** de l'entreprise :



Face à un contexte économique difficile

Dans la situation d'une reprise économique fragile, il est indispensable de mener une analyse rigoureuse des flux de trésorerie en prenant soin :

- d'intégrer les évolutions les plus récentes de la situation de l'entreprise et de son environnement ;*
- de prendre en compte les effets des délais de paiement imposés par la loi de modernisation de l'économie ;*
- de réaliser des simulations à court terme selon plusieurs hypothèses d'activité afin d'apprécier la fiabilité des mesures envisagées ;*
- d'analyser mensuellement les écarts entre les prévisions et les réalisations.*

L'objectif majeur est de maintenir un climat de confiance avec les partenaires financiers.

Le présent chapitre et le suivant (voir page 207) présentent les outils de gestion nécessaires à la mise en œuvre d'une gestion de trésorerie efficace.

2 L'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE)

A – Définition

Il est intéressant de mesurer la trésorerie qu'a pu **sécréter l'activité première** de l'entreprise.

L'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE) représente la trésorerie générée par **l'activité d'exploitation** de l'entreprise (opérations liées au cycle d'exploitation) au cours d'un exercice.

L'excédent de trésorerie d'exploitation permet :

D'apprécier

→ la politique commerciale de l'entreprise à travers sa capacité à produire de la trésorerie.

De mesurer

→ la trésorerie générée par l'activité d'exploitation.

D'affiner

→ l'analyse de l'équilibre financier de l'entreprise.

De juger

→ la capacité de l'entreprise à financer sa politique de croissance sans faire appel au financement externe.

De prévenir

→ les risques de défaillance.

Précisons que l'excédent de trésorerie est *indépendant des choix comptables* opérés par l'entreprise (politique d'amortissement, méthode d'évaluation des stocks...).

La notion d'excédent de trésorerie d'exploitation est également un outil d'analyse *prévisionnel*.

Il est utile que l'entreprise détermine le *niveau* d'excédent de trésorerie d'exploitation nécessaire pour *couvrir* le coût des emprunts, l'impôt sur les sociétés, le remplacement des immobilisations usagées (en cas d'autofinancement), la rémunération des associés.

L'excédent de trésorerie d'exploitation est un concept important pour *cerner* et *prévenir* les difficultés de l'entreprise.

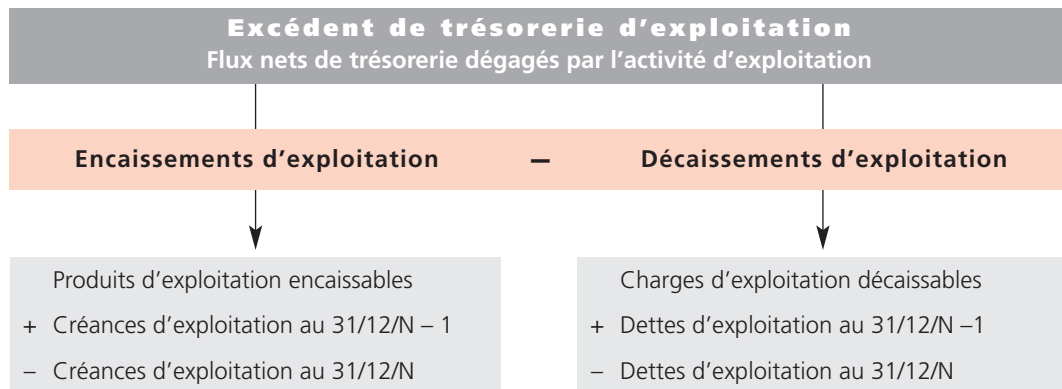
Un excédent de trésorerie d'exploitation *négatif* traduit une situation critique et une rentabilité insuffisante puisque le flux net de trésorerie dégagé par l'exploitation ne suffit pas à financer la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

B – Les modalités de calcul

Il existe deux modes de calcul.

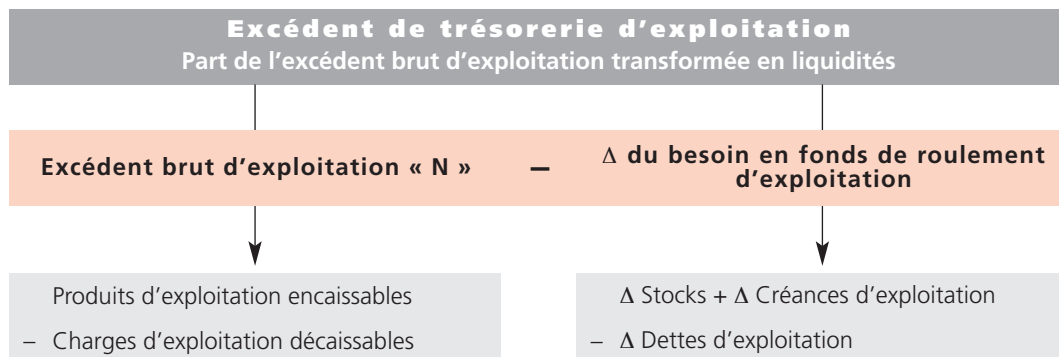
1) Premier mode

L'excédent de trésorerie d'exploitation est calculé à partir de données fournies par le *bilan* et le *compte de résultat* :



2) Deuxième mode

L'excédent de trésorerie d'exploitation est calculé à partir d'*indicateurs de gestion* de l'analyse financière :



Exemple

L'entreprise Prestige fournit les renseignements suivants :

- l'excédent brut d'exploitation de l'exercice N s'élève à 210 000 € ;
- les variations relatives aux éléments du besoin en fonds de roulement d'exploitation sont :

Éléments	Exercice N – 1	Exercice N
Stocks	400 000	430 000
Créances d'exploitation	540 000	590 000
Dettes d'exploitation	730 000	770 000

Calculer l'excédent de trésorerie d'exploitation dégagé par cette entreprise.

Excédent de trésorerie d'exploitation :

$$\begin{aligned}
 \Delta \text{ BFRE} &= [(\Delta \text{ Stocks}) + (\Delta \text{ Créances d'exploitation})] - (\Delta \text{ Dettes d'exploitation}) \\
 &= [(430\,000 - 400\,000) + (590\,000 - 540\,000)] - (770\,000 - 730\,000) \\
 &= 40\,000
 \end{aligned}$$

	Excédent brut d'exploitation	210 000
–	Δ BFRE	40 000
=	Excédent de trésorerie d'exploitation	170 000

L'excédent brut d'exploitation a permis à la fois de financer la croissance du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de dégager un flux de trésorerie positif.

3) L'effet de ciseaux

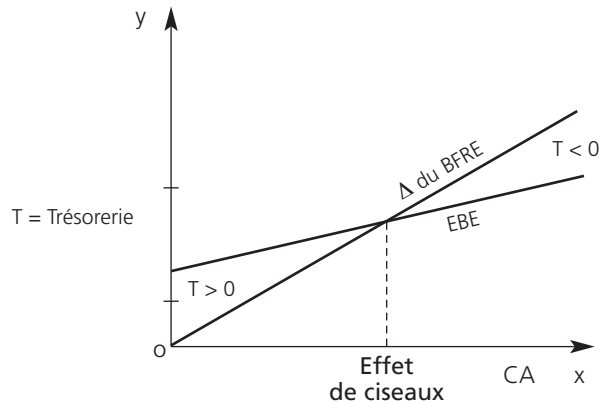
Une forte croissance du chiffre d'affaires a pour conséquence une augmentation de l'excédent brut d'exploitation mais également du besoin en fonds de roulement d'exploitation. Or une croissance du besoin en fonds de roulement d'exploitation supérieure à celle de l'excédent brut d'exploitation peut conduire à des difficultés de trésorerie dans la mesure où l'excédent brut d'exploitation ne suffit pas à financer le besoin de financement du cycle d'exploitation.

L'effet de ciseaux est le **seuil au-delà duquel la croissance du chiffre d'affaires tend à détériorer la trésorerie**.

L'effet de ciseaux est atteint lorsque :

$$\begin{aligned} \text{ETE} &= 0 \\ \text{ou} \\ \text{EBE} &= \Delta \text{BFRE} \end{aligned}$$

Il peut être représenté graphiquement de la manière suivante :



L'effet de ciseaux est utilisé aussi bien au niveau du diagnostic pour constater la crise de croissance qu'au niveau prévisionnel pour la prévenir.

Plusieurs solutions s'offrent à l'entreprise pour réagir *a posteriori* ou *a priori* :

- ralentir la croissance ;
- réduire le besoin en fonds de roulement d'exploitation ;
- négocier auprès des établissements de crédit ;
- augmenter les prix de vente ;
- ...

3 Le tableau des flux de trésorerie

A – Généralités

Le tableau des flux de trésorerie est un document de synthèse qui fait partie de l'annexe consolidée dont l'objectif est d'**expliquer la variation de trésorerie**. Il renseigne sur les encaissements et les décaissements réalisés au cours d'une période.

Le tableau des flux de trésorerie permet :

D'apprécier → les conséquences des choix stratégiques des dirigeants sur la trésorerie de l'entreprise.

D'évaluer → la solvabilité de l'entreprise.

De juger → de l'aptitude de l'entreprise à générer de la trésorerie, à faire face à ses obligations, à financer sa politique de croissance sans avoir recours au financement externe.

D'analyser → l'origine de l'excédent ou du déficit de trésorerie.

D'étudier → l'utilisation des ressources de trésorerie.

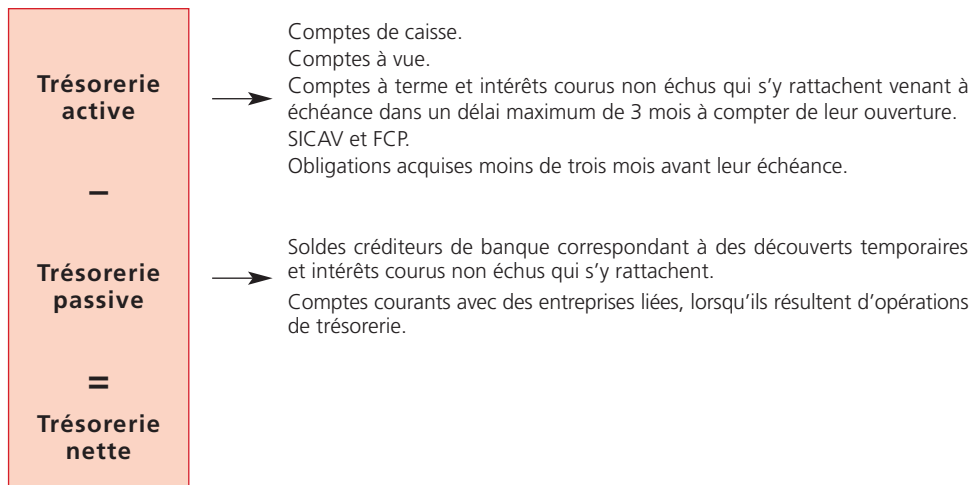
De mesurer → le besoin de financement externe.

D'effectuer → des prévisions.

B – Définition de la trésorerie

Avant d'élaborer un tableau des flux de trésorerie, il est utile de connaître les éléments constitutifs de la trésorerie. Elle est composée uniquement des **rubriques concernées du bilan**, ce qui exclut les éléments hors bilan, notamment les effets escomptés non échus.

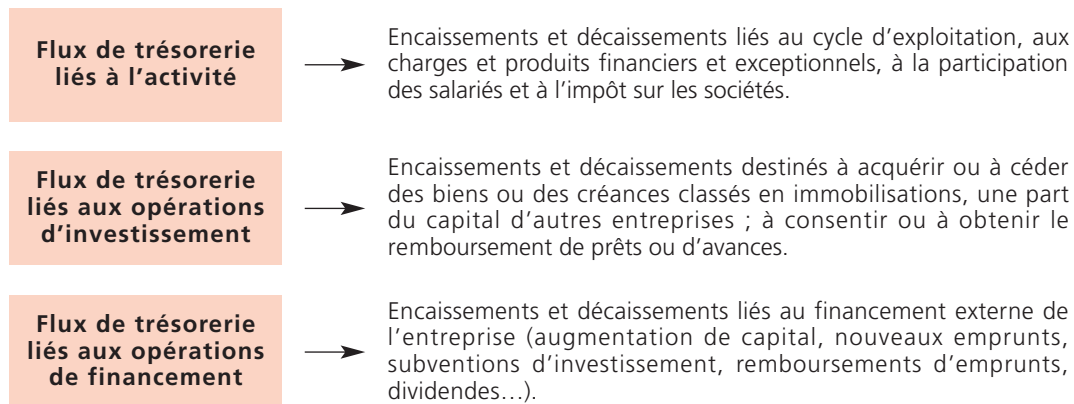
Le calcul de la trésorerie nette s'effectue de la manière suivante :



C – La structure du tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie fait apparaître trois catégories de flux de trésorerie classés selon leur fonction, ainsi que la variation de trésorerie qui en découle.

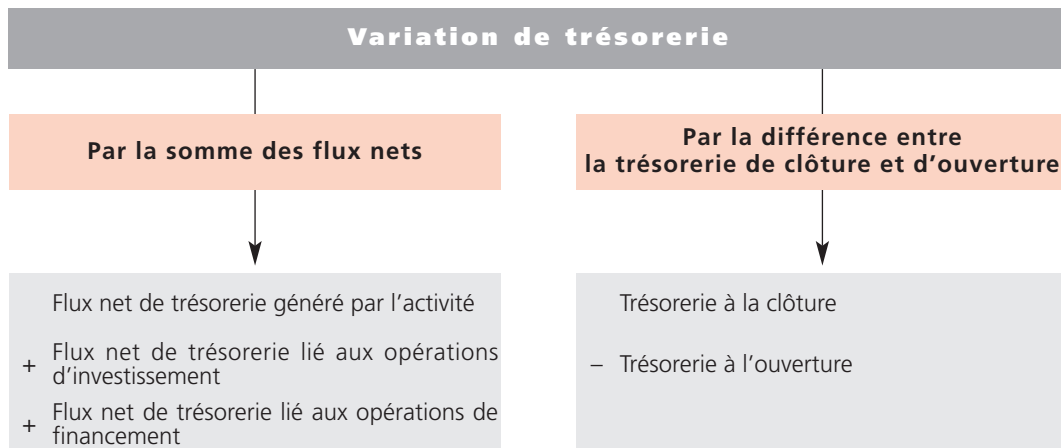
1) Les flux de trésorerie



Pour chaque catégorie de flux un solde, intitulé *flux net*, est calculé par différence entre les encaissements et les décaissements concernés. Il permet de mesurer la contribution de chaque fonction à la formation de la variation de trésorerie.

2) La variation de trésorerie

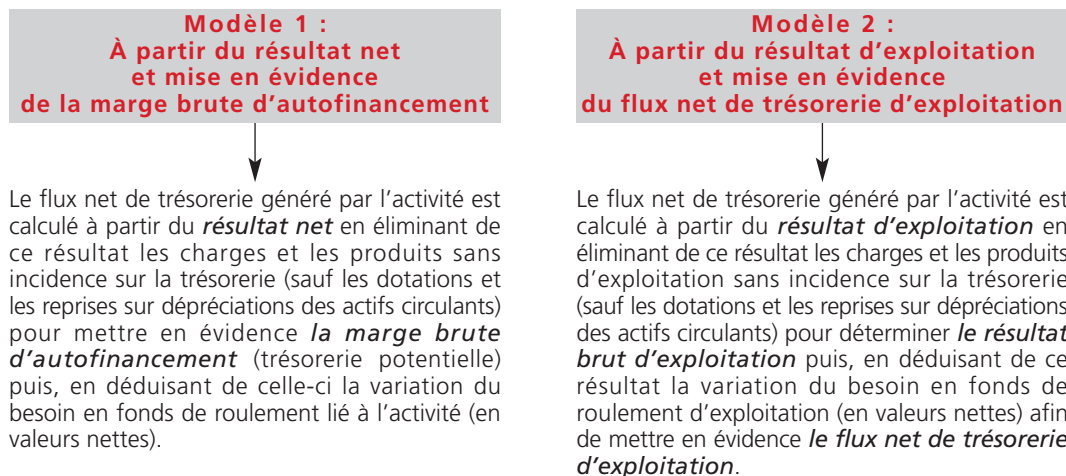
La variation de trésorerie est déterminée de deux manières :



L'équilibre financier de l'entreprise est estimé d'après sa capacité à générer des flux de trésorerie positifs à partir de ses activités.

D – Les modèles du tableau des flux de trésorerie

L'ancien Comité de la réglementation comptable, remplacé par l'Autorité des normes comptables (ANC), a prévu deux modèles applicables indifféremment aux comptes individuels et aux comptes consolidés en référentiel français :



Ces deux modèles sont présentés ci-dessous et page suivante.

**Tableau des flux de trésorerie
établi à partir du résultat net des entreprises intégrées (modèle 1)**

Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net des sociétés intégrées	
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>	
– Amortissements, dépréciations et provisions (1).....	
– Variation des impôts différés	
– Plus-values de cession, nettes d'impôt	
Marge brute d'autofinancement des entreprises intégrées.....	
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence*	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations.....	
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	
Incidence des variations de périmètre (3)*	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère*	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées*	
Augmentations de capital en numéraire	
Émissions d'emprunts.....	
Remboursements d'emprunts.....	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	
VARIATION DE TRÉSORERIE	
Trésorerie d'ouverture	
Trésorerie de clôture.....	
Incidence des variations de cours des devises*	
(1) À l'exclusion des dépréciations sur actif circulant.	
(2) À détailler par grandes rubriques (stocks, créances d'exploitation, dettes d'exploitation).	
(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée. À détailler dans une note annexe.	

* Rubrique propre au tableau consolidé.

Tableau des flux de trésorerie
établi à partir du résultat d'exploitation des entreprises intégrées (modèle 2)

Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat d'exploitation des entreprises intégrées	
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie :</i>	
– Amortissements, dépréciations et provisions (1)	
Résultat brut d'exploitation	
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation (2)	
Flux net de trésorerie d'exploitation	
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité :	
– <i>Frais financiers</i>	
– <i>Produits financiers</i>	
– <i>Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence*</i>	
– <i>Impôt sur les sociétés, hors impôt sur les plus-values de cession</i>	
– <i>Charges et produits exceptionnels liés à l'activité</i>	
– <i>Autres</i>	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations	
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	
Incidence des variations de périmètre (3)*	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère*	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées*	
Augmentations de capital en numéraire	
Émissions d'emprunts	
Remboursements d'emprunts	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	
VARIATION DE TRÉSORERIE	
Trésorerie d'ouverture	
Trésorerie de clôture	
Incidence des variations de cours des devises*	

(1) À l'exclusion des dépréciations sur actif circulant.

(2) À détailler par grandes rubriques (stocks, créances d'exploitation, dettes d'exploitation).

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée. À détailler dans une note annexe.

* Rubrique propre au tableau consolidé.

E – L'interprétation des flux nets de trésorerie

Dans son avis 30, l'Ordre des experts-comptables fournit une analyse des trois flux nets :

Flux net de trésorerie généralisé par l'activité



Le flux net de trésorerie généré par l'activité est un **indicateur essentiel** qui permet d'apprécier la capacité de l'entreprise à rembourser les emprunts, à payer les dividendes et à procéder à de nouveaux investissements sans faire appel à des sources de financement externes.

Le niveau et l'évolution dans le temps de ce flux informe :

- sur le **degré de maîtrise** dont dispose l'entreprise sur les mouvements de trésorerie, dans l'exercice de son activité ;
- sur le **risque de défaillance** ;
- sur la **cohérence des politiques** d'investissement et de financement.

Flux net de trésorerie lié à l'investissement



Les composantes du flux net de trésorerie lié à l'investissement permettent de mesurer les sommes consacrées au **renouvellement et au développement** des activités de l'entreprise en vue de maintenir ou d'accroître le niveau des flux futurs de trésorerie.

En principe, le renouvellement d'un investissement doit être financé grâce à la trésorerie disponible alors qu'un investissement de croissance peut être financé par un emprunt.

Flux net de trésorerie lié au financement



L'analyse des éléments constituant le flux net lié au financement permet :

- d'identifier les **sources de financement** (augmentation des fonds propres, de l'endettement) et les décaissements correspondants (distributions de dividendes, remboursements d'emprunts) ;
- d'apprécier le **mode de couverture** du besoin de financement externe selon son origine (investissements, flux net négatif généré par l'activité) ;
- de mesurer la **qualité des arbitrages** financiers dans l'optique d'améliorer la rentabilité financière de l'entreprise.

Exemple

La société Bertho, spécialisée dans la couverture zinguerie, vous fournit le tableau de financement ainsi que des données tirées des comptes annuels.

Tableau de financement

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N – 1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N – 1
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice	950 000		Capacité d'autofinancement de l'exercice	4 432 000	
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :		
Immobilitisations incorporelles.....	68 000		Cessions d'immobilisations :		
Immobilitisations corporelles	6 032 000		– incorporelles.....		
Immobilitisations financières.....	40 000		– corporelles	630 000	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (a)			Cessions ou réductions d'immobilisations financières.....	4 500	
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits)			Augmentation des capitaux propres :		
Remboursements de dettes financières (b)	4 000 000		Augmentation de capital ou apports.		
			Augmentation des autres capitaux propres		
			Augmentation des dettes financières (b) (c)	6 400 000	
Total des emplois	11 090 000		Total des ressources	11 466 500	
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)	376 500		Variation du fonds de roulement net global (emploi net)		

(a) Montant brut transféré au cours de l'exercice.

(b) Sauf concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(c) Hors primes de remboursement des obligations.

Variation du fonds de roulement net global	Exercice N			Exercice N - 1
	Besoins 1	Dégagement 2	Solde 2 - 1	Solde
Variation « Exploitation »				
Variation des actifs d'exploitation :				
Stocks et en-cours.....	580 000			
Avances et acomptes versés sur commandes.....				
Créances Clients, Comptes rattachés et autres créances d'exploitation (a)	1 728 000			
Variation des dettes d'exploitation :				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....		2 200 000		
Dettes Fournisseurs, Comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (b)				
Totaux	2 308 000	2 200 000		
A. Variation nette « Exploitation » : (c)			- 108 000	
Variation « Hors exploitation »				
Variation des autres débiteurs (a) (d)				
Variation des autres créditeurs (b)		214 000		
Totaux		214 000		
B. Variation nette « Hors exploitation » : (c)			214 000	
Total A + B :				
Besoins de l'exercice en fonds de roulement.....				
ou				
Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice.....			106 000	
Variation « Trésorerie »				
Variation des disponibilités.....	52 000			
Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.....	430 500			
Totaux	482 500			
C. Variation nette « Trésorerie » : (c)			- 482 500	
Variation du fonds de roulement net global				
(Total A + B + C) :				
Emploi net			- 376 500	
ou				
Ressource nette				

(a) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(b) Y compris produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(c) Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(d) Y compris valeurs mobilières de placement.

Nota : Cette partie II du tableau peut être adaptée au système de base. Dans ce cas, les variations portent sur l'ensemble des éléments ; aucune distinction n'est faite entre exploitation et hors exploitation.

Les renseignements complémentaires sont les suivants :

– trésorerie à l'ouverture :	– 865 375 €
– trésorerie à la clôture :	– 382 875 €
– résultat net de l'exercice :	2 612 000 €
– dotations aux amortissements :	1 820 000 €
– dotations aux dépréciations des stocks et des créances :	790 000 €
– dotations aux provisions :	40 000 €
– reprises sur dépréciations des stocks et des créances :	570 000 €
– plus-value sur cessions d'une immobilisation :	260 000 €
– variation des dettes sur immobilisations :	200 000 €

Il n'existe aucun effet escompté non échu et les soldes créditeurs de banques ont un caractère temporaire.

Présenter et commenter le tableau des flux de trésorerie d'après le modèle 1.

Le tableau des flux de trésorerie d'après le modèle 1 est le suivant :

Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net des sociétés intégrées	2 612 200
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :	
– Amortissements, dépréciations et provisions (1)	+ 1 860 000 (a)
– Variation des impôts différés	
– Plus-values de cession, nettes d'impôt	– 260 000
Marge brute d'autofinancement des entreprises intégrées	4 212 000
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence*	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	– (– 126 000) (b)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 338 000
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations	– 5 940 000 (c)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	+ 634 500
Incidence des variations de périmètre (3)*	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	– 5 305 500
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère*	– 950 000
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées*	
Augmentations de capital en numéraire	
Émissions d'emprunts	+ 6 400 000
Remboursements d'emprunts	– 4 000 000
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 450 000
VARIATION DE TRÉSORERIE	482 500 (d)
Trésorerie d'ouverture	– 865 375
Trésorerie de clôture	– 382 875
Incidence des variations de cours des devises*	
(1) À l'exclusion des dépréciations sur actif circulant. (2) À détailler par grandes rubriques (stocks, créances d'exploitation, dettes d'exploitation). (3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée. À détailler dans une note annexe.	

* Rubrique propre au tableau consolidé.

a) Amortissements, dépréciations et provisions

$$1\,820\,000 + 40\,000 = 1\,860\,000 \text{ €}$$

b) Variation du besoin en fonds roulement lié à l'activité

Variation du BFRE d'après le tableau de financement	:	108 000
Dotations aux dépréciations des stocks et créances	:	– 790 000
Reprises sur dépréciations des stocks et créances	:	+ 570 000
Variation des autres créditeurs (214 000 – 200 000)	:	– 14 000
		<hr/>
	=	– 126 000

c) Acquisition des immobilisations

$$(68\,000 + 6\,032\,000 + 40\,000) - 200\,000 = 5\,940\,000\,€$$

d) Variation de trésorerie

$$(4\,338\,000) + (-5\,305\,500) + (1\,450\,000) = 482\,500\,€$$

Commentaire des flux nets de trésorerie :

L'activité de l'entreprise dégage un flux de trésorerie positif dû à une forte marge brute d'autofinancement et a un dégagement en fonds de roulement d'exploitation. Toutefois, il s'avère insuffisant pour couvrir les investissements. Le besoin de financement qui en découle est assuré par l'emprunt.

La trésorerie s'est améliorée puisque le découvert bancaire a largement diminué.

Le budget de trésorerie

Chapitre 23

1 Généralités

Le budget de trésorerie est un *état prévisionnel des flux de trésorerie* (entrées et sorties de liquidités).

Il est le reflet des éléments fournis par les autres budgets de l'entreprise, tels que le budget des investissements, le budget des ventes, le budget des achats...

Le budget de trésorerie permet :

D'établir → la situation prévisionnelle de trésorerie (banque, caisse, banque postale) afin de prémunir l'entreprise contre tout risque de cessation de paiement.

D'équilibrer → tout au long de la période concernée les encaissements et les décaissements.

De prévoir → le besoin de financement externe à court terme et les ressources de financement les mieux adaptées pour le couvrir.

De déterminer → le minimum de liquidités nécessaires à l'entreprise en fonction de ses objectifs.

De synthétiser → l'ensemble des actions de l'entreprise.

De porter → un jugement sur la politique générale de l'entreprise.

Le budget de trésorerie est élaboré généralement *mois par mois* pour une période de 12 mois.

2 La structure du budget de trésorerie

Le budget de trésorerie est constitué de *trois* tableaux :

Le tableau des encaissements prévisionnels

Encaissements *de la période* relatifs aux opérations réalisées :
 – au cours de la *même* période (ventes au comptant...) ;
 – au cours des périodes *précédentes* (règlement des créances clients...).

Le tableau des décaissements prévisionnels

Décaissements *de la période* relatifs aux opérations réalisées :
 – au cours de la *même* période (ventes au comptant...) ;
 – au cours des périodes *précédentes* (paiement des dettes fournisseurs...).

Le tableau de la situation de trésorerie

– le montant total des encaissements *par période* ;
 – le montant total des décaissements *par période* ;
 – les soldes de *chaque période* ;
 – les soldes à la *fin de chaque période* compte tenu du solde initial.

À NOTER • Les opérations de la période dont les encaissements et les décaissements interviendront lors des périodes suivantes constituent des créances ou des dettes prévisionnelles qui figureront dans le bilan prévisionnel.

Pour chaque tableau, les encaissements ou les décaissements peuvent être classés en opérations d'*exploitation* et en opérations *hors exploitation*.

La *TVA à décaisser* fait l'objet d'une attention particulière :

TVA collectée sur les ventes du mois M – 1
+ TVA sur acquisitions et achats de prestations intracommunautaires du mois M – 1
– TVA déductible sur les acquisitions d'immobilisations du mois M – 1*
– TVA déductible sur les autres biens et services du mois M – 1* (y compris sur les acquisitions et les achats de prestations intracommunautaires)
= TVA à décaisser pour le mois M – 1

* L'entreprise peut exercer son droit à déduction dès lors qu'elle possède le document justificatif (facture...) à la date limite de dépôt de la déclaration de TVA. Cette décision permet de déduire la TVA un mois plus tôt et donc d'améliorer la trésorerie.

Son calcul nécessite, le plus souvent, l'élaboration d'un tableau particulier.

3 La présentation des tableaux du budget de trésorerie

Les principaux éléments constitutifs des trois tableaux sont présentés ci-dessous et pages suivantes. En pratique, il est utile de prévoir pour chaque tableau une *dernière colonne destinée aux prévisions de trésorerie* qui seront encaissées ou décaissées au cours de la période ultérieure afin de faciliter l'établissement du bilan prévisionnel.

Tableau des encaissements

Origines	Éléments	Janvier	Février	...
	Recettes d'exploitation			
Budget des ventes →	Ventes encaissées			
Données des périodes précédentes →	Règlements clients			
	Total recettes d'exploitation			
	Recettes hors exploitation			
Données du bilan →	Apports en capital			
Budget de financement des investissements →	Emprunts à plus d'un an			
Budget des investissements et budget de financement des investissements →	Autres recettes (produits financiers, subventions...)			
	Total recettes hors exploitation			
	Recettes totales			

Il faut *exclude* du tableau des encaissements les produits *calculés* et donc non encaissés de la période (reprises sur dépréciations et provisions...).

À NOTER • Il ne faut pas confondre les ventes et les encaissements ; ces derniers sont valorisés toutes taxes comprises, alors que les ventes sont données hors taxes.

Tableau des décaissements

Origines		Éléments	Janvier	Février	...
		Dépenses d'exploitation			
Budget d'approvisionnement	→	Achats comptant			
Données des périodes précédentes	→	Paielements fournisseurs			
Budget de production ou de fonctionnement	→	Salaires et charges sociales			
Budget de TVA et compte de résultat	→	TVA à décaisser, Impôt sur les sociétés			
Budget des charges	→	Autres dépenses (charges financières, redevances versées...)			
		Total dépenses d'exploitation			
		Dépenses hors exploitation			
Budget des investissements	→	Investissements			
Budget de financement	→	Remboursement d'emprunts			
Données du bilan	→	Dividendes			
		Total dépenses hors exploitation			
		Dépenses totales			

Il faut **exclude** du tableau des décaissements les charges **calculées** et donc non décaissées de la période (dotations aux amortissements dépréciations et provisions...).

À NOTER • Il ne faut pas confondre les achats et les décaissements ; ces derniers sont valorisés toutes taxes comprises, alors que les achats sont donnés hors taxes.

Tableau de la situation de trésorerie

Origines	Éléments	Janvier	Février	...
Solde du mois précédent (pour janvier d'après le bilan d'ouverture) →	Solde initial ①			
Tableau des encaissements →	Recettes totales ②			
Tableau des décaissements →	Dépenses totales ③			
② – ③ →	Solde de la période ④			
① + ④ →	Solde à la fin de la période			

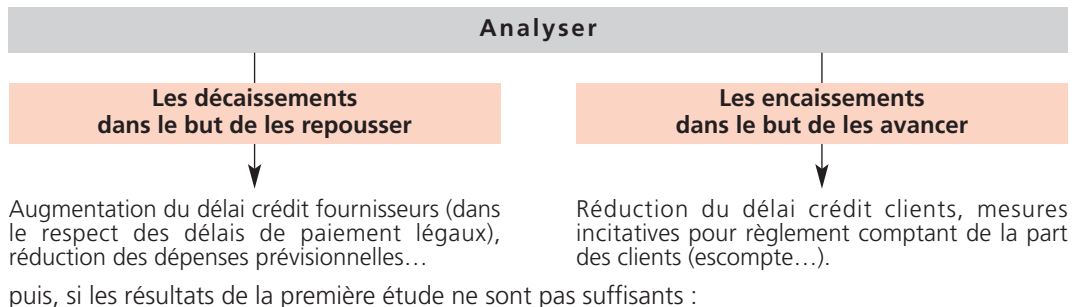
Le solde prévisionnel à la fin de chaque période devra être **comparé** au solde réel afin d'évaluer les **écarts**, d'en rechercher la **cause** et de prendre, si nécessaire, les mesures les plus pertinentes.

4 L'analyse du budget de trésorerie

L'équilibrage de la trésorerie consiste à **résorber** les soldes **négatifs** et à **éliminer** les soldes trop **excédentaires**.

A – Les soldes négatifs

Un solde est négatif lorsque : Recettes < Dépenses. Cela signifie que l'entreprise a un **besoin** de financement à court terme. Elle doit dans un premier temps :



Rechercher

↓

Les **moyens** de financement à court terme nécessaires pour couvrir les besoins de trésorerie (découvert bancaire, mobilisation des créances, affacturage...). Ces moyens de financement engendrent des coûts financiers et des coûts de traitement qu'il faut évaluer et comparer pour effectuer les choix les plus rationnels dans l'objectif de minimiser les coûts.

B – Les soldes positifs

Un solde est positif lorsque : Recettes > Dépenses. Cela signifie que l'entreprise n'a aucun problème de financement à court terme.

Il faudra alors examiner les formes de *placement à court terme* les mieux adaptées afin de rentabiliser les capitaux (SICAV, fonds commun de placement...).

C – Le plan de trésorerie

Le plan de trésorerie reprend la situation de la trésorerie finale de chaque mois fournie par le budget de trésorerie et intègre les données d'équilibrage retenues.

Les nouveaux soldes prévisionnels de trésorerie fin de mois dégagés doivent être *proches de zéro* ou bien *raisonnablement excédentaires*.

Exemple

Le comptable de l'entreprise Marco vous communique les documents suivants :

Prévisions des achats et des charges

Éléments	Octobre	Novembre	Décembre
Achats (règlement 40 % au comptant, 60 % le mois suivant)			
• Hors taxes	124 370	93 280	139 920
• TVA	24 874	18 656	27 984
• Toutes taxes comprises	149 244	111 936	167 904
Charges externes (décaissées le mois même)			
• Hors taxes	18 000	19 500	21 000
• TVA	3 600	3 900	4 200
• Toutes taxes comprises	21 600	23 400	25 200
Salaires nets (décaissés le mois même)	60 000	60 000	60 000
Charges sociales (décaissées le mois suivant)	33 000	33 000	33 000
Dotations aux amortissements	22 500	22 500	22 500

Prévisions des ventes

Éléments	Octobre	Novembre	Décembre
Ventes (règlement 50 % au comptant, 50 % le mois suivant)			
• Hors taxes	310 940	279 850	264 300
• TVA	62 188	55 970	52 860
• Toutes taxes comprises	373 128	335 820	317 160

État des échéances des créances et des dettes du bilan au 30/09/N – 1

Éléments	Montant du bilan	Répartition			Reste
		Octobre	Novembre	Décembre	
Clients et comptes rattachés	275 700	136 200	75 000	45 000	19 500
Fournisseurs et comptes rattachés	205 125	130 125	75 000		
Dettes fiscales et sociales ¹	357 375	97 500*			259 875
Dettes diverses	57 000	42 000	15 000		

* dont : TVA à décaisser : 52 500

Charges sociales : 45 000

En outre, le bilan au 30 septembre N – 1 indique une trésorerie positive de 56 577 €

Établir et commenter le budget de trésorerie du premier trimestre de l'exercice N.

Budget de TVA à décaisser :

Éléments	Octobre	Novembre	Décembre
TVA collectée du mois précédent	inconnu	62 188	55 970
– TVA sur autres biens et services (du mois précédent)	inconnu	28 474 (a)	22 556 (b)
= TVA à décaisser	52 500	33 714	33 414

(a) 24 874 + 3 600

(b) 18 656 + 3 900

Tableau des décaissements prévisionnels :

Éléments	Octobre	Novembre	Décembre
Fournisseurs et comptes rattachés	130 125	75 000	
Dettes diverses	42 000	15 000	
TVA à décaisser	52 500	33 714	33 414
Charges sociales	45 000	33 000	33 000
Salaires nets	60 000	60 000	63 000
Charges externes	21 600	23 400	25 200
Achats octobre	59 698	89 546	—
Achats novembre	—	44 774	67 162
Achats décembre	—	—	67 162
Totaux	410 923	374 434	288 938

Les dotations aux amortissements représentent *une charge non décaissable*.

Tableau des encaissements prévisionnels :

Éléments	Octobre	Novembre	Décembre
Clients et comptes rattachés	136 200	75 000	45 000
Ventes d'octobre	186 564	186 564	—
Ventes de novembre	—	167 910	167 910
Ventes de décembre	—	—	158 580
Totaux	322 764	429 474	371 490

Le budget de trésorerie se présente comme suit :

Éléments	Octobre	Novembre	Décembre
1 Trésorerie initiale	56 577	– 31 582	23 458
2 Encaissements	322 764	429 474	371 490
3 Décaissements	410 923	374 434	288 938
4 Écarts 2 – 3	– 88 159	55 040	82 552
5 Trésorerie finale 1 + 4	– 31 582	23 458	106 010

La trésorerie est positive sur le total du trimestre et s'améliore de mois en mois. Cependant on constate un déficit en octobre. Pour éviter le découvert, l'entreprise peut :

- vérifier si elle profite au maximum des délais de paiement accordés par ses fournisseurs afin de repousser les décaissements ;
- avancer les encaissements ou mobiliser les créances.

Les documents de synthèse prévisionnels

Chapitre 24

1 Généralités

Le compte de résultat prévisionnel, le bilan prévisionnel et le plan de financement constituent des **outils de synthèse** budgétaire.

Ils permettent de vérifier la cohésion de l'**organisation budgétaire** de l'entreprise et le respect des **grands équilibres** (structure financière, trésorerie, formation du résultat) ; dans le cas contraire, une révision des prévisions s'impose.

En outre, dans le **cadre de la prévention des difficultés des entreprises**, certaines entreprises sont dans l'obligation d'établir des documents d'information financière et prévisionnelle dont le compte de résultat prévisionnel et le plan de financement.

Les entreprises concernées sont celles qui à la clôture d'un exercice atteignent ou dépassent au moins un des deux seuils suivants :

- 300 salariés ;
- 18 millions d'euros de chiffre d'affaires net.

2 Le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel est destiné à apprécier les conséquences des actions prévues sur l'**activité** et la **formation du résultat** de l'entreprise pour l'année à venir.

Il permet également :

De mesurer

→ l'**équilibre** dans la formation du résultat compte tenu de l'ensemble des budgets.

D'anticiper

→ les **difficultés** et de réviser les projets en conséquence.

De contrôler

→ la **réalisation** des budgets avec les données réelles du compte de résultat pour la même période.

Le compte de résultat prévisionnel est établi **annuellement** à l'aide des budgets relatifs à l'exploitation (ventes, approvisionnements, production...) et d'éléments prévisionnels issus des budgets d'investissements, de financement, de trésorerie. Un rapport écrit est joint au compte de résultat prévisionnel afin de compléter et de commenter l'information de ce dernier.

Le classement des charges et des produits peut être fait soit :

- par nature ;
- par fonctions.

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître les **résultats prévisionnels**. Il doit permettre la comparaison avec les données réelles de l'exercice précédent.

À titre indicatif et dans le cadre de l'obligation légale de présentation, deux modèles sont proposés. Toutefois, le modèle prévu pour les comptes annuels peut être retenu.

A – Le modèle par nature

Le modèle ci-dessous est préconisé par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes :

Éléments	Prévisionnel N + 1	Réalisé (*) N
Chiffre d'affaires		
Autres produits d'exploitation		
Charges de personnel		
Autres charges d'exploitation		
Dotations/Reprises d'exploitation		
Résultat d'exploitation		
Résultat financier (**)		
Résultat courant avant impôts		
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices		
Résultat net		
(*) Préciser « provisoire » le cas échéant. (**) Dont résultat financier provenant des filiales et participations (si significatif).		

B – Le modèle par fonctions

Le modèle ci-après est préconisé par l'Autorité des normes comptables :

Éléments	N + 1	Réalisé en N
Chiffre d'affaires prévisionnel		
– Coût de production		
= Marge sur coût de production		
– Coûts commerciaux.....		
= Marge brute.....		
– Charges communes non réparties		
= Résultat d'exploitation.....		
– Charges financières nettes.....		
= Résultat courant.....		

3 Le bilan prévisionnel

Le bilan prévisionnel a pour objectif d'apprécier les conséquences des actions prévues sur la *structure financière* de l'entreprise pour l'année à venir.

Il permet également :

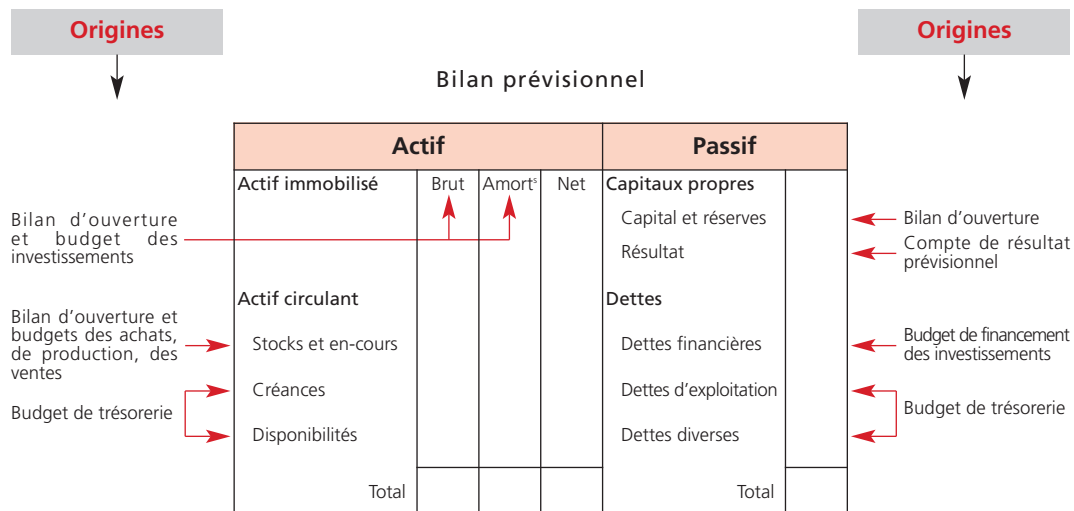
De mesurer → l'*équilibre financier* compte tenu de l'ensemble des budgets.

D'anticiper → les *difficultés* et de réviser les projets en conséquence.

De contrôler → la *réalisation* des budgets par comparaison avec les données réalisées du bilan comptable établi à la même date et d'analyser les écarts financiers.

Le bilan prévisionnel est établi annuellement à l'aide du bilan comptable à l'ouverture de l'exercice et de l'ensemble des budgets.

Sa présentation est identique au modèle prévu pour les comptes annuels.



À NOTER • Le stock final est déterminé à partir des éléments suivants :

- Stock initial + Achats – Sorties (Coût d'achat des marchandises vendues ou matières consommées)
- Le résultat du bilan prévisionnel doit être égal au résultat du compte de résultat prévisionnel.

Exemple

Les éléments, concernant la société Le Guillou, vous sont communiqués :

– bilan au 28 février N :

Actif	Net	Passif	Net
Actif immobilisé		Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles		Capital	1 500 000
Fonds commercial	1 000 000	Réserves	110 000
Immobilisations corporelles		Dettes	
Installations techniques	580 000	Dettes financières	
Matériel informatique	210 000	Emprunt	550 000
Actif circulant		Dettes d'exploitation	
Stocks et en-cours		Fournisseurs	310 500
Stocks de marchandises	215 500	Dettes fiscales et sociales	175 500
Créances et comptes rattachés			
Clients	455 000		
Disponibilités	185 500		
Total	2 646 000	Total	2 646 000

– budget de trésorerie :

Éléments		Mars	Avril	Mai
1	Trésorerie initiale	185 500	302 310	330 585
2	Encaissements ¹	600 000	620 000	580 000
3	Décaissements ²	483 190	591 725	665 503
4	Écarts 2 – 3	+ 116 810	+ 28 275	– 85 503
5	Trésorerie finale 1 + 4	302 310	330 585	245 082

(1) Nature et montant de certains encaissements :

– ventes encaissées : 1 568 352 €

(2) Nature et montant de certains règlements :

– achats de marchandises comptant : 849 671 €

– charges de personnel : 256 500 €

– intérêts : 12 700 €

– publicité : 183 800 €

– emprunt : 150 000 €

– renseignements complémentaires du trimestre N + 1 :

- les créances clients représentent le quart du chiffre d'affaires ;
- les dettes fournisseurs s'élèvent à 40 % des achats du trimestre ;
- la TVA à décaisser du mois de mai est de 19 904 € ;
- le montant à régler aux organismes sociaux en juin est de 67 500 € ;
- le stock de marchandises représente 265 000 € ;
- les dotations aux amortissements sont de 60 000 € pour les installations techniques, et de 25 000 € pour le matériel informatique ;
- la TVA applicable à l'ensemble des opérations est de 20 %.

Établir, pour le premier trimestre de l'exercice N + 1 :

– le compte de résultat prévisionnel par nature ;

– le bilan prévisionnel.

Le compte de résultat prévisionnel par nature est le suivant :

Éléments	Prévisionnel N + 1	Réalisé (*) N
Chiffre d'affaires ¹	1 742 613	
Autres produits d'exploitation		
Achats de marchandises ²	1 180 099	
Variation des stocks ³	– 49 500	
Charges de personnel	256 500	
Autres charges d'exploitation	183 800	
Dotations/Reprises d'exploitation	85 000	
Résultat d'exploitation	86 714	
Charges financières	12 700	
Résultat financier (**)	– 12 700	
Résultat courant avant impôts	74 014	
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices		
Résultat net	74 014	
(*) Préciser « provisoire » le cas échéant.		
(**) Dont résultat financier provenant des filiales et participations (si significatif).		

- (1) Montant des ventes toutes taxes comprises :
 $1\,568\,352 \times 4/3 = 2\,091\,136 \text{ €}$
 Montant du chiffre d'affaires hors taxes :
 $2\,091\,136 / 1,20 = 1\,742\,613 \text{ €}$
- (2) Montant total des achats toutes taxes comprises :

$$\frac{849\,671 \times 100}{60} = 1\,416\,118 \text{ €}$$

 Montant des achats hors taxes :
 $1\,416\,118 / 1,20 = 1\,180\,099 \text{ €}$
- (3) Variation des stocks :
 $215\,500 - 265\,000 = -49\,500 \text{ €}$

Le bilan prévisionnel se présente comme suit :

Actif	Net	Passif	Net
Actif immobilisé		Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles		Capital	1 500 000
Fonds commercial	1 000 000	Réserves	110 000
Immobilisations corporelles ¹		Résultat de l'exercice	74 014
Installations techniques	520 000	Dettes	
Matériel informatique	185 000	Dettes financières	
Actif circulant		Emprunt	400 000
Stocks et en-cours		Dettes d'exploitation	
Stocks de marchandises	265 000	Fournisseurs ³	566 448
Créances et comptes rattachés		Dettes fiscales et sociales	87 404
Clients ²	522 784		
Disponibilités	245 082		
Total	2 737 866	Total	2 737 866

(1) Déduire le montant des dotations :

$$580\,000 - 60\,000 = 520\,000 \text{ €}$$

$$210\,000 - 25\,000 = 185\,000 \text{ €}$$

(2) Montant des ventes toutes taxes comprises :

$$1\,742\,613 \times 1,20 = 2\,091\,136 \text{ €}$$

Le 1/4 représente les créances clients :

$$2\,091\,136 \times 1/4 = 522\,784 \text{ €}$$

(3) Montant des achats toutes taxes comprises :

$$1\,180\,099 \times 1,20 = 1\,416\,119 \text{ €}$$

40 % représentent les dettes fournisseurs :

$$1\,416\,119 \times 40 \% = 566\,448 \text{ €}$$

4 Le plan de financement

A – Définition

Le plan de financement est un *état financier prévisionnel à moyen terme*.

Il consiste à déterminer :

- le **montant** et l'**origine** des ressources ou capitaux qui seront nécessaires **pour couvrir** les besoins de financement à moyen terme constitués essentiellement par les investissements et les besoins en fonds de roulement ;
- les conditions de réalisation de l'**équilibre financier** sur le moyen terme.

Le plan de financement est conçu pour une période de **trois à cinq ans** et pour chaque exercice de la période choisie. Un rapport écrit est joint au plan de financement prévisionnel afin de compléter et de commenter l'information de ce dernier.

Il permet :

- **de vérifier** la cohérence financière de la stratégie de développement de l'entreprise ;
- **de prévenir** les difficultés financières ;
- **de négocier** avec les établissements de crédit ;
- **de contrôler** la politique de l'entreprise par l'analyse des écarts entre les prévisions et les données réelles.

Il permet également d'établir les bilans prévisionnels de fin d'exercice à partir du dernier bilan réel :

Bilan de fin d'exercice N
+ Plan de financement de fin d'exercice N + 1
= Bilan de fin d'exercice N + 1

B – La structure du plan de financement

La présentation du plan de financement est semblable à celle du tableau de financement Emplois–Ressources :



Dans le cadre de l'obligation légale de présentation, la structure du plan de financement peut être la suivante :

Voir tableau page ci-contre.

Éléments	Années					
	N	N + 1	N + 2	N + 3	N + 4	N + 5
I. Variation des emplois <ul style="list-style-type: none"> • Dividendes à distribuer¹ • Investissements nouveaux • Besoins en fonds de roulement • Remboursement des emprunts • Autres Total						
II. Variation des ressources <ul style="list-style-type: none"> • Capacité d'autofinancement • Désinvestissements • Ressources extérieures <ul style="list-style-type: none"> – Capital – Subventions et prêts participatifs – Emprunts à long terme • Autres Total						
III. Excédent (Insuffisance) des ressources						
(1) Le cas échéant						

Excédent de ressources \Rightarrow Augmentation des disponibilités

Insuffisance de ressources \Rightarrow Accroissement du besoin de financement à court terme

C – L'équilibre du plan de financement

Pour assurer l'équilibre financier, on distingue plusieurs phases :

① **Distinguer** \longrightarrow les besoins de financement à long terme.

② **Calculer** \longrightarrow les ressources internes.

③ **Déterminer** \longrightarrow les ressources externes nécessaires.

④ **Évaluer** \longrightarrow les moyens de financement externes $\begin{cases} \longrightarrow \text{augmentation de capital ;} \\ \longrightarrow \text{emprunt.} \end{cases}$

Le plan de financement est rarement équilibré lors de sa première ébauche ; il faut donc procéder à un équilibrage par itérations. La recherche de l'équilibre modifie alors les emplois et les ressources déterminés dans le plan initial. Il ne s'agit pas d'un simple calcul arithmétique mais d'une optimisation de l'équilibre financier.

À NOTER • La solution du crédit-bail a pour conséquence la suppression du besoin de financement
• Les besoins en fonds de roulement sont déterminés par la méthode normative et à partir d'une situation donnée
• Si le fonds de roulement de début de période est supérieur aux besoins, l'entreprise peut procéder à un prélèvement sur le fonds de roulement.

Le total des ressources prévisionnelles doit être *supérieur* au total des besoins prévisionnels pour que l'entreprise puisse disposer d'une marge de sécurité en cas d'erreurs de prévisions ou de besoins de financement non prévus.

Le plan de financement que l'entreprise choisira sera celui qui *ajustera au mieux* le plan d'investissement à la structure financière de l'entreprise et à la rentabilité à venir.

Dans le contexte actuel, il doit être élaboré avec l'objectif de préparer la sortie de crise.

L'exécution du plan de financement s'effectue sur deux périodes :

① **Réalisation** —> des investissements prévus.

② **Remboursement** —> des crédits obtenus.

L'entreprise doit vérifier qu'elle n'a pas excédé sa capacité d'emprunt. Elle effectue alors une comparaison entre les annuités de remboursement des emprunts et sa capacité d'autofinancement.

D – Le contrôle du plan de financement

Le contrôle s'effectue par *comparaison* entre les données de l'analyse des bilans de fin d'exercice et celles du plan de financement.

La constatation et l'analyse des écarts permet de *rectifier* et de *mettre à jour* le plan de financement.

Exemple

L'entreprise Vialat vous fournit les informations suivantes :

– projet d'investissement :

Éléments	Année 1	Année 2	Année 3
Constructions	120 000	70 500	
Installations	59 400	68 600	
Outillage	46 800		
Matériel informatique			34 200
Véhicules			58 000
Matériel de bureau	25 000		15 000
Totaux	251 200	139 100	107 200

– annuités d'amortissement prévisionnelles :

Éléments	Année 1	Année 2	Année 3
Constructions	6 000	6 000	6 000
Installations	11 880	11 880	11 880
Outillage 1	14 625	10 055	6 913
Outillage 2		22 032	15 147
Matériel informatique 1		27 440	16 464
Matériel informatique 2			13 680
Véhicules			14 500
Matériel de bureau 1	5 000	5 000	5 000
Matériel de bureau 2			3 000
Totaux	37 505	82 407	92 584

Les investissements sont acquis en début d'exercice.

Une augmentation de capital de 240 000 € est prévue dès le début de l'année 1.

Un emprunt de 120 000 € sera contracté la première année remboursable en quatre ans par fractions égales.

Les besoins en fonds de roulement seront de :

- 64 500 € la 1^{re} année ;
- 99 800 € la 2^e année ;
- 99 300 € la 3^e année.

La distribution annuelle des dividendes sera de 38 000 €.

Les résultats nets des 3 exercices sont estimés à : 80 000 €, 120 000 €, 190 000 €.

Le taux d'impôt sur les sociétés (IS) est de 33 1/3 %.

Si un déséquilibre financier apparaît, il faudra remplacer l'acquisition de l'outillage la première année par un crédit-bail de 72 mensualités de 700 €.

NB : Arrondir les chiffres à l'euro supérieur.

Établir le plan de financement sur trois ans.

Plan de financement :

Éléments	Année 1	Année 2	Année 3	Total
I. Variation des emplois				
• Dividendes à distribuer (I)	38 000	38 000	38 000	114 000
• Investissements nouveaux				
– constructions	120 000			120 000
– installations	59 400			59 400
– outillage	46 800	70 500		117 300
– matériel informatique		68 600	34 200	102 800
– véhicules			58 000	58 000
– matériel de bureau	25 000		15 000	40 000
• Besoins en fonds de roulement	64 500	99 800	99 300	263 600
• Remboursement des emprunts	30 000	30 000	30 000	90 000
• Autres				
Total	383 700	306 900	274 500	965 100
II. Variation des ressources				
• Capacité d'autofinancement				
– résultats nets	80 000	120 000	190 000	390 000
– dotations aux amortissements	37 505	82 407	92 584	212 496
• Désinvestissements				
• Ressources extérieures				
– capital	240 000			240 000
– subventions et prêts participatifs				
– emprunts à long terme		120 000		120 000
• Autres				
Total	357 505	322 407	282 584	962 496
I. Excédent (Insuffisance) des ressources	– 26 195	+ 15 507	+ 8 084	– 2 604
(I) Le cas échéant				

On constate une insuffisance de ressources dès la première année. Il faut donc supprimer l'acquisition de l'outillage et le remplacer par un contrat de crédit-bail dont les redevances annuelles s'élèveront à :

$$700 \times 12 = 8\,400 \text{ €}$$

Plan de financement modifié :

Éléments	Année 1	Année 2	Année 3	Total
Excédent (Insuffisance) des ressources	- 26 195	15 507	+ 8 084	- 2 604
Acquisition de l'outillage	+ 46 800			+ 46 800
Dotations aux amortissements	- 14 625	- 10 055	- 6 913	- 31 593
Variation des résultats nets*	+ 4 150	+ 1 103	- 991	+ 4 262
Nouvel excédent (Insuffisance) des ressources	+ 10 130	+ 6 555	+ 180	+ 16 865

* Le calcul de la variation des résultats nets s'effectue de la manière suivante :

Éléments	Année 1	Année 2	Année 3
Résultats nets précédents	80 000	120 000	+ 190 000
Résultats avant impôts*	119 994	+ 179 991	284 986
+ Diminution d'amortissements	+ 14 625	- 10 055	- 6 913
- Charges de crédit-bail	- 8 400	- 8 400	- 8 400
Résultats corrigés avant impôts	126 219	181 646	283 499
Résultats corrigés après impôts	84 150	121 103	189 009
Variation des résultats nets	+ 4 150	+ 1 103	- 991

* Année 1 : $80\,000 / 0,6667 = 119\,994\,€$

Année 2 : $120\,000 / 0,6667 = 179\,991\,€$

Année 3 : $190\,000 / 0,6667 = 284\,986\,€$

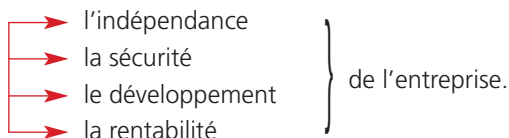
Le levier financier

Chapitre 25

1 L'endettement

Après avoir comparé les *besoins* de financement avec les *ressources* de financement, afin d'en vérifier l'équilibre, il est nécessaire d'analyser la *structure* des ressources de financement et de déterminer la part de l'*endettement* dans la constitution des ressources durables.

Le degré d'endettement a une incidence sur :



La recherche d'indépendance et de sécurité financière est obtenue par une *réduction* de l'endettement.

En revanche, le développement et la rentabilité de l'entreprise sont facilités par le *recours* à l'endettement.

Il est nécessaire d'établir un *équilibre* permettant à l'entreprise d'atteindre ses objectifs tout en limitant sa vulnérabilité afin de ne pas inquiéter ses partenaires et ses prêteurs.

2 La rentabilité

L'objectif de toute entreprise est de réaliser des bénéfices, donc de *rentabiliser* ses capitaux investis pour assurer son *développement* et rémunérer les *apporteurs* de capitaux.

La rentabilité est un aspect fondamental de la gestion de l'entreprise.

La rentabilité de l'entreprise se mesure à l'aide des **ratios** suivants :

Rentabilité économique

$$\rightarrow \frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Capital engagé pour l'exploitation (ou actif économique)}} \quad \text{ou} \quad \frac{\text{Résultat d'exploitation net d'IS}}{\text{Capital engagé pour l'exploitation (ou actif économique)}}$$

Rentabilité financière

$$\rightarrow \frac{\text{Résultat net ou courant}}{\text{Capitaux propres}}$$

3 L'effet de levier

Sachant que l'endettement a une influence sur la rentabilité des capitaux investis, l'analyse du levier financier permet de **mesurer l'effet** positif ou négatif de l'endettement sur la rentabilité, en comparant le **coût** de l'endettement à la **rentabilité** économique.

La formulation la plus courante de l'effet de levier est la suivante :

$$\text{Effet de levier (E)} = \left(\frac{\text{Taux de rentabilité économique}}{\text{Taux d'intérêt des emprunts}} - 1 \right) \times \frac{\text{Capitaux empruntés}}{\text{Capitaux propres}}$$

Trois situations peuvent se présenter.

A – L'effet de levier positif

Lorsque l'effet de levier est **positif**, la rentabilité des capitaux propres **croît** avec l'endettement :

$$\text{Taux d'intérêt des emprunts} < \text{Taux de rentabilité économique} \Rightarrow \text{Augmentation du taux de rentabilité des capitaux propres}$$

L'effet de levier est toutefois limité par la capacité d'endettement de l'entreprise et le risque financier qu'elle encourt.

B – L'effet de levier négatif

Lorsque l'effet de levier est **négatif**, le coût de l'endettement **n'est pas couvert** par la rentabilité économique ; il s'agit de **l'effet de massue** :

$$\text{Taux d'intérêt des emprunts} > \text{Taux de rentabilité économique} \Rightarrow \text{Diminution du taux de rentabilité des capitaux propres}$$

C – L'effet de levier nul

Lorsque l'effet de levier est *nul*, l'endettement est *neutre* par rapport à la rentabilité des capitaux propres :

$$\text{Taux d'intérêt des emprunts} = \text{Taux de rentabilité économique} \Rightarrow \text{Maintien du taux de rentabilité des capitaux propres}$$

Exemple

L'entreprise Airelle envisage un investissement de 1 000 000 €. Elle étudie plusieurs modes de financement, afin d'apprécier l'influence de son endettement sur la rentabilité de ses capitaux en fonction de deux hypothèses de rentabilité économique : l'une à 20 % et l'autre à 8 %.

Modes de financement :

- financement sans emprunt ;
- financement à 40 % par un emprunt, taux d'intérêt 10 % \Rightarrow effet de l'emprunt
- financement à 40 % par un emprunt, taux d'intérêt 8 % \Rightarrow effet de la baisse du taux d'intérêt
- financement à 60 % par un emprunt, taux d'intérêt 8 % \Rightarrow effet de l'augmentation de l'endettement

Établir pour chacune des deux hypothèses un tableau des résultats en le commentant.

Première hypothèse avec une rentabilité économique de 20 % :

Éléments	Financement			
	sans emprunt	à 40 % par emprunt au taux de 10 %	à 40 % par emprunt au taux de 8 %	à 60 % par emprunt au taux de 8 %
Montant de l'investissement	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Montant de l'emprunt	0	400 000	400 000	600 000
Taux de rentabilité économique	20 %	20 %	20 %	20 %
Capitaux propres	1 000 000	600 000	600 000	400 000
Charges financières	0	40 000	32 000	48 000
Résultat courant	200 000	160 000	168 000	152 000
Rentabilité financière	$\frac{200\,000}{1\,000\,000} \times 100$ = 20 %	$\frac{160\,000}{600\,000} \times 100$ = 26,67 %	$\frac{168\,000}{600\,000} \times 100$ = 28 %	$\frac{152\,000}{400\,000} \times 100$ = 38 %
Effet de levier	—	(20 % – 10 %) 0,667 = 6,67 %	(20 % – 8 %) 0,667 = 8 %	(20 % – 8 %) 1,5 = 18 %

Cette hypothèse permet de vérifier que l'effet de levier naît d'un endettement et qu'il croît :

- avec la baisse du taux d'intérêt ;
- avec l'augmentation du taux d'endettement ;

et qu'il est favorable tant que le taux d'intérêt est inférieur au taux de rentabilité économique.

Deuxième hypothèse avec une rentabilité économique de 8 % :

Éléments	Financement			
	sans emprunt	à 40 % par emprunt au taux de 10 %	à 40 % par emprunt au taux de 8 %	à 60 % par emprunt au taux de 8 %
Montant de l'investissement	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Montant de l'emprunt	0	400 000	400 000	600 000
Taux de rentabilité économique	8 %	8 %	8 %	8 %
Capitaux propres	1 000 000	600 000	600 000	400 000
Charges financières	0	40 000	32 000	48 000
Résultat courant	80 000	40 000	48 000	32 000
Rentabilité financière	$\frac{80\,000}{1\,000\,000} \times 100$ = 8 %	$\frac{40\,000}{600\,000} \times 100$ = 6,7 %	$\frac{48\,000}{600\,000} \times 100$ = 8 %	$\frac{32\,000}{400\,000} \times 100$ = 8 %
Effet de levier	—	$(8\% - 10\%) 0,667$ = 1,30	0 %	0 %

Cette hypothèse permet de vérifier :

- que l'effet de levier est négatif quand le taux d'intérêt est supérieur au taux de rentabilité économique ;
- qu'il est nul quand le taux d'intérêt est égal au taux de rentabilité économique quel que soit le niveau d'endettement.

Bibliographie

1 Les ouvrages de référence

GRANDGUILLOT (B. et F.), *Exercices d'analyse financière avec corrigés 2014/2015*, Gualino éditeur, coll. Zoom's.

GRANDGUILLOT (B. et F.), *L'essentiel de l'analyse financière 2014/2015*, Gualino éditeur, coll. Carrés Rouge.

GRANDGUILLOT (B. et F.), *Analyse financière 2014/2015*, Gualino éditeur, coll. En poche.

HARB (E. G.), VERYZHENKO (I.), MASSET (A.), MURAT (P.), *Finance*, Dunod, 2014, coll. Openbook.

MARION (A.), *Analyse financière*, Dunod, 2011.

SALVA (M.), *Comprendre l'analyse financière*, Vuibert, 2012.

2 Les périodiques

Revue française de comptabilité (RFC), Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables

La revue fiduciaire comptable (RFC), Groupe Revue Fiduciaire

3 Les sites internet

Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables : www.experts-comptables.fr

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : www.minefe.gouv.fr

Portail Revue Fiduciaire : revuefiduciaire.grouperf.com

Legifrance, le service public de l'accès au droit : legifrance.gouv.fr

L'information gratuite sur les entreprises : www.societe.com

ndex

A

Actif :

- Actif à moins d'un an, 130, 131
- Actif à plus d'un an, 130, 131
- Actif circulant, 30
- Actif circulant brut, 102
- Actif fictif, 131
- Actif immobilisé, 30
- Actif réel, 131
- Actif stable, 102

Annexe, 37

Autofinancement, 78

B

Besoins, 171

Besoin en fonds de roulement, 113 et s.

Besoin en fonds de roulement d'exploitation
normatif, 185 et s.

Bilan :

- Bilan, 29
- Bilan financier, 129 et s., 132
- Bilan fonctionnel, 101 et s.
- Bilan prévisionnel, 219 et s.

Budget :

- Budget de trésorerie, 209 et s.
- Budget des décaissements, 212
- Budget des encaissements, 211

C

Capacité d'autofinancement, 73

Capacité d'endettement, 107, 139

Capital engagé pour l'exploitation, 156

Capitaux propres, 34

Charges :

- Charges, 25
- Charges de personnel, 71
- Charges fixes, 83
- Charges semi-variables, 83
- Charges variables, 83

Coefficients de structure, 189

Compte de résultat, 23

Compte de résultat différentiel :

- Entreprise commerciale, 86
- Entreprise de production, 85

Coût variable, 84

Compte de résultat prévisionnel, 217

Créances, 32

Crédit-bail, 71, 103

D

Décaissements d'exploitation, 196

Découvert bancaire, 103

Dégagements, 171

Délai :

- Délai de rotation des clients, 117, 152

Délai de rotation des fournisseurs, 117, 152
 Délai de rotation des stocks, 117, 152
 Dépréciations, 31
 Dettes :
 Dettes, 34
 Dettes à moins d'un an, 131
 Dettes à plus d'un an, 131
 Dettes circulantes, 102
 Dettes financières, 34
 Dividendes, 78, 164

E

Effet de levier, 229
 Effets escomptés non échus, 101, 102, 131
 Emplois stables, 102, 164
 Encaissements d'exploitation, 196
 Endettement, 225
 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice, 43
 Excédent brut d'exploitation, 62
 Excédent de trésorerie d'exploitation, 194
 Exigibilité du passif, 130

F

Fonds de roulement financier, 139
 Fonds de roulement net global, 112 et s.
 Frais d'établissement, 131

I

Impôts et taxes, 71
 Insuffisance brute d'exploitation, 62
 Indépendance financière, 73, 152
 Indice de sécurité, 91

L

Levier d'exploitation, 96
 Levier financier, 225
 Liquidité de l'actif, 131 et s.
 Liquidité du bilan, 138

M

Marge commerciale, 61
 Marge de sécurité, 91
 Marge sur coût variable, 84

P

Part de valeur ajoutée :
 Consacrée au facteur capital, 153
 Revenant à l'entreprise, 153
 Revenant aux associés, 153
 Revenant aux prêteurs, 153
 Revenant au personnel (facteur travail), 153
 Passif :
 Passif à moins d'un an, 130, 131
 Passif à plus d'un an, 130, 131
 Passif circulant, 102
 Produits, 27
 Plan de financement, 217
 Point mort, 90
 Production de l'exercice, 61
 Provisions pour risques et charges, 30

R

Ratios, 149 et s.
 Ratio d'activité, 149 et s.
 Ratio d'autonomie financière, 107, 139
 Ratio de crédit clients, 116, 153
 Ratio de crédit fournisseurs, 116, 153
 Ratio de financement des emplois stables, 107
 Ratios de liquidité, 139
 Ratio de productivité du personnel, 152
 Ratios de rentabilité, 145 et s.
 Ratios de rotation, 116, 148
 Ratios de solvabilité, 140, 159
 Ratios de structure, 149 et s.
 Rendement de l'équipement, 152
 Rentabilité financière, 154
 Rentabilité économique, 154
 Taux de marge brute, 153
 Taux de marge nette, 154

Ressources externes, 71
 Ressources internes, 71
 Ressources stables, 102, 159
 Résultat, 63 et s.
 Résultat courant avant impôt, 63
 Résultat d'exploitation, 63
 Résultat exceptionnel, 63
 Résultat net de l'exercice, 64
 Résultat prévisionnel, 102
 Résultat sur cessions d'éléments d'actif immobilisés, 64
 Retraitements, 71, 103, 131

S

Seuil de rentabilité, 89
 Soldes créditeurs banques, 102, 118
 Soldes intermédiaires de gestion, 61
 Solvabilité, 138
 Subventions d'exploitation, 71
 Système :
 Système abrégé, 23, 29
 Système de base, 23, 29
 Système développé, 23, 29

T

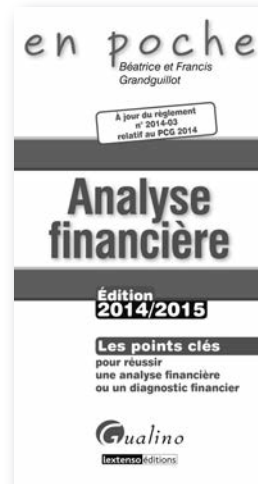
Tableau de correspondance :
 Bilan, 32 et s.
 Compte de résultat, 23 et s.
 Tableau de financement :
 Deuxième partie, 171 et s.
 Modèle tableau I, 166 et s.
 Modèle tableau II, 173 et s.
 Première partie, 164 et s.
 Tableau des flux de trésorerie :
 Modèle 1, 200 et s.
 Modèle 2, 200 et 202

Tableau des amortissements, 40
 Tableau des dépréciations, 41
 Tableau des filiales et participations, 44
 Tableau des immobilisations, 39
 Tableau des provisions, 41
 Tableau des soldes intermédiaires de gestion, 66 et s.
 Tableau du budget de trésorerie, 209 et s.
 Tableau des encaissements, 211
 Tableau des décaissements, 212
 Tableau de la situation de trésorerie, 213
 Tableau du compte de résultat prévisionnel, 217 et s.
 Modèle par nature, 218
 Modèle par fonctions, 218, 219
 Tableau du portefeuille de TIAP, 45
 Taux :
 Taux de marge brute d'exploitation, 63, 153
 Taux de marge commerciale, 61, 151
 Taux de marge nette, 154
 Taux de marge sur coût variable, 84
 Taux de productivité, 151
 Taux de rentabilité économique, 154
 Taux de rentabilité financière, 154
 Taux d'intégration, 152
 Temps d'écoulement, 186 et s.
 Trésorerie :
 Trésorerie, 117 et s., 193 et s.
 Trésorerie active, 198
 Trésorerie nette, 172
 Trésorerie passive, 198

V

Valeur ajoutée, 62
 Variation :
 Variation du FRNG, 174
 Variation du BFR, 176
 Variation de la trésorerie, 176, 198

Des mêmes auteurs



Cet ouvrage a été achevé d'imprimer dans les ateliers de Leitzaran (Espagne)
Numéro d'impression : 194 - Dépôt légal : Août 2014

LES ZOOM'S

L'ANALYSE FINANCIÈRE

L'ensemble des connaissances (le **savoir**) nécessaires à la compréhension des techniques à mettre en œuvre pour étudier l'activité, la rentabilité et le financement de l'entreprise est présenté sous la forme de synthèses structurées consacrées :

- à la présentation des comptes annuels ;
- à l'analyse de l'activité et du risque d'exploitation (SIG, CAF, compte de résultat différentiel, seuil de rentabilité) ;
- à l'analyse fonctionnelle de la structure financière (bilan fonctionnel, FRNG, BFR, Trésorerie) ;
- à l'analyse patrimoniale de la structure financière (bilan financier, FR financier, ratios) ;
- aux ratios de structure, d'activité et de rentabilité ;
- au tableau de financement (tableaux I et II) ;
- aux éléments prévisionnels (FR normatif, analyse dynamique de la trésorerie, budget de trésorerie, bilan et compte de résultat prévisionnels, plan de financement, levier financier...).

De nombreux exemples et plusieurs synthèses présentées avec leurs corrigés permettent, en outre, d'acquérir la pratique de cette matière (le **savoir faire**).

Cette 18^e édition 2014-2015 est conforme au Plan comptable général 2014 (règlement ANC n° 2014-03). Elle s'adresse aux candidats à tout examen qui comporte une épreuve d'analyse financière (également appelée diagnostic financier).

Béatrice et Francis Grandguillot

sont professeurs de comptabilité et de gestion dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur. Ils sont également auteurs de nombreux ouvrages dans ces matières.



Prix : 16,50 €

ISBN 978-2-297-04044-0

www.lextenso-editions.fr

Gualino
lextenso éditions

